

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉVÉNEMENT ET CONSTRUCTION DURABLE :
LES ACTIONS TEMPORAIRES PARTICIPATIVES ET CONSTRUCTIVES
COMME OUTIL POUR FAIRE LA VILLE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN DESIGN DE L'ENVIRONNEMENT

PAR
JEAN-BAPTISTE BOUILLANT

DÉCEMBRE 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'aurait jamais existé sans le soutien et la confiance de ma directrice de recherche Carole Lévesque et de mon directeur de programme Réjean Legault. À Réjean, j'offre toute ma gratitude et mon respect pour le temps, l'attention et l'intelligence avec lesquels il a su m'accompagner. À Carole, j'offre mon admiration et mon amitié pour avoir su faire de moi un étudiant rigoureux et libéré.

On parle souvent du travail de recherche comme la synthèse d'une réflexion, mais c'est sans considérer le gouffre sans fin d'émotions qu'il représente. Douceur, joie, fatigue, peur, fierté, cris, rires, honte, éveil, nombreux sont les états psychologiques et physiques par lesquels ce mémoire m'a fait passer. Je ne remercierai alors jamais assez mes proches pour avoir partagé/enduré avec moi cette longue aventure. Je remercie ma mère pour m'avoir insufflé régulièrement les doses nécessaires de pression qui m'ont fait avancer et terminer (même si je doute qu'elle le maîtrise réellement). Je remercie mon père pour savoir contrebalancer ce doute par son calme et sa sérénité impériale qui m'inspire. Je remercie ma petite sœur pour sa foi inébranlable en son grand frère et ma grande sœur pour son attention, sa justesse et son intelligence. Je remercie aussi ma famille d'adoption de l'UQAM qui se reconnaîtra aux doux noms de marraines Sylvie, grande sœur Julie et maman Chantal. Je remercie bien évidemment mes amis de France et de Montréal qui m'ont supporté moi et mon interminable mémoire. Je remercie Mathilde qui a beaucoup compté. Je remercie tous les gens que j'ai pu rencontré dans le cadre de ce travail et qui m'ont offert de leur temps et de leur savoir. Je remercie la firme Dan Hanganu Architectes pour avoir conçu et construit ce merveilleux espace de travail qu'est la Bibliothèque Marc Favreau et qui fut mon antre de rédaction. Enfin, si je ne remercie pas Facebook, je voudrais remercier la musique et le chocolat.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	p.VI
INTRODUCTION	p.1
1. POTENTIELS DE L'ÉVÈNEMENT	p.5 à 29
1.1. Etat actuel : La ville événementielle	p.5
1.1.1. L'avènement de l'évènement	p.6
1.1.2. Apports économiques et politiques	p.9
1.2. Mésinterprétation de l'évènement dans la ville	p.13
1.2.1. Les risques de la surproduction événementielle	p.13
1.2.2. Un urbanisme événementiel extrême : le QDS de Montréal	p.26
1.3. Le bon temps à la bonne échelle	p.20
1.3.1. Impacts événementiels : Entre urbanisme sensible et illusion de cohésion sociale	p.20
1.3.2. Un urbanisme à plusieurs temps	p.26
2. LES TEMPS DES ACTIONS	p.30 à 60
2.1. Comprendre la nature d'un mouvement	p.30
2.1.1. Un phénomène et un contexte émergent	p.31

2.1.2.	Du choix d'une pratique au besoin d'une profession	p.36
2.1.3.	Une méthodologie croisée	p.40
2.2.	Du temps de l'événement aux temps de l'action	p.44
2.2.1.	L'événement dans l'action : mise en scène de l'acte de construction	p.44
2.2.2.	Activer un lieu : l'exemple du chantier ouvert de St-Etienne	p.47
2.2.3.	Potentiel d'actions en continue	p.52
2.2.4.	Caractéristiques des actions urbaines temporaires participatives	p.58
3.	ACTION TEMPORAIRE PARTICIPATIVE, UN OUTIL POLITIQUE	p.61 à 89
3.1.	Entre sincérité d'une démarche et enjeux politique	p.61
3.1.1.	Un outil de communication	p.62
3.1.2.	Acceptabilité de projet	p.64
3.1.3.	Prudences réciproques : politiques VS habitants	p.69
3.2.	La participation, vers une autonomie complexe	p.73
3.2.1.	Une approche paradoxale de la participation	p.74
3.2.2.	Enjeux d'échelles	p.79
3.2.3.	Niveaux de participation : de la manipulation à l'expertise citoyenne	p.84
4.	LES MOYENS DE LA DURABILITÉ	p.90 à 123
4.1.	Le terrain de Bellastock Québec	p.90
4.1.1.	L'enracinement	p.96
4.1.2.	La permanence	p.101
4.1.3.	Multiplicité et diversité des événements	p.107
4.2.	Une gestion des risques paralysante	p.118

5. CONCLUSION : UNE PHILOSOPHIE D'ACTION p.124 à 139

5.1. Praticiens réflexifs p.124

5.1.1. Un choix de démarche engageant p.126

5.1.2. L'auto-programmation : catalyse des entités et des envies p.129

5.2. Éphémère, temporaire, transitoire p.134

ANNEXE p.140

A.1. Entrevue avec Florent Chapierro (collectif ETC) p.141

A.2. Entrevue avec Enrico Chapel (docteur en architecture) p.147

A.3. Entrevue avec Pablo Georgieff (collectif Coloco) p.150

A.4. Entrevue avec Brigitte de la Fonchais (ville de La Roche-sur-Yon) p.156

A.5. Entrevue avec Benjamin Pradel (docteur en sociologie) p.160

A.6 Entrevue avec Antoine Aubinais (association Bellastock) p.166

A.7. Entrevue avec Andy Golding (ANRU) p.170

BIBLIOGRAPHIE p.179

RÉSUMÉ

Cette recherche vient souligner le rôle grandissant de l'événement dans la planification de la ville et révéler son potentiel social et environnemental dans l'optique d'un développement durable de la ville. Nous nous sommes penchés sur une typologie d'événements qui semble capable de construire des rapports urbains et humains plus stables : Les actions temporaires participatives et constructives. En nous basant sur des entrevues et notre immersion dans l'association Bellastock Québec, nous avons élaboré huit caractéristiques propres aux actions temporaires et expérimenté leur mise en pratique sur le terrain de l'arrondissement du Sud Ouest de Montréal.

Ce travail fait état des démarches utilisées pour redonner aux usagers leur pouvoir d'action sur l'espace urbain et révéler leur fragilité face à un processus de construction urbaine, complexe et intimidant. Trois grands moyens ont été révélés : l'enracinement, la permanence et la diversité des événements. Ils nous permettent d'établir l'importance de l'évolution des rôles de chaque acteurs de la ville : les praticiens, les élus et surtout les usagers.

MOTS-CLÉS : Ville événementielle, événement urbain, urbanisme temporaire, design participatif, espace public.

INTRODUCTION

En tant qu'habitant, nous sommes inévitablement liés à l'image de la ville qui définit notre cadre de vie. Habiter un quartier, une rue, c'est être associé à l'identité de ce lieu et de ce qui le caractérise : son histoire, sa population, sa culture. Nous sommes donc en partie tributaires de ce que représente la cité. Et pourtant, il semble que nous n'ayons aucun pouvoir d'action ou de décision sur ses transformations.

L'aménagement urbain initié par l'urbanisme fonctionnaliste des années 1960 a donné lieu à des villes compartimentées aux échelles démesurées. Ces villes ont perdu aujourd'hui leur attrait aux yeux des citoyens qui éprouvent des difficultés à se situer et à se repérer dans leur totalité. Aujourd'hui c'est la pression foncière qui, toujours plus virulente, participe à creuser le fossé entre les habitants et leurs espaces urbains. Une volonté politique environnementale actuelle tend maintenant vers une re-densification des villes afin de lutter contre l'étalement urbain et la muséification des centres-villes.

Malheureusement, la manière de (re)faire la ville aujourd'hui repose toujours sur une logique verticale et hiérarchique qui détermine et fige nos espaces urbains et nous dépossède de tout pouvoir d'action. Nous, usagers, sommes les derniers concernés dans le processus de transformation de notre propre espace de vie. Pire encore, nous le subissons. C'est dans ce contexte précis que nous nous sommes intéressés au potentiel des événements urbains comme outil pour faire la ville.

Notre questionnement part d'un ressenti propre aux événements. Ce sentiment paradoxal, entre la satisfaction quasi-euphorique après le spectacle et le petit goût âpre de désillusion et de frustration d'un retour à la réalité et à nos responsabilités individuelles.

Ces événements sont importants précisément parce qu'ils nous soulagent ponctuellement de ce quotidien trop rapide et trop lourd. Malheureusement, il semble qu'ils nous maintiennent aussi dans une certaine inertie collective. Certains parlent d'une illusion de cohésion sociale. Pourtant, derrière chacune de ces illusions se cache des mois de préparation. Beaucoup de ressources humaines et matérielles y sont brûlées sans autre finalité que l'événement en lui-même. Même si les profits générés semblent justifier les moyens de cette économie du paraître, nous regrettons une utilisation de l'événement qui condamne le citoyen à n'être que le consommateur de sa ville.

Malgré un potentiel réel, l'événement semble alors peu constructif pour la ville. Nous pensons pourtant qu'un autre emploi du temporaire est possible, et qu'il peut aider les gens à améliorer leur quotidien, plutôt que de les aider à s'en échapper. Selon nous, l'événement devrait permettre à chaque usager (habitants et professionnels) de se réapproprier l'espace public pour redevenir acteur de son urbanité à des échelles très variées. Notre question est simple : L'événement, dans le processus du projet urbain, peut-il faire figure de nouvel outil de médiation entre la ville et ses habitants ?

Notre travail s'est alors fixé sur l'observation et l'analyse d'une typologie particulière d'événement : Les actions temporaires participatives et constructives. Ce sont ces interventions rapides, de plus en plus prisées par les municipalités, qui, sous couvert de la participation habitante, proposent aux usagers d'expérimenter l'espace public et de se le réapproprier collectivement par la construction. Elles s'expriment à

travers la réalisation à l'échelle réelle de mobilier urbain, de l'organisation de rencontres ou conférences, d'ateliers d'apprentissage, ou de performances artistiques : affiches, sculptures, installations. Agir au lieu de dire, c'est le mot d'ordre des collectifs à l'origine de ces démarches participatives. Grâce à leurs qualités événementielles, ces actions semblent capables d'intéresser un plus large public aux enjeux de la ville et d'alimenter de façon dynamique les réflexions urbaines à l'échelle locale.

Qu'importe l'événement, ses impacts ou sa durée, il semble qu'il crée indéniablement du lien, que ce soit entre les publics ou au sein même de son organisation (élus, collectifs d'architectes, associations, habitants, etc.). Nous souhaitons nous situer entre ces entités et poser l'hypothèse que les actions temporaires participatives et constructives favorisent la participation habitante sur plusieurs niveaux du processus de construction de la ville, leur permettant d'agir concrètement sur leur environnement pour y développer des projets urbains et sociaux durables.

Pour cela, nous nous sommes penchés, dans le premier chapitre de cette recherche, sur la notion de ville événementielle et son potentiel urbain et social. Nous avons souhaité parler de ce nouveau rapport de la ville aux événements avant de présenter notre méthode. Il nous semble important, en effet, de nous positionner dès le départ de ce travail pour en faciliter la lecture. Nous nous sommes ensuite intéressés, dans le second chapitre, à cerner les caractéristiques des actions temporaires participatives et constructives, leurs temporalités particulières et la diversité de leurs mises en formes. C'est ici que nous expliquons notre méthode de recherche, oscillant entre l'analyse de nos entrevues et notre expérience avec l'association Bellastock Québec. Le troisième chapitre nous permet d'insister sur la dimension politique de ces démarches participatives et sur le décalage entre l'enthousiasme des discours génériques et les réalités d'une pratique encore récente. Enfin, avant de conclure sur

le rôle des praticiens et celui des habitants dans ces nouvelles typologies d'actions urbaines, nous avons entrepris, dans le quatrième chapitre, de cibler les moyens qui nous semblent nécessaires pour faire des actions temporaires participatives et constructives les outils d'un processus de construction durable de la ville.

1. POTENTIELS DE L'ÉVÉNEMENT

1.1. Etat actuel : La ville événementielle

Événement et urbanisme sont deux notions qui semblaient, il y a quelques années, encore difficiles à associer. Et pour cause, le temps court de l'événement ne pouvait avoir rapport avec le temps long de la ville qui a toujours fait tradition. Mais notre société a bien évolué, et les temporalités qui composent ses cités sont différentes aujourd'hui. Le court terme est reconsidéré face à la multiplicité des cycles et des récurrences qui envahissent nos calendriers.

Cette première partie est l'occasion de nous pencher sur le phénomène qui voit, année après année, le rôle de l'événement s'amplifier dans nos métropoles, au cœur même de notre urbanité. Pour commencer, nous chercherons à comprendre pourquoi et comment un tel surcroît dans la ville. Nous questionnerons ensuite son potentiel en parallèle à sa véritable utilisation sur le territoire, pour enfin nous positionner précisément parmi les nombreuses problématiques autour de l'événement dans la ville.

Avant de continuer ce travail, il nous est nécessaire de revenir sur le concept d'événement urbain. Tel que nous le décrit Elsa Vivant, il est « un temps de

l'éphémère »¹ dont le détournement de l'espace est limité dans le temps. Si nous adhérons à cette définition dans l'idée de l'usage différent de l'espace par l'événement urbain, nous nous détachons par contre de sa dimension éphémère. En effet, nous souhaitons considérer le temps court de l'événement dans le temps long de la métropolisation de la ville, pour que son potentiel puisse être plus constructif. Par conséquent, il nous semble plus à propos de favoriser la notion de « temporaire » à celle de « l'éphémère ». De cette manière, l'événement prend forme en préparation d'un après et ne peut plus être entendu comme une finalité. Il devient précepteur des mutations urbaines qui lui survivront. Bien que les termes éphémère et temporaire soient souvent employés de manière interchangeable, la question du temps, vous l'aurez saisie, est une valeur intrinsèque à cette recherche, il nous était donc primordiale de nous positionner au plus vite pour rendre accessible la manière dont a été teinté ce mémoire.

1.1.1. L'avènement de l'événement

Il existe une longue tradition d'événements : foires, marchés, parades, carnivals, manifestations, manèges, théâtre de rue, terrasses, etc. Ils proposent tous, chacun à leur manière, des usages différents de la ville permettant d'en « égayé les temps et les espaces »². Mais depuis une vingtaine d'années, explique le géographe de l'Institut des Hautes Études en Aménagement et Développement du Territoire Européen Luc Gwiazdzinski, on observe que le mouvement s'est accéléré, les calendriers métropolitains sont noircis d'événements comme si le vide ou l'ennui

¹ Vivant, E. (2007). Les événements off : de la résistance à la mise en scène de la ville créative. [Document électronique]. *Géocarrefour*, 82(3). Récupéré le 03 février 2013 de <http://geocarrefour.revues.org/2188>

² Gwiazdzinski L. (2009) Chronotopies – l'événementiel et l'éphémère dans la ville des 24h. [Document électronique]. *BAGF – GÉOGRAPHIES*. p.348. Récupéré le 03 février 2013 de http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/55/11/20/PDF/Chronotopie_BAGF.pdf

étaient proscrits. «Chacun a pu constater que les villes se donnaient de plus en plus en spectacle, et que les spectacles envahissaient la scène métropolitaine. »³

On parle, seulement au Québec, de 568 festivals et événements, sans compter les manifestations sportives, les salons, foires et les grandes expositions qui montent le chiffre à 769 manifestations totales. À elle seule, l'île de Montréal compte pour la saison 2015, 152 manifestations dont 114 festivals⁴. On en dénombre 24 rien que pour le mois de juin, soit presque 6 festivals et événements par semaine. Si on prend une moyenne de deux concerts par soir de festival, on arrive à 84 concerts par semaine qui sont proposés aux Montréalais. Le Festival de Jazz présente à lui seul une quarantaine de spectacles sur 10 jours, soit environ quatre spectacles par soir. Durant l'été, c'est 55 festivals qui ont lieu à Montréal, avec chacun leur programmation chargée : Picnik Electronik, les Feux Loto-Québec, Mtl en Arts, Montréal Complètement cirque, le Festival Juste pour rire, le Festival des Nuits d'Afriques, le Festival Fantasia, etc. Ces chiffres et ces exemples viennent illustrer ce que nous constatons d'année en année, à savoir une omniprésence des événements urbains. Nous nous interrogeons alors sur les raisons d'une telle intensité et surtout sur ses conséquences sur la ville et ses habitants.

Cette montée en puissance de l'événement, le professeur en politique urbaine de l'Université de Lyon, Philippe Chaudoir, l'associe à une nouvelle figure urbaine qui vient répondre aux nouveaux temps de l'espace public : la ville événementielle⁵. Pour définir cette notion, il nous propose d'en comprendre les cinq différentes

³ Ibid.

⁴ Gouvernement du Québec. Site touristique officiel. 2014. *Manifestations et événements*. [Catalogue des manifestations et événements]. Récupéré le 26 mars 2015 de <http://www.bonjourquebec.com/qc-fr/accueil.html>

⁵ Chaudoir, P. (2007), La ville événementielle : temps de l'éphémère et espace festif. [Document électronique]. *Géocarrefour* 82(3). Récupéré le 24 janvier 2013 de <http://geocarrefour.revues.org/2301>

formes. En premier lieu, Chadoir caractérise la ville événementielle par la fête sous tous ses aspects (concerts, cirque, fête de voisinage, terrasse animée, etc.). Sous cette forme, nous rappel le sociologue Benjamin Pradel, elle est « un outil permettant de réinventer les espaces publics et d'utiliser leur pouvoir d'incarner la société et de provoquer la rencontre »⁶. À une échelle plus large, les festivals ou comme l'appelle Chadoir : « le foisonnement festivalier »⁷, participent aussi à l'identité de la ville événementielle. Il explique que les pouvoirs publics bénéficient très souvent de la notoriété des festivals qu'ils n'ont que rarement initiés. Plus large encore, les grands événements sportifs alimentent aussi considérablement la logique événementielle des villes à l'international. Chadoir cite Pierre Gras et l'exemple de la ville de Cardiff :

« Cette ancienne cité portuaire, touchée de plein fouet par la crise du charbon et de l'acier dans les années 1980, [...] en pleine renaissance économique et urbaine [...] s'est appuyée sur la transformation complète de ses docks et sur un événement majeur : la coupe du monde de rugby. »⁸

Dans la même lignée, les grands événements internationaux (le G8 à Gênes, les Capitales européennes, l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO) sont une forme spectaculaire de la ville qui permet de créer une réputation à l'international. On peut dès lors, comme le font Gravari-Barbas et Jacquot, s'interroger sur l'utilisation de l'événement comme un outil pour légitimer des politiques urbaines de grande ampleur. Enfin Chadoir, pose comme cinquième forme, moins notoire mais toute aussi pertinente, la scène artistique alternative. Il reprend les mots d'Elsa

⁶ Pradel, B. (2007) Mettre en scène et mettre en intrigue : un urbanisme festif des espaces publics. [Document électronique]. *Géocarrefour* 82(3). Récupéré le 28 janvier 2013 de <http://geocarrefour.revues.org/2177>

⁷ Chadoir, P. *La ville événementielle*. Op.cit. p.5

⁸ Chadoir, P. Propos de Gras, P. *La ville événementielle*. Op.cit. p.5

Vivant, « [ces scènes] véhiculent des représentations singulières de créativité et de transgression, [sont] utilisées aujourd'hui pour animer des quartiers et progressivement en changer l'image.»⁹

Cette catégorisation des formes d'événements urbains nous permet de comprendre que la notion de ville événementielle, que ce soit à l'échelle du quartier ou de la métropole, travaille essentiellement à la mise en image immatérielle de la cité. Dans notre société, le pouvoir du paraître semble capable de reconquérir des territoires entiers, et y faire naître des économies, voire même des urbanités. Aussi étonnante que réelle, l'immatérielle représentation urbaine semble conditionner la matérialité physique de la ville.

1.1.2. Apports économiques et politiques

Chaudoir nous a permis d'identifier les formes de la ville événementielle, nous cherchons à présent à saisir ce qui justifie son succès. Selon lui, le concept de la ville événementielle prend sa source au milieu du XIX^{ème} siècle avec l'arrivée des expositions universelles. On y met de l'avant l'image des villes (et des nations) par la valorisation « temporaire » de leur puissance industrielle et économique. L'espace-temps de l'événement est optimisé pour servir l'image d'une grande puissance. On constate, à partir de ces expositions, une mutation du statut de la ville. Ce n'est plus la forme matérielle et physique de ses infrastructures ou de ses institutions qui la détermine mais ses flux et ses ressources humaines immatérielles que l'événement met en valeur. En nous basant toujours sur les écrits de Chaudoir, ainsi que ceux de Gwiazdzinsky, nous avons choisi de présenter sous deux angles d'analyse les plus values de la représentation urbaine : ses apports économiques et ses apports politiques.

⁹ Chaudoir, P. propos de Vivant, E. *La ville événementielle*. Op.cit.p.5

La montée en puissance événementielle des métropoles est motivée par sa dimension économique. À un premier niveau, l'événement urbain permet d'appuyer le tourisme, soit par le renouvellement et l'amplification du fonctionnement touristique en place, soit en diversifiant les activités. Il y a, d'après Luc Gwiazdzinsky, deux dimensions économiques inhérentes aux événements : une « économie directe » (marché, foire, salons, etc.) et une « économie indirecte » (mise en marchandise de places, de quartiers, etc.). Pour la majorité des visiteurs, la participation à un événement constitue le motif principal de déplacement touristique. « Il est donc primordial pour les promoteurs de rivaliser d'audace afin de présenter des événements de qualité, susceptibles d'attirer un nombre croissant de festivaliers. [Ils] contribuent à l'essor d'une véritable industrie dont l'apport est indéniable sur la croissance de notre économie »¹⁰, a conclu Mme Ménard, ministre du Tourisme en 2010, dans un communiqué officiel du gouvernement. L'événement n'est donc pas seulement un faire valoir métropolitain, il constitue en soi une économie touristique importante sur laquelle misent les politiques. Et pour cause, au Québec en 2011, le tourisme représentait 12,8 milliards en revenus, 2,45% du PIB (8,5 milliard), 31 000 entreprises pour près de 350 000 emplois. C'est une contribution provinciale plus élevée que le secteur de l'agriculture et des mines. Pour 1\$ d'argent public investi dans le tourisme, la recette est de 20\$, dont 5\$ de fiscalités¹¹. On comprend l'importance de l'économie touristique au Québec. Le plan de développement 2012-2020 de l'industrie touristique prévoit d'ailleurs un taux de croissance annuel de 5%,

¹⁰ Ménard, N. (2010, 16 mai). *La ministre du Tourisme soutient les festivals et événements du Québec*. Propos tiré d'un communiqué de la ministre du Tourisme du Québec, Nicole Ménard, sur le site officiel de Tourisme Québec. Récupéré le 26 juillet 2014 de <http://www.tourisme.gouv.qc.ca/medias/communiqués/ministre-tourisme-soutient-festivals-evenements-quebec-992.html?page=45>

¹¹ Tourisme Québec. (2014). *Les plus récentes données sur le tourisme au Québec* [Document PDF]. Données mises à jours le 16 avril 2014. Ministère des finances et de l'Économie. Récupéré de <http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/media/document/etudes-statistiques/recentes-donnees-avril%202014.pdf>

soit 7M\$ de plus en 2020. L'objectif est de miser sur les clientèles internationales¹².

Aussi, les villes sont amenées sur les terrains de la concurrence et le besoin d'attractivité. Si autrefois la valeur économique des métropoles reposait essentiellement sur l'efficacité de leurs zones d'activité, aujourd'hui ces seules offres matérielles ne suffisent plus, il se définit alors un second niveau économique propre au secteur événementiel¹³. Si elle veut attirer, ou seulement même conserver ses entreprises, la ville doit leur apporter des services, valoriser les réseaux, innover économiquement et socialement, appuyer la créativité, la formation, la recherche. En d'autres termes, la ville doit créer et entretenir son dynamisme métropolitain pour stimuler l'entrepreneuriat sur son territoire. Les événements offrent cette plus-value urbaine. Attractive et valorisée, la ville s'assure un dynamisme qui permet de garder et d'attirer les entreprises qui font son économie. Nous ne pouvons pas réellement mesurer ou quantifier l'apport d'un tel dynamisme pour la ville mais il est à considérer dans la progression de l'événement dans les stratégies de développement urbain.

Derrière les chiffres et les pourcentages, il nous faut aussi comprendre l'intérêt politique qui sous-tend les événements urbains. Les discours et les valeurs liés à l'événement préfigurent de l'identité du territoire où il s'installe. Même s'ils n'y contribuent que rarement, le simple fait de laisser se dérouler l'événement chez eux, offre aux politiques en place une certaine légitimité. Ce qui est important de comprendre, explique Chaudoir, c'est que nos villes se retrouvent actuellement coincées entre ce qu'il appelle un « repli communautaire face aux assauts de la

¹² Association Québécoise de l'Industrie Touristique. (2015). *Le tourisme au Québec en chiffres*. [Tableau de données]. Récupéré le 24 mars 2015 de <http://www.aqit.ca/aqit-5-le-tourisme-au-quebec-en-chiffre.php>

¹³ Chaudoir, P. *La ville événementielle*. Op.cit.

mondialisation » et une « volonté d'ouverture à la diversité culturelle »¹⁴. Autrement dit, les citoyens oscillent entre un besoin de retrouver des valeurs identitaires communes et une envie de s'enrichir de toutes les cultures qui se mélangent en ville. L'action politique, qui par définition se doit d'agir pour tous, est piégée face à cette complexité contradictoire. Les temps ne sont plus aux solutions globales ou aux discours de masse. Les gens semblent vouloir être considérés davantage en tant qu'individu tout en se sentant appartenir à une communauté. Or, l'événement urbain a cette capacité à confectionner « de nouvelles identités, à partir des éléments disparates et parfois conflictuels des patrimoines de leurs habitants. »¹⁵ Il peut transformer collectivement notre regard sur la ville et joue pour beaucoup sur son attractivité. Plus encore, l'accueil d'événements sur le territoire peut parfois justifier la mise en place d'aménagements adéquats, voire de projets urbains entiers. Dans *L'événement, outil de légitimation de projets urbains : l'instrumentalisation des espaces et des temporalités événementiels à Lille et Gênes*¹⁶, Maria Gravari-Barbas et Sébastien Jacquot expliquent comment les pouvoirs publics, conscients de l'influence des événements urbains sur les citoyens, utilisent l'événementiel pour valoriser des politiques urbaines et culturelles entièrement mises en œuvre pour servir une « image créative » de la ville, et valoriser une actualité urbaine attrayante.

Nous comprenons mieux à présent, par l'entremise des apports économiques et politiques qu'elles sous-tendent, le développement fulgurant des villes événementielles. Les événements transfigurent l'image des métropoles leur permettant de séduire et d'attirer toujours plus d'investisseurs et d'électeurs. Si nous

¹⁴ Chaudoir, P. *La ville événementielle*. Op.cit. p.4

¹⁵ Chaudoir, P. Propos de Belliot (2006). *La ville événementielle*. Ibid.

¹⁶ Gravari-Barbas, M. et Jacquot, S. (2007). *L'événement, outil de légitimation de projets urbains : l'instrumentalisation des espaces et des temporalités événementiels à Lille et Gênes*. [Document électronique]. *Géocarrefour*. 82(3). Récupéré le 23 janvier 2013 de <http://geocarrefour.revues.org/2217>

comprenons, nous déplorons, par ailleurs, ces politiques urbaines basées majoritairement sur un paraître urbain international plutôt que sur la réalité concrète des usages citoyens. Même si Chaudoir, à travers les mots de Bourdin, remarque que: « [l'] interaction entre des acteurs de l'économie, de l'activité intellectuelle et de la création culturelle est au moins digne d'intérêt »¹⁷, nous ne voulons pas dans ce travail nous contenter, ou pire encore, nous satisfaire de ce constat. En effet, nous croyons fermement à un potentiel plus noble de l'événement, nous pensons que son usage peut être différent pour la ville, plus constructif. Il s'agit alors de saisir cet autre potentiel événementiel puis de l'estimer concrètement dans la réalité urbaine.

1.2. Mésinterprétation de l'événement dans la ville

1.2.1. Les risques de la surproduction événementielle

La ville événementielle semble se définir, pour l'essentiel, par un usage de l'événement comme outil de revalorisation du territoire. Une politique urbaine de l'immatériel conduite par la mise en image de la ville au service de l'attractivité. Nous pensons cet usage de l'événement urbain nécessaire, il permet de maintenir une certaine stabilité dans l'urbanité même des villes dont le rythme ne cesse de s'accélérer face aux logiques concurrentielles. Néanmoins, il est important de s'interroger sur la surproduction d'événements et d'en mesurer les risques.

En premier lieu, Luc Gwiazdzinski nous met en garde sur la surabondance d'événements qui peut mener à des contradictions. Nous devons être capables d'user de l'événementiel sans en abuser, auquel cas ses bienfaits s'inversent. Il faut savoir « enchanter sans alourdir, ritualiser sans perdre la spontanéité, organiser sans

¹⁷ Chaudoir, P. Propos de Bourdin (2005) . *La ville événementielle*. Op.cit. p.4

« marchandiser », chercher à mélanger les publics sans pour autant « tirer la qualité vers le bas ». »¹⁸

Sans l'aléatoire, sans la surprise ou même le hasard, si il s'inscrit dans un calendrier précis, si il est réservé à un espace cadré, si il est sur-contrôlé sans plus de spontanéité, alors la nature même de l'événement est mise à mal. Il devient un rituel banalisé, un produit standardisé. « La ville événementielle doit laisser de la place à l'éphémère non-rythmé, aux détournements et à l'inattendu. Elle ne doit pas être un pis-aller ou une forme de légitimation d'une ville du quotidien trop contrôlée et trop policée. »¹⁹

Le fait est que tout autour de nous s'accélère *la dictature de l'urgence*²⁰ dont nous parle Gilles Finchelstein. Tels de vulgaires produits en magasin, culture, architecture et urbanisme sont devenus consommables et jetables. Ils sont imposés par les mêmes règles qui régissent les marchés et n'ont pas d'autre choix que de suivre les rythmes des modes et des tendances. Face à la logique concurrentielle des territoires en sursystème, l'espace-temps de l'événement se fait de plus en plus serré. Cette optimisation s'explique par le besoin de satisfaire un public qui au fur et à mesure de sa consommation est de plus en plus insatiable et devient difficile à contenter. La boucle de l'événement est précipitée par sa propre inertie distractive.

Pradel nous met alors en garde : « sous la pression d'un tourisme en mal de consommation culturelle, certains quartiers de nos agglomérations semblent dédiés à

¹⁸ Gwiazdzinski, L. *Chronotopies*. Op.cit. p.355

¹⁹ Pradel, B. (2010). *Rendez-vous en ville ! Urbanisme temporaire et urbanité événementielle : les nouveaux rythmes collectifs*. (Thèse de doctorat). [Document électronique]. Université Paris-Est, Ecole doctorale ville, transport et territoires. p. 480. Récupéré le 28 janvier 2013 de http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/54/65/13/PDF/ThA_se_Rythmes_collectifs.pdf.

²⁰ Finchelstein, G. (2011). *La dictature de l'urgence*. Paris : Éditions Fayard. 240 pages

l'événementiel qui contribue à les transformer en musées, voire en Disneyland, parcs à thème à ciel ouvert [...] désertés par leur population originelle et animés par les mêmes musiciens andins.»²¹ Piégés par cette mise en tourisme continue, nos territoires voient leur potentiel d'évolution contraint à l'entretien de leur image. Au-delà de l'événement, ce sont des quartiers entiers qui se travestissent pour entretenir l'intérêt touristique. Le centre-ville de Québec par exemple, joue la carte du petit bourg « vieille Europe » où brasseries, bistros et boulangeries françaises gonflent l'appétit cliché des touristes étrangers. Sous la même enseigne, le « Quartier Français » de la Nouvelle Orléan, pourtant bien endommagé par l'ouragan Katrina en 2005, s'est vu entièrement reconstruit à l'identique pour attirer rapidement de nouveau le flux de touristes venus consommer en masse le stéréotype louisianais. Sans vouloir critiquer outre mesure les ressources touristiques de ces métropoles, qui ne cherchent finalement qu'à maintenir leur équilibre économique, c'est le mésusage de l'événement que nous voulons souligner ici. Il réduit le potentiel de l'événement urbain à une offre de produit, transposant la ville dans une logique de consommation qui confond service public et service clientèle²². Luc Gwiazdzinski l'explique bien : « écartelé entre dynamique de mobilisation interne et stratégie de marketing territorial, identité et communication, tradition et marchandisation, l'événement n'a pas toujours le temps de s'affirmer. »²³ Ce qui en expliquerait le mésusage : il est victime de son succès et ne peut pas s'exprimer dans son plein potentiel. Nous devrions pourtant nous réjouir, aux vues de ses nombreuses sollicitations, du remède efficace qu'est l'événement pour de nombreux maux de la ville. C'est la preuve même de notre postulat qui veut mettre de l'avant son potentiel urbain. Malheureusement, il reste actuellement considéré beaucoup plus comme un outil de stratégies économiques et politiques que pour ses bienfaits sociaux. Et comme tout

²¹ Pradel, B. *Rendez-vous en ville*. Op.cit. p. 480

²² Benjamin Pradel. *Propos de Dumont* (2007). Ibid.

²³ Gwiazdzinski, L. *Chronotopies*. Op.cit.p.355

traitement, son usage systématique et précipité risque d'en affaiblir considérablement ses effets sur les gens, qui finiront par se lasser.

1.2.2. Un urbanisme événementiel extrême : le Quartier des Spectacles de Montréal

Dans la multiplicité des formes de l'événement, Benjamin Pradel a décidé de se pencher sur ce qu'il a appelé les rendez-vous collectifs. Ce sont ces espaces temps où l'événement propose par l'usage une nouvelle manière d'appréhender l'espace. Pour qu'il y ait rendez-vous collectif, explique-t-il, il faut une rupture dans le quotidien urbain des gens, une parenthèse spatiale et temporelle qui demande un aménagement. Il nous met alors en garde contre les conséquences sur l'espace public d'une politique événementielle surconsommatrice. Il fait notamment référence à ce qu'Ariella Masboungi a nommé non pas « ville » mais « urbanisme » événementiel²⁴. Un urbanisme qui construit la ville et légitimise ses projets urbains au fur et à mesure des événements qu'il organise. Pradel souligne trois notions de « ce phénomène qui tend vers des espaces urbains hybrides, [et qui] permet d'accueillir une grande diversité d'événements durant toute l'année. »²⁵

La première est la re-fonctionnalisation des espaces et des quartiers. À Montréal, comme dans beaucoup de métropoles, on identifie les quartiers par catégories : il y a un quartier historique, un quartier des affaires, des quartiers résidentiels, etc. Cette lecture commune fonctionne à une certaine échelle de la ville. Or, si on détaille plus précisément leur composition, on se rend compte que tous, même si ce n'est pas leur

²⁴ Masboungi, A. (2004). *Gênes, penser la ville par les grands événements*. Marseille : éditions Parenthèses. 113 pages.

²⁵ Pradel Benjamin. (2012). *L'urbanisme événementiel : vers des espaces publics hybrides*. École des Ponts ParisTech, Les territoires et les organisations à l'épreuve de l'hybridation, 3èmes Rencontres scientifiques internationales Territoire, Territorialisation, Territorialité, UMR PACTE, Grenoble.

valeur première, accueillent son lot de logement, de services publics, de commerces, etc. Sans cette diversité d'usage, il n'y a pas de vie de quartier. Et c'est exactement ce qu'apporte l'événement dans le quotidien de l'espace urbain : de la diversité. Or, créer un quartier, comme le Quartier des Spectacles, dont la fonction première est d'accueillir les événements de la ville, c'est ne plus considérer l'événement comme un moyen de diversifier un quotidien mais comme une finalité pour valoriser l'image de la ville. La capacité de l'événement à fédérer et faire communauté localement est occultée au profit d'une distraction massive globale.

Situé en grande partie sur l'emplacement de l'ancien « Red Light », un quartier célèbre de Montréal pour ses maisons de jeux et sa prostitution pendant la prohibition américaine (1920 – 1930), le Quartier des Spectacle regroupe aujourd'hui de nombreuses institutions culturelles majeures sur un même territoire et a fait sa vitrine par la construction de plusieurs places publiques (place des Festivals, le Parterre, la promenade des Artistes) capables de gérer le flux de centaines de milliers de touristes pendant la saison estivale. C'est le Partenariat du Quartier des Spectacles, un organisme privé, qui est en charge de promouvoir, de gérer et d'animer ces espaces publics.

La deuxième chose, c'est le paradoxe des espaces publics uniquement dédiés à l'événement. Ils sont flexibles et s'hybrident pour accueillir différentes formes spectaculaires, mais leur matrice spatiale multifonction ne permet pas réellement l'usage quotidien et l'appropriation des citoyens qui n'habitent plus le lieu. Le Red light par exemple, ce « joyeux bordel organisé »²⁶ qu'était le Quartier des spectacles, générait beaucoup plus de vie culturelle au quotidien qu'aujourd'hui, explique Benjamin Pradel. Les artistes qui y habitaient ont quitté le centre de Montréal à cause des loyers et des circulations de plus en plus importantes, en contre

²⁶ Propos de Pradel, B. Entrevue du 17 septembre 2013. Paris. [Voir Annexe A.5]

coup de quoi des espaces alternatifs sont créés de plus en plus sur les périphéries des villes.

Enfin, la troisième chose que le théoricien questionne est la standardisation des espaces publics. Plus encore, c'est le contre-sens du rythme proposé par ces espaces. Si on part du principe qu'un événement urbain déclenche des réactions par son irruption dans le quotidien, alors créer des espaces hybrides en attente de l'événement rend les réactions moins spontanées. L'événement prend alors une toute autre forme, il est perçu comme un produit, comme une consommation. On pose alors directement la question de la marchandisation des espaces publics. On comprend que ces espaces sont parfois plus pensés pour les touristes que pour les habitants.

Le Quartier des Spectacles de Montréal est un exemple de cette tendance de l'urbanisme événementiel à créer des espaces hybrides standardisés conçus à l'échelle de la ville mais pas à celle des habitants. Benjamin Pradel explique qu'il est protégé par un « closter » spécifique pour défendre les intérêts des labels de musique et des festivals face à la spéculation immobilière. On a donc une dynamique de projet urbain et d'événement mais qui pour le compte, ne considère pas la parole habitante, même si il y a finalement peu d'habitants dans ce quartier. Le discours de la ville est de créer une économie locale directe et indirecte (festivals, hôtels, restaurants, service de nettoyage, de sécurité, etc.) autour de la saison des festivals. Il est d'ailleurs assez facile à constater : il suffit d'observer la main-mise des commandites sur l'ensemble du site pendant les festivals (stands, fond de scène, programmes, etc.).

La question de la population locale reste cependant en suspend : bénéficie-elle vraiment de cette dynamique ? Ce qui est certain, c'est que sous le prétexte de la sécurité et donc du contrôle, aucune souplesse n'est laissée aux espaces de la place

des festivals. Tout a été optimisé pour le seul usage de l'événement (prises, circulation, orientation des scènes, etc.). Que ce soit dans les temps ON (pendants le festival) ou OFF (en dehors du festival), l'espace est difficilement appropriable. Pendant les spectacles, ce sont les contraintes de sécurité qui en dictent les fonctions. La foule suit l'usage des aménagements qu'on lui impose, tantôt corridor de dégorgement où l'arrêt est interdit, tantôt barricade de sécurité contre lesquelles on s'agglutine en attendant l'artiste. En période creuse, quand le voile des scènes laisse apparaître la réalité des formes de l'espace, c'est un lieu « en attente » qui se révèle, incapable de répondre à un usage léger ou spontané. Les éclairages publics sont démesurés, les immenses surfaces minérales questionnent la place du piéton. Ce dernier se retrouve isolé dans les aplats gris d'un espace urbain devenu machine. Seul le jeu astucieux de quelques jets d'eau sur la place des Festivals offre aux passants l'occasion de s'arrêter, une compensation légère face à l'échelle du site. Le Quartier des Spectacles est bien cette machine événementielle à l'échelle de la ville, une matrice urbaine devenue réceptacle opérant d'une illusion sociale massive. L'espace public n'offre plus la possibilité d'être approprié au quotidien par les citoyens, juste des usages prédéfinis et contrôlés pour des moments précis et planifiés. Pourtant « l'efficacité des rendez-vous collectifs dans le processus de métropolisation ne se passe pas des individus, et de leur capacité à s'approprier les résultats {...}. Sans les usagés, pas de ville »²⁷ rappelle Benjamin Pradel. On comprend que les espaces publics multifonctionnels de l'urbanisme événementiel, bien qu'assurément bénéfiques à nos métropoles, dans le sens où ils facilitent la diversité des distractions sur un même espace tout au long de l'année, font radicalement de l'événement une fin en soi.

L'uniformisation de la ville au profit de son événementialité semble donc placer les citoyens dans une position contemplative sans aucun pouvoir d'initiative. Ils deviennent des consommateurs de l'espace urbain dont la perspective semble

²⁷ Pradel, B. *Rendez-vous en ville*. Op.cit. p. 480

condamner à attendre d'être distrait. Comme Pradel, nous sommes catégorique : « la ville événementielle ne doit pas devenir une finalité, au risque de fermer les futurs possibles de la ville. »²⁸. L'événement ne doit pas se limiter à un apport économique, ou en tout cas pas sur le seul modèle d'un produit de consommation, qu'il soit direct ou indirect. Sa capacité première est de fédérer les individus et de proposer une parenthèse dans leur quotidien. Un espace-temps qui leur appartient, avec lequel ils pourraient se réapproprier leur espace de vie, en redevenir acteur. Cette ville qui, on l'oublie trop souvent, a besoin d'eux :

« La production de l'Urbs [ville], dans ses dimensions spatiales (centralité) et temporelles (rythmes) ne peut se passer de la Civitas [citoyens]. Ce sont les acteurs qui produisent l'espace et dictent les rythmes. »²⁹

A l'instar de revaloriser nos villes, de les consommer dans leur image figée, pré-identifiée, ne peut-on pas profiter de l'outil qu'est l'événement urbain pour nous les réapproprier, s'y projeter et les imaginer pour demain? Ne peut-on pas anticiper leurs besoins, programmer leurs usages et participer à leur construction? L'événement serait catalyseur de projet urbain, comme une porte ouverte sur les mutations de la ville.

1.3. Le bon temps à la bonne échelle

1.3.1. Impacts événementiels : Entre urbanisme sensible et illusion de cohésion sociale

²⁸ Ibid.

²⁹ Ibid.

Mis en œuvre en considération de son environnement, l'événement possède de véritables prédispositions urbaines. Avec le texte de Luc Gwiazdzinski *Chronotopies – l'événementiel et l'éphémère dans la ville des 24h*³⁰, nous pouvons établir une liste de retombées, autres qu'économiques ou politiques, des événements urbains sur la ville. Gwiazdzinski écrit qu'ils sont capables de redonner une hospitalité à la ville. Les espaces publics, les moyens de transports, le mobilier urbain sont mieux perçus pendant les temps festifs qu'au quotidien. Les feux Loto-Québec par exemple, au cœur du mois d'août, voient à chaque année des milliers de personnes investir le pont Jacques Cartier. Ce dernier se transforme, le temps de quelques feux, en un belvédère incroyable sur le fleuve. Un usage rendu possible seulement par l'événement. Mais les événements permettent aussi simplement de présenter des territoires parfois mal appréhendés par le public. Ils peuvent ainsi créer de la qualité dans certains environnements difficiles. L'Igloofest de Montréal regroupe pendant quatre soirs de suite, des milliers de personnes dehors, en plein hiver, près des quais du vieux port de Montréal. On investit ainsi, pour un usage différent et festif, les espaces latents de l'hiver dont les fonctions usuelles sont normalement gelées par le climat. L'auteur écrit aussi que l'événement est capable de rééquilibrer les trop grandes disparités, que ce soit géographiquement entre centre et périphérie, ou socialement entre individus ou groupes sociaux³¹. Le parc Jean-Drapeau pour l'exemple, selon les programmations de sa saison culturelle, devient un centre d'attraction important de la ville de Montréal, alors qu'il est vraiment excentré par rapport au centre-ville. Autres impacts, les événements prodiguent une certaine sensibilité à l'espace urbain et une variété face aux risques de banalisation et d'homogénéisation. Un sentiment de sécurité émane des spectacles urbains, notamment grâce à une plus grande présence humaine. On est loin des technologies sécuritaires oppressantes et intrusives mises en place par certains centre-villes. Enfin, Gwiazdzinski soulève une dernière caractéristique particulière de

³⁰ Gwiazdzinski, L. *Chronotopies*. Op.cit.

³¹ Ibid. p.353

l'événement, celle de faire naître « l'inattendu (...) et l'enchantement par l'invention »³². En ce sens, ils sont capables de changer les regards des gens sur ce qui les entours, et notamment l'espace public. Habitues ou accablés par une utilisation quotidienne de ces espaces, les citoyens ne semblent plus s'intéresser à la forme de leur ville. Nous comprenons qu'en réalité ils ne la voient plus et ne savent plus comment l'apprécier. Ce que dit Gwiazdzinski, c'est que l'événement urbain peut réconcilier les habitants avec leur espace de ville.

Au-delà des mots, il y a une matérialisation tangible de ces apports événementiels sur la ville, une réalité qui interfère directement avec les usages quotidiens des citoyens : la fermeture de la rue Ste-Catherine en été, la transformation des quais en Village éphémère, la conversion de parcs en salle de cinéma, ou en marché éphémère. Ces intrusions spatio-temporelles touchent directement la population. Riverains, voisins, travailleurs ou simples passants voient leur environnement urbain changer. Ces mutations ponctuelles de l'espace quotidien obligent à en repenser l'usage. Celui qui sera allé admirer les feux d'artifices du haut du pont Jacques-Cartier n'y verra plus seulement l'image d'une longue ligne de bitume et de fer, mais pourra y associer le souvenir d'une belle soirée d'été.

Les municipalités ont bien compris ce potentiel de transformation ponctuelle des usages. « L'événement a toujours été l'occasion de tester et d'expérimenter »³³ souligne Gwiazdzinski. À Paris, les premières Nuits Blanches parisiennes furent l'occasion d'éprouver les réseaux de transport à des horaires plus tardifs. À Nantes, les interventions de la compagnie Royal Deluxe et leurs marionnettes géantes sur les quais de La Loire ont permis d'attester de la capacité des gens à se réappropriier les berges du fleuve. L'événement permet de préfigurer des besoins dans la ville pour des futurs usages possibles.

³² Ibid.

³³ Ibid. p.351

Dans leur travail sur *L'événement comme outil de légitimation de projets urbains*³⁴, Maria Gravari Barbas et Sébastien Jacquot démontrent comment l'événement peut en effet être instrumentalisé pour transformer l'image des villes, mais aussi sa capacité concrète à matérialiser spatialement des visions municipales. Ils se basent notamment sur les exemples de Gênes et Lille, deux métropoles qui ont fait de l'événement leur argument principal pour aller chercher des financements et justifier des interventions urbanistiques majeures. Ainsi le sommet du G8 en 2001 à Gênes a permis de parachever les espaces publics du port et la simple candidature de Lille aux Jeux Olympiques de 2004 a légitimé tout un projet urbain sur l'année (Lille 2004). Ce sont là des exemples caractéristiques de l'urbanisme événementiel développé par Masboungi³⁵. Et il y en a d'autres, et parmi eux l'exposition de 1967 à Montréal. Tous ont construit des aménagements urbains qui font maintenant partie de l'identité des villes. Malheureusement, comme l'expliquait Pradel et souligné de nouveau par Gravari Barbas et Jacquot, il s'est développé une sorte de dépendance des villes envers ce nouvel outil qu'est l'événement. Ils expliquent qu'après 1992, 2001 et 2004, l'équipe municipale de Gênes envisageait encore, en 2006, de poursuivre cet urbanisme événementiel avec la commémoration des 500 ans de la mort de Christophe Colomb. Nous sommes alors dans une répétition rapprochée de méga-événements, qui, même s'ils agissent effectivement sur le territoire, servent, encore une fois, la conquête d'une image internationale de la ville. Ils usent de façon stratégique des arts et de la culture comme des instruments au seul service de l'attractivité des agglomérations et au détriment des localités qui ne profitent pas toujours des retombées, ou pire encore, qui ne s'y reconnaissent pas. À La Roche-sur-Yon, en France, la nouvelle place centrale de la ville a endossé en 2012 l'histoire du bestiaire égyptien retrouvé de Napoléon. Si la ville a bien été construite par le

³⁴ Gravari-Barbas, M. et Jacquot, S. *L'événement, outil de légitimation de projets urbains*. Op.cit.

³⁵ Masboungi, A. *Gênes, penser la ville par les grands événements*. Op.cit.

monarque il y a plus de 200 ans, peu de Yonnais³⁶ s'identifient à lui. L'histoire, bien qu'attrayante, est démesurée et hors de l'échelle habitante. Elle parle au Monde mais en oublie ses propres habitants. On se rend alors compte que même dans le plus concret de sa matérialité, l'événement urbain reste une fin en soi. Nous reviendrons d'ailleurs sur l'exemple de la place Napoléon plus loin dans notre travail.

Gwiazdzinski tient pourtant à nous rassurer sur d'autres effets des événements urbains, moins matériels mais tout aussi importants. Il parle alors d'un urbanisme sensible :

« L'événement transforme la ville et la rue, enchante le quotidien, transfigure le réel et humanise l'espace public : c'est la même ville et pourtant une autre grâce à de sublimes artifices. »³⁷

On ajoute ici une dimension locale sociale à la panoplie de l'événement urbain. Si notre société nous pousse à une pensée individualiste et qu'elle raréfie les temps collectifs, les événements ont cette aptitude à « réinventer un nous »³⁸. Au-delà des enjeux économiques et politiques, l'événement reste donc, à toute échelle, un moment de cohésion sociale, un « moment où on fait ville »³⁹ capable de fédérer les gens autour d'un territoire et d'en dynamiser l'usage : « L'événement tisse des liens où il n'y en avait pas, crée des communautés là où régnait l'anonymat [...] »⁴⁰. Les événements urbains semblent donc vecteurs et créateurs de liens sociaux. Cela dit, nous savons aussi que leur nombre dans nos villes ne cesse d'augmenter, ce qui

³⁶ Habitants de La Roche-sur-Yon

³⁷ Gwiazdzinski L, *Chronotopie*, op.cit. p.251

³⁸ Ibid.

³⁹ Ibid. p.253

⁴⁰ Gwiazdzinski, L. Propos de Bey. (1997) Ibid.

semble signifier que les gens sentent un besoin grandissant de se retrouver et faire communauté. Si nous nous réjouissons de la perspective, elle traduit aussi un mal-être social plus complexe dont la profondeur nous paraît difficile à combler au seul moyen du divertissement.

En effet, mise à part les mégas-événements qui ne considèrent que rarement l'échelle habitante, la portée des événements, qu'elle soit économique, politique ou sociale, matérielle ou immatérielle, est vouée à ne pas durer. La cohésion entre les individus se fait mais seulement le temps de l'événement, les liens créés restent éphémères au détriment d'une identité collective durable. Le sentiment de communauté s'échappe aussitôt que le rideau de la scène tombe et que le public redevient la masse d'inconnus dans laquelle il faut faire sa place. La précipitation des gens à s'entasser dans le métro pour rentrer plus tôt chez eux est assez représentative de la rapidité avec laquelle la cohésion sociale créée durant l'événement est éphémère. Les mots d'Honoré de Balzac sont assez signifiants pour décrire ce phénomène :

"Une fête de Paris ressemble toujours un peu à un feu d'artifice: esprit, coquetterie, plaisir, tout y brille et s'y éteint comme des fusées. Le lendemain, chacun a oublié son esprit, ses coquetteries et son plaisir. »⁴¹

Malgré les formes et les fonctions urbaines séduisantes dans leur mise en usage de la ville, l'événement semble encore trop dépendant de sa dimension éphémère. Seule la multiplication des événements semble pouvoir « maintenir une illusion de lien social »⁴² et lui permettre de prétendre à une certaine durabilité. Mais ce serait faire de l'événement une fin en soi, réduisant les citoyens à de simples consommateurs piégés entre inertie et dépendance.

⁴¹ Balzac, H. *Oeuvres illustrées de Balzac, histoires des treizes*. Volume 3 à 4, Maresq et compagnie. Université du Michigan. 1851. p.6

⁴² Gwiazdzinski, L. *Chronotopie*, op.cit. p.351

1.3.2. Un urbanisme à plusieurs temps

L'événement urbain ne peut pas être à lui seul la solution pour un développement urbain et social durable. Il doit être lié à des actions publiques urbanistiques qui agissent sur l'espace public. Luc Gwiazdzinski le voit comme un temps complémentaire qui participe à l'«ensemble des plans [...] qui permettent l'organisation optimale des fonctions [...] de la ville pour une métropole plus humaine, accessible et hospitalière.»⁴³ Cette implication de l'événement dans la planification et la transformation des villes, ce temps complémentaire au processus de métropolisation, Benjamin Pradel l'a nommé «urbanisme temporaire». Il en distingue différentes implications.

En premier lieu, l'urbanisme temporaire élargit le champ de compétence de l'urbanisme traditionnel de plus en plus inopérant face aux cycles urbains en accélération. Les solutions planificatrices et purement fonctionnalistes ne sont plus appropriées. Aussi, cet urbanisme transforme l'espace public quotidien de façon temporaire, permettant de l'expérimenter sans les contraintes et les responsabilités accablantes du long terme. Pradel parle alors d'un urbanisme temporaire au «fonctionnalisme soft.»⁴⁴ On redéfinit les usages acquis de l'espace urbain, on leur offre ponctuellement de nouvelles dynamiques pour valoriser ou revaloriser le territoire. Il permet aux municipalités de réorganiser les villes en retravaillant leur centralité par l'attractivité événementielle et en stimulant les lieux vacants en devenir.

Ensuite, la temporalité courte de l'urbanisme temporaire lui permet de s'adapter aux différents temps du projet urbain. Ainsi, en amont des grandes décisions, il peut anticiper et préfigurer à l'échelle réelle les prochains aménagements et usages pour

⁴³ Ibid. p.352

⁴⁴ Pradel, B. *Rendez-vous en ville*. Op.cit. p.480

l'espace urbain. Pendant le chantier, il offre une médiatisation active de la construction. Il se propose d'assumer et de communiquer sur le moment de mutation plutôt que le dissimuler au public concerné. Enfin, utile à la construction, « l'urbanisme temporaire peut [aussi] accompagner et orienter la rénovation d'un espace public. »⁴⁵ En ce sens, il peut prendre place à plusieurs niveaux dans la programmation des projets urbains. La diversité des formes événementielles pourrait alors servir la complexité du processus de transformation de la ville.

À l'inverse, si il n'est pas inclus dans un mouvement plus large de métropolisation, l'urbanisme temporaire redevient prétexte aux animations éphémères et à la consommation. Non seulement il perd l'intérêt de ses apports urbains et humains, mais il peut « s'apparenter à une non-décision d'aménagement, une stérilisation de l'audace politique en matière de projet urbain »⁴⁶, écrit Pradel. La notion événementielle n'est plus présentée comme un outil miracle capable de faire illusion, mais comme un aveu d'impuissance politique en terme de perspective urbaine.

Nous comprenons que nos villes ont besoin de se définir des horizons et de se mettre en perspective pour évoluer. L'événement, à travers l'urbanisme temporaire, peut contribuer à la construction de cette ligne directrice, au lieu d'en brouiller les contours. À l'instar de notre patrimoine qui donne le reflet de notre histoire passée, le traitement temporaire de la ville nous permet de nous projeter dans ses futurs possibles. Pradel conclut d'ailleurs ainsi sa thèse :

⁴⁵ Ibid. p. 479

⁴⁶ Ibid. p.480

« [L'urbanisme temporaire] traduit finalement le passage d'une visée téléologique d'une ville achevée, à une nouvelle construction collective d'un futur désigné comme incertain, qu'il faut approcher par petit pas. »⁴⁷

Malheureusement, si nos métropoles actuelles ont bien saisi le potentiel de l'événement urbain sur leur territoire, il n'est utilisé en majorité que comme un outil de légitimation de projet urbain⁴⁸. Sa capacité à créer l'illusion d'une cohésion sociale permet, entre autres, de rendre les centres-ville attractifs et de faire accepter certaines stratégies de développement urbain. L'urgence des échéances précipite les décisions et impose leur rythme à la ville. Tout semble justifier ce « moment où on fait ville. »⁴⁹ Pourtant, à long terme, cette pratique événementielle ne semble pas construire la ville, ni architecturalement, ni socialement, ni encore durablement. La diversité des événements vient soulager ponctuellement les tensions du quotidien des citoyens en mal d'identité collective, mais reste particulièrement intéressée par les apports économiques et politiques qui peuvent en découler. Emportée dans ce mouvement continu des éphémères, la ville s'hybride, s'uniformise, se fait matrice pour accueillir l'événement sous toute la complexité de ses formes. Cet urbanisme événementiel fait de l'événement une finalité qui exclue l'essence même de l'espace public, la liberté d'usage des individus.

Cependant, si il n'est que le théâtre d'un « nous » collectif, l'événement est aussi constitué de sentiments de cohésion réels. Il dynamise concrètement l'espace et y transforme notre regard. Même si ce n'est que pour une courte durée, le potentiel de l'événement pour la ville est réel. Nous nous questionnerons donc sur son utilisation. Nous pensons, en effet, que les capacités fédératrices et dynamisantes de

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Gravari-Barbas, M. et Jacquot, S. *L'événement, outil de légitimation de projets urbains*. Op.cit.

⁴⁹ Gwiazdzinski, L. Propos de Bey (1997). *Chronotopie*, op.cit. p.351

l'événement peuvent créer un autre rapport à la ville. Notre hypothèse entrevoit une typologie d'événements capables d'édifier la rue, le quartier et la ville de manière plus constructive. Activer et construire plutôt que distraire et paraître.

D'après les auteurs étudiés jusqu'ici, cela semblerait possible : Le temps de l'événement est capable d'arborer un rôle plus conséquent parmi les temps du processus de métropolisation. Plus encore qu'une possibilité, c'est une nécessité pour la ville, explique Gwiazdzinski⁵⁰. L'urbanisme temporaire de Benjamin Pradel ouvre la voie à un événementiel urbain, social et durable.

Cette voie semble être empruntée par de plus en plus de collectifs multidisciplinaires. Tantôt architectes, tantôt urbanistes, mais aussi paysagistes ou encore designers, ces groupes proposent des démarches urbaines et sociales différentes, par l'entremise d'actions constructives, participatives, où les habitants deviennent acteurs de leur propre espace de vie.

⁵⁰ Ibid. p.350

2. LES TEMPS DES ACTIONS

2.1. Comprendre la nature d'un mouvement

Festivals, fêtes, manifestations, biennales, accidents, coups de théâtre, catastrophes, émotions ou même état, la notion d'événement, comme l'explique Carole Lévesque¹, apporte avec elle tout un lot de catégories complexes. Afin de cibler davantage notre propos, nous avons choisi de nous intéresser à une forme particulière d'événement dans la ville, une typologie émergente d'actions de plus en plus prisées par les municipalités, qui, sous couvert de la participation habitante, viennent activer ou réactiver des espaces publics en devenir par l'entremise d'ateliers de construction. Elles considèrent une échelle locale, prônent un échange de savoir faire et une proximité habitante. Nous les avons nommé *actions urbaines temporaires participatives et constructives*, elles font l'objet de ce mémoire.

Expliquons d'abord le choix de l'« action » plutôt que l'« événement ». En effet, au-delà des multiples sens qu'il arbore, le mot « événement » suggère une dimension éphémère et immatérielle qui ne correspond pas exactement à l'objet de cette recherche. Et pour cause, la notion d'éphémère renvoie aux notions de fugacité, d'impalpable, de légèreté, d'insaisissable, qui sont à l'opposé des impacts durables auxquels nous aspirons. Le mot « action » offre au contraire une dimension temporaire plus constructive qui appelle à agir et à interagir avec ce qui l'entoure. Nous retrouvons d'ailleurs régulièrement le terme « action » au long de la présente recherche : action participative, action auto-constructive, action-test, action

¹ Lévesque, C. (2011) *À propos de l'inutile en architecture*. Paris : éditions l'Harmattan. 253 pages

autogérée, etc. Nous souhaitons donc faire ici la distinction entre événement et action pour faciliter la suite de ce travail.

2.1.1. Un phénomène et un contexte émergent

Pour étudier un phénomène, il est habituel d'en retrouver le point de départ. Or, si nous cherchions à cibler l'origine des pensées des actions participatives constructives, nous pourrions nous référer à beaucoup de mouvements architecturaux tant il y a d'analogies à faire avec notre sujet. Les années 1960 par exemple, avec tout le bagage amené par la culture pop, pourraient être citées comme source des réflexions qui ont inspiré les collectifs d'architectes d'aujourd'hui.² En effet, la volonté chez certains architectes de l'époque, comme Cédric Price ou encore Team 10, d'utiliser le potentiel de l'architecture pour accompagner les changements sociaux, est très proche des intérêts des actions que nous étudions. Mais au-delà de cette similitude, il reste que le contexte actuel est différent, ce qui motivait l'avant-garde architecturale passée n'est plus ce qui motive celle d'aujourd'hui. Plus particulièrement la dimension sociale de l'architecture. En effet, à l'époque de l'après guerre, presque tout était à reconstruire et des décisions efficaces et rapides devaient être prises. Une époque où l'automobile était synonyme de liberté, où les grands ensembles urbains promettaient une qualité de vie à chacun, où l'emphase était mise sur le logement individuel et l'espace public réduit à la notion de passage. Cette vision urbaine fonctionnaliste focalisée sur le développement confortable et sécuritaire de la banlieue favorisait un comportement individualiste et une fragmentation des rapports sociaux dans la ville. L'avant-garde architecturale des années 1960 réagissait alors face aux conceptions rationalistes et technicistes de ce mouvement moderne en proposant une approche plus sociale de l'architecture. Pour Price, par exemple, l'architecte doit chercher à développer des bâtiments qui permettent de s'adapter aux différents besoins des habitants dans le temps, il a la

² Propos de Chapel, E. Entrevue du 1^{er} mai 2013. Montréal. [Voir Annexe A.2]

responsabilité d'anticiper le changement. Mais si le potentiel social de l'architecture est présent, Price ne considère pas la participation des habitants dans le processus de construction du projet, tout reste entre les mains de l'architecte. Aujourd'hui, il semble que la dimension sociale de l'architecture croît davantage en une collaboration plus ou moins directe avec les habitants.

D'autant plus que le matérialisme séduisant et rassurant promis par l'essor économique et les avancées technologiques des années 1960 a été éprouvé et n'a pas généré le bonheur escompté. On ne maîtrise pas mieux qu'autrefois les complexités qui font les villes, mais on les considère davantage comme riches de nuances. On comprend la dangerosité de vouloir simplifier la ville par des fonctions réductrices. L'échelle d'intervention urbaine semble aujourd'hui mieux considérer les habitants. D'ailleurs, des contestataires comme Janes Jacob, qui défendait autrefois les notions d'organicité de la métropole, de proximité urbaine, ou encore du chaos des villes³, sont aujourd'hui enseignés dans les facultés d'aménagement. Si les avant-gardistes des années 1960 ont bâti les ponts entre architecture, urbanisme et mouvements sociaux, la participation citoyenne semble être devenue une évidence que depuis peu.

Les acteurs d'aujourd'hui agissent donc dans un contexte différent et avec des moyens qui ont considérablement évolués. Ce nouveau contexte apporte lui aussi son lot de contradictions et de contraintes. Que les politiques aient intégré la participation habitante dans leur idée de la ville est une chose, mais que les citoyens puissent réellement participer, dans le sens de pouvoir agir dans le processus de transformation urbaine en est une autre. Pour comprendre l'intérêt des actions temporaires dans ce renouveau de la participation habitante, nous nous sommes concentrés sur une échelle de temps récente, à savoir ces dix dernières années, où

³ Jacob, J. (1961). *Déclin et survie des grandes villes américaines*. (Parin-Senemaud, C. trad.) Marseilles : Éditions Parentheses. (2012). 432 pages.

nous pouvons distinguer, principalement en France, l'émergence de quelques projets manifestes dans le domaine de l'aménagement. En effet, depuis les années 2000, organisés sous formes de collectifs multidisciplinaires, de plus en plus d'architectes, de paysagistes, de designers, d'urbanistes ou même de graphistes, se regroupent en associations et travaillent à intégrer les usagers d'un projet dans la conception et la construction de celui-ci.

Considérée comme l'épicentre du phénomène, la Metavilla de Patrick Bouchain, réalisée en 2006 pour la dixième édition de la biennale internationale d'architecture de Venise, a offert une vitrine conséquente à l'expansion de ces démarches architecturales participatives (ill.2.1.a). Avec l'aide du collectif EXYZT (parmi les pionniers de la pratique de l'action temporaire), ils ont transformé le pavillon français, non pas pour présenter un aperçu de l'innovation de l'architecture française mais pour être habité pendant près de trois mois, faisant de l'usage du bâtiment l'objet même de l'exposition : « Nous inviterons des gens pendant deux mois et demi qui feront du pavillon français un lieu d'hospitalité. »⁴ En réponse à la thématique de la biennale « Métacité », qui référait aux évolutions physiques et sociales des agglomérations, la « Metavilla » (« Mets ta vie là ») a investi la moitié du pavillon avec une structure en échafaudage capable d'abriter une quarantaine de personnes, une cuisine, un salon de lecture, un espace de travail et, sur le toit, un sauna, une piscine et un jardin de l'artiste botaniste Liliana Motta. Les structures en échafaudage ont permis une mise en forme rapide et efficace des usages, sans avoir à intervenir directement sur le pavillon (ill.2.1.1.b). Ils expriment pleinement la notion d'architecture temporaire. La verrière du pavillon s'est vu traversée par une tour en échafaudages elle aussi, offrant une vue imprenable sur le parc d'exposition et ses alentours (ill.2.1.1.c) Le pavillon n'était plus à voir mais à vivre, on n'y présentait plus l'image projetée de l'architecture mais l'acte de faire l'architecture. Ainsi

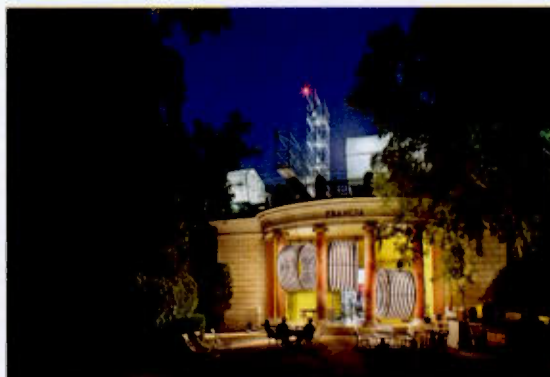
⁴ Bouchain, P. (2006). Discours inaugural du pavillon français de la biennale internationale d'architecture de Venise. Récupéré le 4 novembre 2014 de https://www.youtube.com/watch?v=63sYZGa_nC8

pensée, souple et transparente, la Metavilla a permis de démystifier l'architecture et la rendre disponible à tous. La programmation est venue appuyer cette philosophie d'actions. Tout au long de la biennale, de nombreuses interventions, conférences, workshop ont été proposés mais aussi plusieurs moments de rencontre et de fête.

Il y a, chez Patrick Bouchain, ce souci de transmettre le projet par l'action. Il est primordial pour lui de participer à la vie d'un lieu pour se l'approprier. C'est pourquoi le public a été invité, tout au long de la biennale, à entrer dans ce lieu de vie en chantier et partager le quotidien des résidents-constructeurs. Repas, cuisine, nettoyage, constructions, discussions, autant de temps ouverts au public pour permettre de comprendre et préfigurer l'utilisation d'un lieu comme le pavillon. À ces temps correspondaient évidemment des espaces, et parmi les plus dynamiques, la cuisine et sa grande table à manger se sont vues réserver une salle entière du pavillon, preuve de l'importance donnée aux échanges. C'est dans la permanence de ces activités et dans la disponibilité de ces résidents-constructeurs que le public a pu s'initier et apprivoiser naturellement les problématiques et enjeux de l'architecture. Bouchain a poussé le concept jusqu'à laisser délibérément des temps vides dans la programmation du pavillon pour permettre les réappropriations spontanées.

« On va programmer les choses de telle sorte qu'il y ait des blancs ou des trous pour que les gens qui viennent nous voir aient la possibilité de rentrer dans cette action, car si on remplit tout et si on programme tout il n'y aura pas la place à l'aléatoire, il n'y aura pas cette place qui est celle de la vie. »⁵

⁵ Bouchain, P. Op.cit.



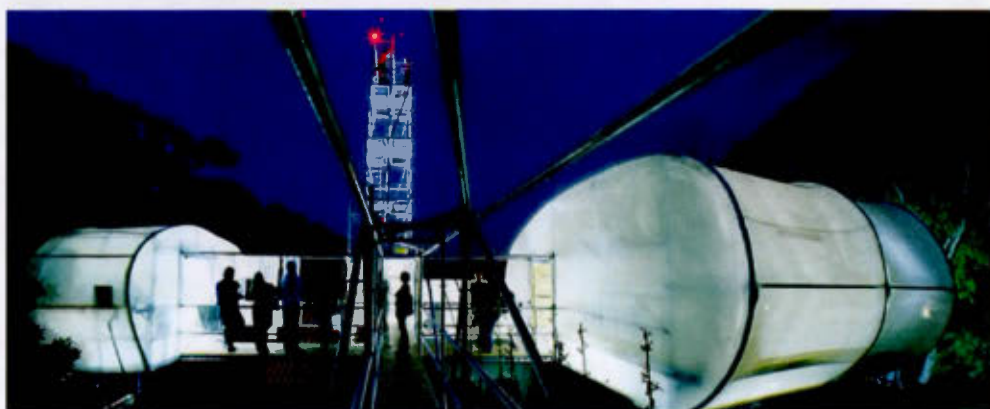
ill.2.1.1.a

Exyzt et Bouchain, P. 2006. Metavilla.
Crédit photo : Cyrille Weiner. Récupéré de
<https://www.flickr.com/photos/exyzt/sets/72157632610681878>



ill.2.1.1.b

Exyzt et Bouchain, P. 2006. Metavilla.
Crédit photo : Cyrille Weiner.
Récupéré de
<https://www.flickr.com/photos/exyzt/sets/72157632610681878>



ill.2.1.1.c

Exyzt et Bouchain, P. 2006. Metavilla.
Crédit photo : Cyrille Weiner. Récupéré de
<https://www.flickr.com/photos/exyzt/sets/72157632610681878>

2.1.2. Du choix d'une pratique au besoin d'une profession

C'est en réaction aux formations trop conceptuelles des écoles d'architectures et aux activités trop cloisonnées des agences que la plupart des collectifs se sont pris au jeu de l'expérimentation urbaine. On retrouve en effet un besoin, chez ces jeunes professionnels, de toucher à la matière, d'expérimenter par le faire et de rencontrer des usagers. « Se frotter au réel, voilà ce que Gabi Farage et moi recherchions lorsque nous étions étudiants en architecture »⁶ raconte Yvan Detraz, co-fondateur du collectif Bruit du Frigo. C'est cette envie de faire qui a transformé ce qui semblait être au départ une pratique en marge en une véritable voie commune pour des premiers ouvrages. L'association Bellastock a été créée pour permettre aux étudiants et aux jeunes diplômés de s'échapper des écrans d'ordinateurs pour toucher à la matière et se frotter à la construction, nous a aussi confié Antoine Aubinais, un des co-fondateurs de l'association⁷. Puis, au fur et à mesure de leurs actions, un goût pour le participatif semble s'être développé, un besoin de faire évoluer la pratique générale de l'architecture vers plus de proximité habitante. « Puisque le contexte de la pratique de l'architecture évolue, il faut questionner les outils de l'architecte, et pourquoi pas développer ses compétences d'accompagnement du processus participatif »⁸, expliquent les Nantais du collectif FIL. Certaines municipalités ont compris le potentiel urbain et social de ces collectifs et semblent vouloir leur faire confiance. On entrevoit alors les prémices d'une institutionnalisation de ces démarches. C'est le cas, par exemple, des membres de l'association lilloise des Saprophytes qui ont obtenu une commande officielle de la ville d'Hénin-Beaumont (Pas de Calais, France) où ils ont travaillé avec les habitants d'une cité jardin sur

⁶ Darrieus, M. (avril 2014). (avril 2014). Propos de Detraz, Y. Jeunes et engagés, ils sont les nouveaux architectes de la proximité collectifs d'architectes. [Article] *AMC*. (232). p.73

⁷ Propos de Aubinais, A. Entrevue du 20 septembre 2013. Paris. [Voir Annexe A.6]

⁸ Darrieus, M. (avril 2014). *AMC*. Op.cit. p.64

l'espace public, un projet qui dure depuis 2012. Plus au sud, le collectif ETC s'est vu choisi par la ville de St-Etienne, en 2011, pour son projet *Place au changement*, une proposition de chantier ouvert et de design participatif dans le cadre d'un concours public. La commune de Vitrolles, près de Marseille, a décidé d'ouvrir son bourg en 2013 pour les actions de quatre collectifs différents. Ainsi Bellastock, ETC, Les Saprophytes et Exyzt ont eu l'occasion d'expérimenter en parallèle leurs démarches sur le projet Made in Vitrolles en 2013. Précurseur du mouvement au début des années 2000, Yvan Detraz se fait aujourd'hui témoin, par son expérience, du besoin grandissant de cette nouvelle profession.

« Peu à peu les acteurs de l'aménagement se sont rendu compte de l'importance de nous connecter au projet urbain et depuis quelques années, nos compétences sont clairement demandées dans les appels d'offre de maîtrise d'œuvre urbaine. »⁹

On observe de plus en plus de diplômés se tourner vers ces démarches urbaines atypiques. Les nombreuses publications à ce sujet et les articles sur le sujet témoignent de l'intérêt grandissant de cette pratique auprès des nouvelles générations d'aménageurs et concepteurs. Pour cause, le métier d'architecte est devenu difficile pour le jeune professionnel à la recherche de premières commandes. Comme l'expliquait déjà un article de l'Express en 2009¹⁰, le ralentissement économique frappe de plein fouet les architectes qui accusent une chute de salaire d'un tiers en un an : de 41 139 euros en 2007 à 28 184 euros en 2008 d'après le Conseil national de l'ordre des architectes. Et pour cause, tous les projets d'une superficie de moins de 170 mètres carrés, c'est-à-dire la moitié des projets et 99% des maisons individuelles, se font sans architecte, témoigne un des jeunes architectes interrogés. En cause aussi dans la précarité du jeune professionnel : les formations

⁹ Ibid. Propos de Detraz, Y. p.73

¹⁰ Vidalle, A. (2 novembre 2009). Le blues des architectes. *L'Express*. Récupéré le 5 novembre 2014 de http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/le-blues-des-architectes_825711.html

en architecture, estimées trop en décalage avec la réalité. Ce constat est plus spécifique à la France, explique l'architecte François Corvi, diplômé de l'école d'architecture de Paris-La Villette. En effet, le bagage technique enseigné en France est insuffisant, les notions juridiques ou administratives, essentielles au métier d'architecte, ne sont que trop peu abordées au profit d'un enseignement artistique de l'architecture moins réaliste.

« Lors des rendus, le jury analyse beaucoup l'aspect philosophique, les références littéraires ou artistiques d'un projet alors que dans la réalité, il est plus important de s'attarder sur la résistance au feu des matériaux ou de la largeur des portes. »¹¹

Tournée autour de la faisabilité du projet, la formation nord-américaine, plus technique, est bien plus professionnalisante, explique Corvi, qui a passé une partie de son cursus aux Etats-Unis. Une conjoncture économique difficile et une formation en architecture inadéquate semblent expliquer la multiplication de collectifs en France. Le phénomène est d'ailleurs tellement important que ceux qui étaient encore récemment la nouvelle vague d'architectes émergents se voient déjà transmettre leur expérience aux jeunes. Encore récent, ces collectifs fonctionnent pour la plupart sur la base de stage pour subvenir à leurs besoins en ressources humaines. Ils forment ainsi, malgré eux, de nouveaux praticiens qui montent à leur tour leurs propres associations et investissent aussi l'espace public. Le réseau des collectifs se développe alors rapidement et s'entraide en collaborant sur les projets des uns et des autres dans tout le pays comme à Vitrolles en 2013¹², mais aussi à

¹¹ Les écoles d'architecture sont trop éloignées de la réalité. (9 mai 2014) Propos de Corvi, F. *Etudinfo*. [Article]. Récupéré le 5 novembre 2014 de <http://etudinfo-mag.com/interview-ecoles-architecture-4175.html>

¹² Made in Vitrolles. [Page tumblr]. Récupéré le 24 septembre 2014 de <http://made-in-vitrolles.tumblr.com/>

l'international comme à Darmstadt en 2014 pour le *Osthang project*¹³, où les allemands du Raumlabor avaient invité huit collectifs de différents pays à contribuer à la requalification d'un jardin en friche.

Si ils trouvent intéressant de se mettre en réseau pour comparer et partager les démarches de chacun, il est par contre, selon eux, hors de question de s'unir en un seul et même groupe. Le risque d'uniformiser des pratiques riches de diversités, idéales pour s'adapter aux complexités des métropoles, est bien trop grand. En effet, malgré une nécessité certaine pour ces acteurs du temporaire de s'institutionnaliser ou tout le moins de faire reconnaître officiellement leur place dans le processus de construction de la ville, ils souhaitent, pour la plupart, entretenir la spontanéité de leurs actions, agir sans commande ni calendrier afin de préserver une certaine liberté d'agir.

Un paradoxe peut être néanmoins soulevé ici, entre le besoin de liberté de ces collectifs et leur volonté de rendre durable l'impact de leurs actions. Agir spontanément sur un environnement urbain peut, en effet, amener à en dénigrer la complexité. De plus, l'instinctif, l'incontrôlable et le non-prémédité engendrent des risques non-envisageables dans le processus de construction cadré habituel. Pourtant, il semble que cette liberté dans l'action ne soit pas de la seule lubie d'une génération utopiste trop pressée, sans quoi la communauté architecturale n'en considérerait pas les caprices. Au contraire, la nature des actions temporaires intéresse et semble réellement répondre à des besoins. Les membres de ces collectifs sont bien conscients des contraintes de la construction, et c'est en connaissance de cause qu'ils souhaitent s'en affranchir, afin d'en proposer de nouveaux outils.

C'est pour clarifier les motivations de chacun concernant ces actions que nous avons souhaité nous immerger dans le monde des collectifs qui les orchestrent. Pour cela nous avons mis en place une double méthode depuis l'intérieur d'un collectif et de

¹³ Collectif ETC. (2014). *Osthang project*. [Page web]. Récupéré le 5 novembre 2014 de <http://www.collectifETC.com/realisation/osthang-project/>

l'extérieur, en rencontrant plusieurs intervenants, nous permettant de multiplier les points de vues sur l'objet.

2.1.3. Une méthodologie croisée

Pour cette recherche nous avons fait le choix d'une méthodologie croisée entre engagement réflexif et pratique. La nature des actions temporaires urbaines participatives et constructive sous-tend en effet certaines notions trop génériques, telles la consultation citoyenne ou encore l'urbanisme participatif, dont les définitions semblent s'être diluées dans les multiples réappropriations qui leur sont faites. Expérimenter leur matérialisation sur le terrain, en intégrant un de ces collectifs, a été un moyen d'appréhender concrètement leur nature et d'apporter de la profondeur à nos propos. En parallèle, nous avons jugé pertinent de compléter notre expérimentation avec un apport réflexif externe via des entretiens semi-dirigés qui nous permettent de supporter nos hypothèses précédentes. En effet, dans notre premier chapitre, nous avons vu que l'action/événement semblait se soumettre au dictat de l'échéance à court terme et se retrouvait donc dans l'incapacité d'appréhender ses propres impacts à long terme, en devenant la finalité même de la ville. En alternant tout au long de notre travail les observations concrètes des actions et le recul réflexif des entretiens, nous souhaitons installer une vision plus claire des actions temporaires pour mieux saisir ce qui les caractérise et les moyens de leur durabilité pour les habitants.

Pour l'approche réflexive, nous nous sommes naturellement penché sur les acteurs qui gravitent autour des actions urbaines temporaires participatives et constructives. Il nous fallait comprendre leurs rôles et objectifs au sein de la ville afin de mieux saisir le potentiel et la pertinence de leurs actions. Il nous a semblé important de rencontrer ces acteurs au début de notre démarche pour qu'ils puissent nous mener rapidement vers les enjeux essentiels de l'action temporaire.

Une partie de notre travail théorique a donc fait l'objet d'entrevues semi-dirigées¹⁴ qui ont engendré un corpus de textes et d'articles qui ont alimenté à leur tour notre réflexion tout au long du processus. Notre panel d'intervenants propose une diversité intéressante de professionnels qui a permis de construire une première vision globale sur le sujet. Ainsi nous avons pu rencontrer :

- Florent Chiaperro, un des membres fondateurs du collectif ETC
- Enrico Chapel, architecte et docteur en projet architectural et urbain, diplômé de l'université Paris VIII
- Pablo Georgieff, architecte paysagiste, fondateur de l'agence COLOCO
- Brigitte de La Fonchais, chargée de mission à la mairie de La Roche-sur-Yon sur l'animation du projet de la Place Napoléon.
- Benjamin Pradel, docteur en sociologie urbaine
- Antoine Aubinais, membre fondateur de l'association BELLASTOCK
- Andy Golding, urbaniste et chef de projet de l'Agence National pour la Rénovation Urbaine (ANRU)¹⁵ à La Roche-sur-Yon

Si sur notre liste ne figure ni participants, ni politiciens, ni même organismes locaux c'est que nous voulions au départ de ce travail questionner les moyens de l'action et non pas ses résultats. Nous savions que chaque cas étudié apporterait avec lui son lot de complexité propre à son environnement, or nous voulions entamer le sujet des actions temporaires participatives et constructives de manière très objective afin d'en tirer les préceptes récurrents et arriver à en définir le concept. Il nous semblait alors

¹⁴ Voir Annexe A

¹⁵ Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), est un établissement public industriel et commercial créée en 2003, et chargée de la mise en oeuvre du Programme national de rénovation urbaine (PNRU), L'ANRU est l'interlocuteur unique des collectivités locales et des organismes d'HLM qui souhaitent mettre en oeuvre des projets de rénovation urbaine dans les quartiers dit "prioritaires". L'Agence apporte son soutien financier aux collectivités locales, aux établissements publics et aux organismes privés ou publics qui conduisent des opérations de rénovation urbaine.

que seuls le regard des praticiens pourrait se détacher suffisamment du contexte pour poser une analyse objective.

D'ailleurs, à partir des enregistrements de ces entretiens, une analyse-bilan des discours tenus par les intervenants nous a permis de croiser et de mettre en lumière différents sujets récurrents chez ces acteurs : la confiance habitante, l'appropriation politique, le nouveau rôle du designer, la permanence architecturale, la mise en scène de l'espace public, la réalité du participatif, l'expertise citoyenne, le pouvoir de faire. De cette façon, un aperçu global des problématiques communes aux actions urbaines participatives et constructives a été dressé. Le croisement de ces discours constitue l'ancrage de l'hypothèse développée dans cette recherche, à savoir que les actions urbaines temporaires participatives et constructives favorisent l'implication habitante et une durabilité des projets urbains et sociaux qui en découlent. Nous avons choisi d'insérer directement les propos des entretiens dans le texte de cette recherche pour mieux rendre compte des récurrences de discours de ces acteurs.

En parallèle aux entrevues, nous nous sommes engagés dans une action temporaire. En effet, pour saisir au mieux toute la complexité sous-jacente au processus de ces actions, comprendre les choix qu'elles présupposent, les dynamiques qu'elles engendrent, les responsabilités qu'elles engagent, les limites qu'elles confrontent, nous avons choisi d'éprouver cette démarche, et plus particulièrement celle de l'association Bellastock, afin d'entrer davantage en résonance avec elle et les discours qui l'entoure. L'association Bellastock a été créée à Paris en 2006. Trois étudiants d'architecture, en soif d'expérimenter la matière, y ont proposé de construire et d'habiter une ville éphémère le temps d'un week-end. L'aventure a regroupé une centaine de jeunes architectes. L'événement a eu un fort succès et est reconduit depuis à chaque année. L'édition 2014 *Waterworld* a réuni 1000 constructeurs et 100 bénévoles à Achères, en périphérie de Paris, autour du thème

de l'architecture et l'eau. Si le point de départ de l'association est la conséquence d'un besoin personnel de faire, elle est aujourd'hui tournée vers des logiques de recherche-action : le cycle de la matière, le réemploi et la ville éphémère comme outils de préfiguration. Trois objectifs sous-tendent alors l'association et son festival. En premier lieu, les actions Bellastock restent l'opportunité pour les étudiants et les jeunes professionnels de l'aménagement d'expérimenter à l'échelle réelle leurs conceptions et de les confronter au concret. Ensuite, elles offrent aux nouvelles générations, mais aussi de manière générale, une vitrine importante des dynamiques liées au réemploi. Enfin, l'objectif qui nous intéresse particulièrement dans ce mémoire est de rendre pertinente chaque intervention par rapport au territoire sur lequel elle s'implante. Il s'agit là de dépasser le seul statut de laboratoire architectural du festival pour considérer l'environnement urbain et social qui l'entoure. En novembre 2013, nous nous sommes impliqué dans la création de l'association Bellastock Québec, et avons organisé, à l'été 2014, le premier festival d'architecture expérimentale: RE-SHACK, dans le Sud-Ouest de Montréal. Cette initiative nous a permis de nous confronter à toutes les questions qui animent les collectifs et leurs actions, du choix d'un site d'intervention à la taille d'une vis pour un assemblage.

Notre intérêt s'est concentré plus particulièrement sur la mise en place d'un comité de pérennisation chargé d'inscrire l'action du festival de manière durable sur le territoire choisi pour l'occasion : l'arrondissement du Sud-Ouest. Un secteur qui s'est d'ailleurs révélé propice à une telle action. En effet, si le nombre important de terrains vacants est ce qui a intéressé les membres de l'association Bellastock Québec, la grande présence du tissu associatif et la proximité de matériaux à réemployer se sont révélées être des atouts essentiels pour la pertinence du festival dans le secteur. C'est donc le territoire qui a davantage infléchi l'action, que l'action qui s'est imposé à lui ; ce qui constitue le premier constat d'une démarche événementielle : tirer son potentiel de l'environnement existant et non l'inverse.

2.2. Du temps de l'événement aux temps de l'action

2.2.1. L'événement dans l'action : mise en scène de l'acte de construction

Si la notion d'événement n'est pas l'objet de notre recherche, il reste considéré comme inhérent à l'action. Pour l'urbaniste Andy Golding par exemple, le temps de l'inauguration d'une construction est un événement. C'est un outil de mise en scène qui permet, en même temps que de remercier les contributeurs, de communiquer les enjeux et les aspirations du projet à un auditoire plus large. Il offre aux gens impliqués, comme aux simples passants, un moment différent à partager dans le quartier. « Pour moi c'est ça l'événement, c'est la rencontre des mondes. »¹⁶ Autre exemple, et autre acte d'inauguration, les parades des membres du collectif parisien Coloco. Spécialisée dans l'aménagement paysager des espaces publics, l'équipe de Pablo Georgieff défile dans la ville avec des brouettes customisées et des costumes blancs pour chaque création de jardin (ill.2.2.1.a et ill.2.2.1.b) Cette perturbation inaugurale permet d'attiser la curiosité des riverains. « Pour offrir une participation active, nous avons mis en scène cette traversée du quartier par les plantes et les jardiniers »¹⁷, explique Pablo Georgieff pour les jardins du Centquatre. Cette mise en scène de l'acte de construction offre une vitrine interactive et ludique du projet et en facilite l'intégration dans le quartier. Dans le cas précis de ces parades urbaines, il est intéressant de noter que les gens ne vont pas vers l'action, mais c'est elle qui va à eux.

Il nous faut comprendre alors que le temps des actions est lui-même composé de différents temps dont certains sont de l'ordre de l'événement. On suggère alors un début de hiérarchie des temps : un temps moyen (l'action) ponctué de temps plus courts (événements).

¹⁶ Propos de Golding, A. Entrevue du 14 août 2013. La Roche-sur-Yon. [Voir Annexe A.7]

¹⁷ Propos de Georgieff, P. Entrevue du 13 septembre 2013. Paris. [Voir Annexe A.3]

Les actions temporaires rompent avec les habitudes du quotidien. Si elles semblent à priori tenir du seul domaine de l'animation urbaine, elles tendent en réalité à activer l'espace public sur le long terme. Mais le long terme engage des responsabilités et des moyens différents qui ne concordent pas avec les particularités du temporaire (faibles coûts, spontanéité, etc.). Il semble alors difficile d'envisager un impact durable sur la ville avec un outil qui n'est efficace qu'à court terme. En effet, « le temps, c'est la limite principale de nos démarches »¹⁸ explique Florent Chapierro. Voilà donc le paradoxe de l'action qui, bien que temporaire, active un processus plus long que son temps propre. Nous avons choisis de nous attarder sur l'exemple du chantier ouvert de St-Etienne qui nous permet d'illustrer plusieurs aspects itératifs aux actions temporaires participatives et qui nous aidera à en définir la nature. De plus, cet exemple nous permet de faire la lumière sur une figure significative du mouvement : les chantiers ouverts.

¹⁸ Propos de Chapierro, F. Entrevue du 24 septembre 2013. Nantes. [Voir Annexe A.1]



ill.2.2.1.a

Coloco. 2007. Jardins du Centquatre.

Crédit photo : Cyrille Julie Guches. Récupéré de

<http://www.coloco.org/300510/4115276/galerie/les-jardins-du-centquatre>



ill.2.2.1.b

Coloco. 2007. Jardins du Centquatre.

Crédit photo : Cyrille Julie Guches. Récupéré de

<http://www.coloco.org/300510/4115276/galerie/les-jardins-du-centquatre>

2.2.2. Activer un lieu : l'exemple du chantier ouvert de St-Etienne

En 2011, la ville de St Etienne a lancé un appel d'offres dans le cadre d'un concours « Défrichez-là » organisé par l'Etablissement Public d'Aménagement de St-Etienne (EPASE). Cela fait quelques années que St-Etienne s'est lancé dans l'élaboration de grands projets urbains pour contrecarrer les bouleversements industriels de son passé, et connaît aussi de nombreuses transformations urbaines. La municipalité s'est alors questionnée sur la gestion du temps de ses mutations et des espaces d'attente qu'elle génère. Pour le concours, il s'agissait de mettre en valeur une friche, sur trois ans, en attendant la construction de vrais logements. C'est le projet *Place au changement* du collectif ETC qui a remporté l'appel d'offre (ill.2.2.2.a). Formellement, ils ont proposé de redessiner au mur et au sol, à l'échelle réelle, la coupe et le plan des futurs logements pour permettre aux riverains de se projeter dans le volume virtuel du bâtiment. Mais au-delà de la mise en forme originale, les membres de ETC se sont démarqués par leur démarche atypique, déclinée en deux axes qui ont poussés à impliquer les habitants au processus de transformation de leur quartier : établir une collaboration avec les habitants pour la réalisation du projet et utiliser les six semaines du chantier pour échanger et impliquer la population sur la durée. Ils ont d'abord identifié les acteurs locaux importants (élus, centre sociaux, foyers d'accueil, services de la ville, associations de quartier, etc.), pour les rencontrer, les informer sur le procédé, les mobiliser sur le chantier et enfin les impliquer dans le projet, et ont ouvert leur chantier au public en y organisant des ateliers participatifs.

Les riverains de la place étaient donc invités à contribuer à la construction du projet par le biais d'un atelier de menuiserie (ill.2.2.2.b), d'un atelier de jardinage et d'un atelier d'illustration pour habiller la coupe du bâtiment projetée sur le pignon voisin. Des associations, des écoles, mais aussi des riverains et des passants curieux sont venus aider à faire la place avec les membres du collectif dont le mot d'ordre

était disponibilité et communication permanente. Le deuxième moyen d'intéresser la population au projet a été d'organiser sur le lieu même du chantier plusieurs temps collectifs pour échanger sur l'histoire et l'avenir du quartier. Des tables rondes avec des élus, des architectes et des habitants ont bien évidemment été mises en place pour parler architecture et urbanisme (ill.2.2.2.c), mais le collectif a aussi misé sur des moments plus festifs pour inciter les échanges. Ainsi, des soirées musicales en tout genre, bal musette, mix de DJ électro, concerts acoustiques mais aussi des tournois de pétanques, des cours de tango argentins, des initiations au cirque, des projections de film et des barbecues ont été organisés à chaque fin de semaine, parfois par les habitants eux-mêmes, pour toucher le plus large public possible. Les fréquentations ont varié de 10 jusqu'à 100 personnes, autant d'habitants sensibilisés à la vie de leur quartier. Parmi les associations marquantes, les *Dames de Cote-Chaude*, groupe de femmes autogéré qui organise des repas pour financer des vacances en famille, préparait sur le chantier, tous les vendredi midi, de grands plats familiaux (couscous, paëlla puis tajine) pour plus de 80 personnes (ill.2.2.2.d). L'implication d'une telle communauté dans l'action a permis au chantier d'être perçu comme une source de dynamisme plutôt que comme une nuisance intrusive. Ce dernier, accompagné d'événements divers, est devenu un prétexte pour intéresser et sensibiliser les citoyens à la transformation en cours de leur quartier.

Ce chantier ouvert est un type d'action temporaire qui se manifeste de plus en plus dans les villes en mutation. En effet, l'état transitoire du chantier peut être considéré, « non pas nuisance mais ressources, non pas phénomène à dissimuler derrière les palissades mais à pratiquer comme lieu vivant des métamorphoses ».¹⁹ La logique

¹⁹ Lamarche-Vadel, G. (avril 2013). *Chantiers ouverts au public*. [Edito du colloque]. Sur le site de la cite de l'Architecture et du patrimoine. Récupéré le 10 octobre 2010 de http://www.citechaillot.fr/fr/auditorium/colloques/25131-chantiers_ouverts_au_public.html

des chantiers ouverts n'est pas de « faire passer »²⁰ le projet, mais de profiter de ce temps provisoire pour permettre une appropriation anticipée du projet par des éléments de compréhension. Impliquer les habitants sur le chantier n'est pas dans les habitudes des responsables de projet qui y voient davantage les risques et gênes occasionnés. Mais la ville de St-Etienne « [...] a souhaité expérimenter un processus spécifique plutôt que de systématiser une démarche générique »²¹, expose Alexis Gante, urbaniste et chef de projet de l'EPASE.

Nous avons ici plusieurs temps d'actions pour plusieurs niveaux d'implication. D'abord les temps d'atelier qui ont été des prétextes pour échanger des savoirs faire autour du travail manuel ; l'occupation quasi-permanente du chantier par les membres d'ETC et leur disponibilité a offrir une communication de proximité sur le projet ; la programmation alternant entre des temps de distraction (spectacles, concerts) et des temps de discussions (conférence, table ronde). Autant de temps pour autant de moyens différents d'inclure les citoyens et de les intéresser au projet. Nous considérons les chantiers ouverts comme des figures importantes des actions urbaines temporaires participatives et constructives pour ces temps d'actions mais également pour les apports sociaux et urbains qu'elles amènent dans leur espace-temps. Ceci dit, ils n'en constituent pas l'unique forme. Conscient d'un mouvement en formation, nous pensons que beaucoup de représentations des actions temporaires participatives sont possibles et restent à créer.

²⁰ Grunfeld, J.P. (8 octobre 2014). *Quel chantier !* [Coloque]. Organisé au CCA par le bureau du design. Montréal.

²¹ Gante, A. (8 octobre 2014). *Quel chantier !* [Coloque]. Organisé au CCA par le bureau du design. Montréal.



ill.2.2.2.a

Collectif ETC. 2011. Place au changement.

Crédit photo : Collectif ETC. Récupéré de <http://www.collectifetc.com/realisation/place-au-changement-chantier-ouvert/>



ill.2.2.2.b

Collectif ETC. 2011. Place au changement.

Crédit photo : Collectif ETC. Récupéré de <http://www.collectifetc.com/realisation/place-au-changement-chantier-ouvert/>



ill.2.2.2.c

Collectif ETC. 2011. Place au changement.

Crédit photo : Collectif ETC. Récupéré de <http://www.collectifetc.com/realisation/place-au-changement-chantier-ouvert/>



ill.2.2.2.d

Collectif ETC. 2011. Place au changement.

Crédit photo : Collectif ETC. Récupéré de <http://www.collectifetc.com/realisation/place-au-changement-chantier-ouvert/>

2.2.3. Potentiel d'actions en continue

Fin mai 2014, les membres de l'association Bellastock France étaient à Achères (France) pour leur festival *Waterworld*, invitant plus de 1000 personnes à construire une ville éphémère sur l'eau pendant 4 jours (ill.2.2.3.a et ill.2.2.3.b). Pour l'association et les participants, le festival est avant tout une expérience à l'échelle réelle. Pour les municipalités qui l'accueillent, il fonctionne plus comme une sorte d'outil initiateur, un levier urbain capable de questionner un territoire dans sa globalité. Ils usent de cet outil comme un prétexte pour interroger les territoires, rassembler leurs acteurs et démontrer le potentiel créatif et tangible d'un processus de création et de construction collectif. Pour Achères, derrière le thème architecture et eau, l'objectif était de démontrer la capacité des gens à se réapproprier les abords de l'étang des Bauches qui, ouvert sur la Seine, est un pôle urbain important de la Confluence Seine-Oise²², projets majeurs pour l'horizon 2020 de la région Ile de France.

En juin 2014, la ville de Champ-sur-Marne et le campus Descartes de l'école d'architecture de Marne-la-vallée ont souhaité « améliorer leur interconnexion »²³. L'association a alors travaillé, en collaboration avec les dirigeants de l'école et les acteurs municipaux, à l'activation de la future place publique de la cité Descartes avec le projet *Pimp my Descartes* (ill.2.2.3.c). Ce projet s'est placé dans l'interstice temporel d'un processus de projet d'urbanisation progressif qui vise à aménager pas à pas la cité Descartes jusqu'en 2020. En collaboration depuis six mois avec les

²² La confluence Seine-Oise est le quatrième pôle urbain du projet d'Axe Seine. Elle relie depuis 2009 Paris au Havre (256 km²) en longeant l'Oise et de la Seine. Elle s'inscrit dans l'un des 10 principaux pôles de développement du Grand Paris. CAUE 78 (avril 2015). *La Confluence, un territoire en construction*. [Page web]. Récupéré le 15 avril 2015 de <http://caue78.archi.fr/spip.php?article532>

²³ Pimp My Descartes : 150 constructeurs pour relouer le campus de Marne-la-Vallée. (17 juillet 2014). *Le courrier de l'architecte*. [Article]. Récupéré le 15 avril 2015 de http://www.lecourrierdelarchitecte.com/article_5987

associations étudiantes de l'école d'architecture, Bellastock a mis sur pied les prémices des futurs usages de la place : un espace de réunion, un espace de jeu, une scène, des gradins, un bar. Tout a été construit en matériaux récupérés pour sensibiliser ces jeunes générations au réemploi et souligner l'importance de la démarche expérimentale.

En juillet 2014, l'association a aussi reconstruit la tour de garde du château de Sant'Elmo à Naples. Dans le cadre de la quatrième édition d'*Un'opera per il castello (un travail pour le château)*, Bellastock a remporté l'appel d'offres et a redonné accès, physiquement et symboliquement, à cet emblème patrimonial napolitain. Ils y ont construit un escalier le long des ruines, redonnant un point de vue stratégique sur la ville et permettant de nouveau l'accès aux jardins sur le toit de la muraille (ill.2.2.3.d).

Ces actions ne sont qu'un soupçon du volume d'activité de l'association Bellastock France. Elles illustrent pourtant, à elles seules, une variété d'échelles d'interventions qui laissent entrevoir la complexité des possibles de l'action temporaire (architecture éphémère, urbanisme transitoire, événement patrimonial, etc.). Le festival reste néanmoins l'événement spécifique qui caractérise l'association. Les autres outils d'action (workshop, micros-architectures, etc.), ancrent sur ce même territoire les bases d'un urbanisme exploratoire et social plus précis.

Le projet *Rives d'estuaire*, réalisé en 2013 par le collectif ETC et l'équipe de Phytolab, pour la requalification du front de mer de St-Nazaire (France), est une autre forme d'action temporaire. La ville désirait « approcher le projet urbain par la mise en place de petites interventions, « les actions-test ». [...], une volonté d'étude exploratoire »²⁴, explique le collectif. Les grandes lignes urbanistiques étant déjà tracées pour le secteur, il s'agissait alors de venir proposer des actions légères pour redécouvrir les lieux et faire émerger des réflexions autour des futurs aménagements.

²⁴ Collectif ETC. (2013). *Rives d'Estuaire*. [Page web]. Récupéré le 11 octobre 2014 de <http://www.collectifETC.com/realisation/rives-estuaire/>

Après une première étape d'ateliers participatifs qui ont permis de relever des anecdotes sur le quartier et comprendre la nature des rapports des habitants à leur espace de vie, les membres d'ETC ont pu affiner leur lecture du territoire et leur diagnostic. Ils ont aussi défini une liste d'acteurs potentiels mobilisables pour le montage et la réalisation des actions-tests. Dans un second temps, en collaboration avec la maîtrise d'œuvre, il a été proposé de mettre en place un espace public co-construit, lieu de débat et moteur de réflexion autour du devenir des rives. Cette « Génératrice » servirait au quotidien d'espace public convivial, on y organiserait, à chaque semaine, une journée de travail sur l'aménagement des berges, à chaque mois une programmation culturelle ou un débat urbanistique, et à chaque année deux actions-tests sous forme d'atelier de construction participatif. Plusieurs temps d'actions sont ainsi agencés autour d'un fonctionnement à l'année. Une équipe multidisciplinaire (architectes, urbanistes, sociologues, etc.) a été proposée pour assurer le suivi sur la durée.

La Génératrice d'ETC n'en est encore qu'à la forme de proposition mais elle témoigne d'une volonté de s'intégrer au processus de transformation de la ville. On comprend alors qu'il existe entre les actions un temps plus long capable de les enchaîner et de proposer une continuité d'activation. On commence alors à entrevoir les prémices d'une considération des actions urbaines temporaires participatives et constructives plus durable.

Au regard de ces exemples, nous comprenons mieux comment l'action temporaire est capable d'activer un processus plus long que son temps propre. Il semble en effet qu'elles ne peuvent pas se suffirent à elles-mêmes auxquelles cas elles redeviennent des objets finis sans potentiel durable. Les actions temporaires ne sont légitimes dans un développement à long terme que si elles sont imbriquées dans un système temporel plus complexe. Pour mieux comprendre les jeux des temps qui sous-tendent le processus de construction de la ville, nous les avons divisé en trois échelles de temps :

- 1) Le temps long du projet urbain.
- 2) Le temps moyen de l'action. Plusieurs temps d'action peuvent s'enchaîner dans un même projet urbain.
- 3) Les temps courts événementiels que l'on retrouve dans le temps de l'action.

On présuppose donc que le temps de l'action correspond en réalité à un temps d'intervention dans le temps du projet urbain. Il est donc précédé d'un temps de préparation et suivi d'un temps d'accompagnement.

On retrouve nos trois échelles de temps dans l'exemple de St-Etienne. À l'origine du chantier ouvert d'ETC, il y a projet urbain plus large qui vise à recréer des logements sur une parcelle de terre en friche. Le temps de ce projet s'étale sur plusieurs années, des grandes lignes urbanistiques jusqu'à la réalisation des logements. L'action du collectif s'installe en amont du temps de construction, voire même de la conception, et propose six semaines d'intervention sur l'espace public : c'est le temps de l'action. À l'intérieur de cette action, différents temps événementiels ont été proposés: tables rondes, concerts, ateliers, etc. On retrouve dans cet exemple les trois échelles de temps, projet urbain, action, événements. Il est nécessaire pour la suite de ce travail de bien considérer cette épaisseur temporelle dans son ensemble pour mieux cerner la nature des actions temporaires participatives et leur potentiel réel dans le processus de transformation de la ville.



ill.2.2.3.a

Bellastock. 2014. Waterworld.

Crédit photo : Simon Aroud. Récupéré de
https://www.facebook.com/bellastock/photos_stream?ref=page_internal



ill.2.2.3.b

Bellastock. 2014. Waterworld.

Crédit photo : Tony Trichanh. Récupéré de
https://www.facebook.com/bellastock/photos_stream?ref=page_internal



ill.2.2.3.c

Bellastock. 2014. Pimp my Descartes.

Crédit photo : Alexis Leclerc. Récupéré de https://www.facebook.com/bellastock/photos_stream?ref=page_internal



ill.2.2.3.d

Bellastock. 2014. San't Elmo

Crédit photo : s.o.. Récupéré de https://www.facebook.com/bellastock/photos_stream?ref=page_internal

2.2.4. Caractéristiques des actions urbaines temporaires participatives et constructives

Cette partie rend compte de la complexité nécessaire des actions urbaines temporaires participatives et constructives pour aspirer à des impacts durables. Elles doivent en effet multiplier et diversifier leurs formes pour s'adapter à chaque cas de figure. « Il n'y a pas à poser une forme idéale à l'action. L'essentielle est que l'action se donne une forme, qu'elle la suscite et ne la subisse pas »²⁵. En tant que praticien, nous pourrions être tentés de nous résigner à définir ou catégoriser les composantes d'une action pour nous concentrer plus concrètement sur ses éventuels apports. Pablo Georgieff nous dit que : « mettre notre activité sous forme de protocole, ça me paraît difficile, je doute qu'on puisse le faire. Je doute plutôt de l'intérêt de le faire. »²⁶ Il semble néanmoins possible de définir certaines caractéristiques propres aux actions temporaires participatives. Si nous nous permettons d'esquisser les contours d'un mouvement qui veut justement s'en affranchir, c'est que nous croyons qu'il est possible d'analyser un phénomène sans en figer la nature, et nous croyons surtout que ce travail est nécessaire pour rendre les interventions plus pertinentes.

Ainsi, au regard des exemples tirés de nos entretiens, nous décrivons les actions urbaines temporaires participatives et constructives selon huit caractéristiques :

- Une durée limitée qui, d'une part, permet des coûts moindres et donc une facilité d'investissement, et d'autre part, libère des contraintes trop lourdes pour offrir une rapidité d'action aux utilisateurs ;

²⁵ Comité invisible. (2007). *L'insurrection qui vient*. Paris : La Fabrique éditions. Floch. p.114.

²⁶ Propos de Georgieff, P. Entrevue du 13 septembre 2013. Paris. [Voir Annexe A.3]

- Une intégration à un processus de projet plus long, qui certifie de la dimension temporaire de l'action et la distingue d'un événement éphémère ;
- Une participation habitante, pour inviter et impliquer riverains et acteurs locaux à travailler ensemble sur leur espace public ;
- Une appropriation de l'espace public, pour transformer concrètement les usages, à une échelle quotidienne ;
- Un acte de construction, qui atteste une transformation de l'espace urbain ;
- Une mise en scène de l'acte de construction, qui vient dynamiser les temps morts du projet urbain et continuer à l'alimenter de réflexions ;
- Un questionnement sur le territoire, pour reconsidérer les enjeux de l'espace urbain à l'échelle locale ;
- Une volonté de partage des savoir-faire, des espaces et des idées pour tendre vers des projets autogérés.

Ces caractéristiques ont été identifiées parmi les points communs entre les projets cités par nos intervenants. Elles offrent un premier aperçu de la nature de notre objet d'étude. Elles permettent également de statuer sur la pertinence des moyens utilisés dans ces actions par les collectifs dans une perspective de développement durable du projet urbain. En effet, nous faisons l'hypothèse que les actions temporaires participatives et constructives sont des outils qui permettent de rendre les projets urbains plus durables parce qu'elles donnent plus de place aux habitants dans le processus de transformation de leur ville. Il reste que nous ne savons pas encore

exactement comment se définit la participation habitante dans ces actions. De plus, la notoriété croissante du phénomène semble lui donner légitimité à s'intégrer dans le processus du projet urbain, mais nous ne savons pas non plus à quel point il peut réellement influencer le projet et les décisions prises en amont. Nous ne voyons pas l'intérêt de telles démarches si elles viennent ajouter une complexité supplémentaire au processus. Au contraire, nous pensons que mal considérées, elles peuvent créer une frustration importante chez les habitants, comme chez les professionnels de l'aménagement, au risque d'élargir encore plus le fossé entre l'Urbs et la Civitas²⁷. C'est pourquoi les moyens utilisés pour ces actions font l'objet de cette recherche, pour comprendre comment elles peuvent servir et compléter un processus de projet urbain pour le rendre durable aussi dans la pratique.

²⁷ Pradel, B. *Rendez-vous en ville*. Op.cit. p. 480

3. ACTION TEMPORAIRE PARTICIPATIVE, UN OUTIL POLITIQUE

3.1. Entre sincérité d'une démarche et enjeux politiques

Après avoir considéré la dimension temporelle des actions temporaires, nous souhaitons aborder la dimension politique qu'elles impliquent. Selon Florent Chapierro, toute action dans l'espace public est un prétexte pour parler politique. Les gens y confrontent leurs opinions, expriment leurs craintes, partagent leurs envies sur le quartier, sur la ville, sur la vie en générale. L'espace public est, à proprement dit, un lieu de débat. Nous croyons en effet, qu'au-delà du divertissement des populations, les actions temporaires participatives et constructives sont porteuses d'enjeux politiques qui peuvent servir les municipalités. Benjamin Pradel parle d'ailleurs de l'événement comme un véritable outil politique :

« L'événement devient un moyen de travailler plusieurs objectifs politiques (mise en place d'une politique de déplacement), économiques (recettes touristiques), médiatiques (diffusion de l'image de la ville), urbanistiques (réaménagement des espaces publics), sociaux (valorisation de la mixité sociale). »¹

Nos entrevues ont révélé que dans l'ensemble, les collectifs et les intervenants rencontrés reconnaissent l'importance de ces objectifs comme biens fondés de l'action. Néanmoins, ils restent aussi conscients que l'équation qui permet une implication habitante suffisante pour un projet urbain social et durable est fragile. En

¹ Ibid. p. 471

effet, le rôle des actions temporaires dans la ville est encore flou et sujet aux récupérations politiques et aux mésinterprétations habitantes. Ces confusions nuisent à la mise en place des démarches participatives dans le processus de construction de la ville. Nous les avons regroupé sous deux dénominations synthèses que sont la communication et l'acceptabilité de projet.

3.1.1. Un outil de communication

Pablo Georgieff estime que pour mener à bien une action temporaire pertinente, il faut obtenir l'attention des pouvoirs publics, sans quoi elle ne peut pas s'ancrer suffisamment sur le territoire. Cette attention, nous explique-t-il, est assez simple à obtenir :

« Les photos [des actions] diffusées dans les revues des villes font bien paraître. (...) L'espace public est la partie visible de l'iceberg d'une gestion politique. [Les décideurs] en ont absolument besoin. »²

En effet, la majorité des élus a déjà saisi que ce type de démarche fait valoir une image positive et dynamique des politiques urbaines, que ce soit auprès des habitants ou auprès des autres municipalités. Par contre, là où se trouve la difficulté pour les collectifs qui veulent initier une action temporaire, c'est de ne pas la laisser se transformer en simple outil promotionnel. Antoine Aubinais, fondateur de l'association Bellastock, est parfaitement conscient du marketing politique qui peut se cacher derrière l'action temporaire. Il déplore que certains élus n'y voient là qu'une finalité. Ce qui fait défaut à cette politique de l'image qui mise sur le spectaculaire, c'est qu'elle ne considère pas l'action dans son potentiel d'activation et n'investie pas les moyens adéquats pour développer des projets appelés à durer (soutien logistique, assurances, entretien, etc.). Il y a une mésinterprétation de

² Propos de Georgieff, P. Entrevue du 13 septembre 2013. Paris. [Voir Annexe A.3]

l'action temporaire dont la partie visible séduit mais ne rend pas compte du véritable temps d'implication à sa mise sur pied. Malgré les années d'expérience du collectif Bruit du Frigo, Yvan Detraz déplore encore cette méprise :

« On nous demande trop souvent d'agir vite, sur deux ou trois mois, or nos actions requièrent un temps long qui permette l'acclimatation au terrain. Sans cela elles ne sont qu'événement et n'alimentent pas le projet urbain. »³

Pourtant, il semble que certaines municipalités commencent à saisir le potentiel durable du temporaire dans la ville. C'est le cas à La Roche-sur-Yon, avec le chantier de la Place Napoléon, sur lequel travaillait Brigitte de La Fonchais. Ancienne place d'arme dessinée par Napoléon lui-même, la place Napoléon servait depuis longtemps d'espace de stationnement. Sa transformation s'inscrit dans une stratégie urbaine plus large menée par la mairie : Pentagone 2020. L'objectif fixé était de redonner vie au centre ville en encourageant un retour de la verdure, l'implantation d'activités commerciales et la mise en place d'équipements culturels. Situé en cœur de ville, un des enjeux majeurs du chantier de la place était de garder le lieu attractif pour ne pas étouffer l'animation commerçante locale. L'architecte-urbaniste Alexandre Chemetoff, associé au directeur artistique François Delarozière, a mis en place un chantier-spectacle : les Animaux de la place. Sur les bases d'une histoire imaginée par Delarozière, plusieurs événements sont venus accompagner les différentes étapes du chantier. Ainsi, le soir de son inauguration, le public a pu assister à la prétendue découverte archéologique du bestiaire mécanique égyptien que Napoléon aurait fait enterrer 200 ans auparavant. Les animaux de ce bestiaire ont été exposés directement sur le site du chantier tout au long des travaux. Une palissade de sécurité ayant été installée, le public était invité à observer les animaux, et les avancées du chantier par la même occasion, via plusieurs petits belvédères construits aux bordures. Au-delà de l'inauguration, ce sont toutes les étapes importantes du chantier qui ont été accompagnées d'événements spectaculaires

³ Darrieus, M. Propos de Detraz, Y. *AMC*. Op.cit. p.73

orchestrés par l'équipe de Delarozière. La mise en eau des bassins par exemple, a été symbolisée par une mise-en-scène d'un lâché de poissons auquel le public pouvait assister. Plus tard encore, ce sont des machines végétales extraordinaires qui ont animé la mise en végétation de la place. Ces mises en scène furent effectives jusqu'à la livraison du chantier, lui-même clôturé par un nouvel événement : *l'éveil des animaux de la place*, où, accompagnés d'un orchestre, les gens étaient invités à manipuler eux-mêmes les animaux mécaniques restés inaccessibles jusque-là. Des animaux qui, à partir de ce jour là, sont restés à disposition des usagers de la place, créant ainsi l'attraction à l'année.

Ce chantier-spectacle s'inscrit clairement dans le phénomène de ville événementielle de Chaudoir. On y lit la volonté d'utiliser l'événement comme un outil d'attractivité du centre-ville, et de légitimer par la même occasion le projet ambitieux de *Pentagone 2020*. Mais à l'instar de l'événement exclusivement spectaculaire, ce qui nous intéresse ici, c'est son association directe avec l'acte de transformation de la ville. Cette mise en scène donne en effet l'occasion aux riverains de s'intéresser à leurs espaces de vie, voire même de se sentir davantage considérés dans l'évolution de la cité, et pourquoi pas faire augmenter le niveau d'exigence vis-à-vis de la qualité des espaces urbains.

3.1.2. Acceptabilité de projet

Aux vues des 1500 curieux venus assister à *L'éveil des animaux de la place*, il semble qu'user du spectacle pour intéresser les Yonnais à la transformation de leur centre-ville, ait été une bonne stratégie. Pourtant, Chemetov aurait émis lui-même quelques réserves. Brigitte De la Fonchais nous explique que l'urbaniste a mis en garde la municipalité contre la fiction trop présente des animaux de la place qui masquerait les véritables enjeux du projet d'aménagement. En effet, malgré des visites de chantier organisées régulièrement, il semble que l'attention publique et

médiatique se soit tournée davantage sur le crocodile mécanique de 8m de long plutôt que sur l'apparition d'abris bus au milieu de la place. C'était pourtant un des mandats de la compagnie *La Machine* de Delarozière d'assurer l'explication des étapes du chantier auprès du public⁴. Il semble que la nécessité d'intéresser les gens au chantier, via la typologie narrative du chantier-spectacle, a empiété sur la volonté de communiquer les enjeux du nouvel aménagement. Cet exemple nous fait réaliser que la mise en scène du chantier, si elle s'éloigne trop des sujets du projet urbain, ne permet pas d'intéresser réellement le public aux mutations de la ville. Ces animations restent du domaine de la distraction et ne sont pas le lieu du débat ou du questionnement évoqué par Chapierro. L'implication habitante ne dépasse pas le stade passif de la contemplation.

Plus encore, l'événement urbain est parfois utilisé pour prétendre à une considération habitante et justifier la mise en œuvre de projets urbains importants. Maria Gravari-Barbas et Sébastien Jacquot l'expliquent :

« Cette légitimation politique est dans cette optique transitive : en justifiant l'événement urbain, on légitimise la transformation qu'il permet de mettre en œuvre. La question de la légitimité politique est donc essentielle [dans] la mise en place des événements urbains. »⁵

La demande d'être informé est de plus en plus forte de la part de la population. Selon l'expression de Georgieff, les « OVNI ficelés d'en haut rencontrent de plus en

⁴ Dossal, P. (12 avril 2012). Napoléon de plus en plus vert. *Le point.fr*. Récupéré le mercredi 3 décembre 2013 de http://www.lepoint.fr/villes/napoleon-de-plus-en-plus-vert-12-04-2012-1455403_27.php

⁵ Gravari-Barbas, M et Jacquot, S. *L'événement, outil de légitimation de projets urbains*. Op.cit. p.2

plus de résistance des habitants. »⁶ Il y a donc un véritable intérêt des décideurs qui voient dans ces interventions urbaines temporaires une façon à moindre coup de faire de la concertation. Par exemple, pour une agglomération comme La Roche-sur-Yon, entourée essentiellement de zones rurales aux routes longues et sinueuses, l'idée d'abandonner la voiture au profit des circulations douces et piétonnes est un comportement long et complexe à faire accepter. Accompagner le chantier de la place par l'outil événementiel est un moyen au mieux de faciliter et communiquer le projet urbain, au pire, d'adoucir et dissimuler une politique urbaine trop ambitieuse. Mais en aucun cas il ne permet réellement aux citoyens de s'impliquer. Brigitte de La Fonchais nous dit pourtant que le chantier-spectacle a vraiment permis aux gens d'adhérer au projet. Si nous entendons la sincérité dans la démarche proposée, nous restons critique quant aux dimensions politiques qu'elle sous-tend. Nous ne jugeons pas ici de la vision urbanistique de la ville, mais des moyens mis en œuvre pour y parvenir. Et pour cause, le coût de départ du projet avait été estimé par la ville à 5,5 millions d'euros (7,7 millions de dollars), l'intégration du bestiaire de Delarozière, ainsi que la réalisation d'un restaurant sur la place ont fait grimper la facture à 9,5 millions d'euros (13,3 million de dollars)⁷. Ces dépenses ne se justifient pas aux vues de certains commerçants en difficulté depuis le début du chantier.

Sans vouloir entrer dans les dilemmes complexes d'une stratégie économique municipale, nous nous interrogeons sur la juste mesure des moyens adoptés dans ces interventions temporaires et leur pertinence dans le contexte économique actuel. Le scepticisme autour des coûts du projet témoigne en effet de la frustration de certains citoyens qui voient au-delà du spectaculaire et qui n'estiment pas l'investissement justifié. Nous pensons que de telles sommes sonneraient plus légitimes aux oreilles

⁶ Propos de Georgieff, P. Entrevue du 13 septembre 2013. Paris. [Voire Annexe]

⁷ À La Roche, le coût de la Place Napoléon fait polémique. (19 décembre 2011). *Ouest-France*. Récupéré le 5 décembre 2014 de <http://www.ouest-france.fr/la-roche-le-cout-de-la-place-napoleon-fait-polemique-2304>

des habitants si elles traduisaient davantage la volonté de la mairie d'impliquer, via des actions-événements, la population au processus de construction de la place. En effet, le développement d'un imaginaire autour du chantier semblerait un investissement judicieux, si les citoyens ne se sentaient pas seulement considérés par une distraction de surface, mais réellement accompagnés, conscientisés, sensibilisés, aux enjeux et aux répercussions des transformations de son cadre urbain.

Nous entendons et comprenons évidemment l'argument économique qui veut attirer les touristes au centre-ville pour y alimenter les commerces et y développer une vie culturelle que l'ancien parking n'aurait jamais permis. Nous regrettons cependant que le thème narratif choisi pour faire l'animation et marquer au quotidien la place centrale des Yonnais soit le seul fruit d'un artiste, François Delarozière, qui malgré son talent et son imagination, n'est pas teinté par les histoires quotidiennes des lieux comme peuvent l'être les usagers. C'est pourtant lui qui a participé en grande partie à créer une nouvelle histoire et une nouvelle identité à la place. De plus, une polémique sévit sur l'image même des animaux mécaniques qui correspond déjà à l'univers que François Delarozière et sa compagnie *La Machine* ont développé pour la ville de Nantes, située à 1h30 de voiture au Nord de La Roche-sur-Yon. Non content d'imposer aux Yonnais une nouvelle identité, on calque celle-ci sur l'image de marque d'une ville voisine. Le prix semble donc effectivement cher payé pour une distraction qui ne manquera pas d'amuser les touristes mais dont les habitants risquent de se lasser assez vite et à laquelle ils sont pourtant maintenant identifiés. Une fois de plus, on pense la ville et on agit sur elle pour les citoyens et pas avec eux.

L'exemple du projet du collectif Coloco à Marseille est criant. En effet, en 2013, la ville est nommée capitale européenne de la culture et pour l'occasion, elle entreprend la construction et la restauration de lieux dédiés à la culture ainsi que la revalorisation de son front de mer. Pablo Georgieff et son équipe ont travaillé pour

les *Jardins possibles*, en collaboration avec le collectif Safi, pour travailler sur la mise en place de jardins publics participatifs au Grand-Saint-Barthélèmy, un des quartiers populaires du Nord de Marseille. Annoncé comme un très gros projet de 4000m² de jardins à prendre en charge, 5 workshops sur un an, une demie-saison culturelle en collaboration avec le théâtre du Merlan et la scène nationale de Marseille avec un budget de plus de 400 000 euros, le quartier créatif n'a jamais vu le jour. Il s'avère que le Grand-Saint-Barthélèmy est un quartier qui a été privé de présence politique depuis plus de 40 ans. Les quelques mois de rencontres citoyennes organisées pour préparer et intégrer le projet étaient donc loin d'être suffisants pour gagner la confiance et la participation des habitants. Et en effet, mettre 400 000 euros dans des jardins collectifs alors même que l'isolation de certains appartements familiaux étaient totalement dégradée, ce n'était pas concevable, nous explique Pablo Georgieff. Les copropriétés qui se battaient depuis 15 ans étaient tout à fait légitimes de refuser une telle installation. Il y avait là « une bombe à retardement »⁸ que l'initiation au projet a fait exploser. Malgré le lancement officiel du projet, la situation était tellement tendue avec les habitants que les associations locales ont décidé de bloquer le processus. Par cet exemple nous comprenons que malgré toutes les bonnes volontés derrière les actions temporaires participatives et constructives, celles-ci ne peuvent pas palier aux absences de politiques urbaines et sociales sur plusieurs années. On souligne de nouveau la nécessité pour les actions d'être rattachées à une échelle temporelle plus large, sans quoi elles paraissent, aux mieux comme des anecdotes, au pire comme des affronts.

Ici, comme à La Roche-sur-Yon, il est aisé d'imaginer que derrière l'intervention temporaire dite « participative » il y ait eu volonté des politiques de faciliter l'acceptation collective de projets urbains aux citoyens. Plus encore, nous explique Benjamin Pradel, derrière cette acceptabilité de projet, il existe une dimension électoraliste des interventions dans l'espace public. En effet, les projets urbains

⁸ Propos de Georgieff, P. Entrevue du 13 septembre 2013. Paris. [Voire Annexe]

auxquels se rattachent des citoyens via des interventions participatives sont toujours plus longs que les mandats des élus. Ces derniers peuvent alors y voir un certain investissement électoral. Chaque citoyen convaincu de sa participation au projet urbain est un électeur supplémentaire sensibilisé à l'action politique en place. L'action temporaire deviendrait alors un outil de récupération politique. Cependant, si, comme à Marseille, le projet n'aboutit pas toujours, c'est que les habitants, malgré tout, ont encore un certain pouvoir d'action et de décision sur leur territoire. L'échec de l'intervention de Coloco soulève l'honnêteté participative de leur démarche. En effet, leurs actions ne simulent pas l'implication habitante, mais au contraire travaillent à partir d'elle. Sans cette participation rien ne peut être engagé. En ce sens, Coloco offre une véritable plateforme d'action et d'expression citoyenne. Sans cette parole habitante, il semble difficile de parler de participation, voire même de consultation habitante. C'est en ce sens que nous ne considérons pas le chantier spectacle *des Animaux de la Place* comme une action temporaire participative et constructive mais seulement comme une nouvelle forme d'événement urbain.

3.1.3. Prudences réciproques : politiques VS habitants

L'acceptabilité de projets via les actions temporaires participatives et constructives, devrait être considérée dans les deux sens, suggère Pablo Georgieff. Il y a en effet un comportement paradoxal des décideurs qui disent vouloir faire l'espace public pour et par les habitants, mais qui veulent, en même temps, maîtriser cette plateforme d'expression sociale. Georgieff nous donne l'exemple d'un projet d'aménagement de jardins participatifs sur les berges de Seine à Paris. Pour ce projet, 20 mairies d'arrondissements se sont associées pour faire l'essai de la participation habitante via les démarches atypiques de Coloco. Malgré le succès des précédents projets du collectif, les municipalités concernées ont souhaité tenir des réunions et des

expositions régulièrement pendant les quatorze mois du processus pour faire état des avancées et s'assurer d'un certain contrôle sur le projet. Pour Pablo Georgieff, en plus d'être longue et fastidieuse, cette concertation intensive a coûté bien plus que l'installation des jardins eux-mêmes. Cet exemple met le doigt sur l'incohérence que peuvent engendrer certaines actions temporaires quand les décideurs jouent avec l'ambiguïté autour de la notion d'expérimentation, c'est-à-dire sans garantie de résultat. Ces flous et ces réticences, le collectif ETC aussi les a subit. Pour le projet *Rives d'Estuaires* à St-Nazaire les choses semblaient pourtant claires quant à la nature expérimentale de leur démarche, mais une fois le processus enclenché, la municipalité se serait retranchée, nous a confié Florent Chapierro.

« Au moment de l'appel d'offre nous pensions que la ville attendait la mise en place d'actions construites. C'est au fur et à mesure que nous avons appris qu'elle nous confiait [seulement] une étude. »⁹

On pourrait parler d'une certaine forme de manipulation de la part des municipalités qui semblent profiter des flous entourant ces jeunes pratiques afin de récupérer l'image positive qu'elles projettent sur la population, mais Pablo Georgieff préfère évoquer une prudence politique. Nous imaginons, en effet, que la précaution doit être de mise quand il s'agit d'agir sur l'espace public, qui plus est avec les habitants directement. Les risques et responsabilités à endosser peuvent réellement avoir de quoi faire hésiter les décideurs, d'autant plus qu'ils semblent nombreux à croire qu'il s'agit seulement d'établir un nouveau niveau de participation citoyenne entre la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage. Or, si on écoute Victor Mahé du collectif ETC, intégrer l'action temporaire au processus de transformation des villes, c'est bouleverser le système vertical actuel.

⁹ Collectif ETC. *Rives d'Estuaire*. Op.cit.

« L'approche développée relève beaucoup plus d'une pensée rhizomique, d'inter-influence, sans subordination hiérarchique à priori. Elle s'inscrit dans un vaste mouvement de pensées et d'actions. »¹⁰

On se propose de ré-envisager complètement la configuration de construction des villes d'aujourd'hui qui s'appuierait beaucoup plus sur la participation citoyenne. On comprend mieux les réticences de certains décideurs à laisser s'exprimer ce plein potentiel participatif des actions temporaires capables, à l'instar du projet de Coloco à Marseille, de mettre à jour les dissonances entre volontés politiques et habitantes. Pourtant, si on replace l'intérêt politique dans le sens de l'intérêt public, ces formes participatives semblent des outils tout à fait appropriés pour replacer les citoyens au cœur des problématiques urbaines. Ces derniers qui, comme l'expliquait Georgieff, semblent de plus en plus nombreux à vouloir être considérés dans les décisions urbaines qui les concerne. Ils se mobilisent d'eux même et multiplient les initiatives de réappropriations spatiales telles que les ruelles vertes, les jardins collectifs, les ateliers communautaires, les fêtes de quartier, etc. En d'autres termes, les citoyens semblent vouloir agir, que ce soit avec ou sans l'appui de leurs décideurs. Les actions temporaires participatives et constructives pourraient alors trouver leur légitimité directement auprès des habitants, sans passer par les instances municipales qui verraient alors leur image, non pas valorisée, mais au contraire décriée par leur manque d'investissement. Les élus sont conscients des enjeux urbains, sociaux et surtout politiques que ces démarches participatives suggèrent. Le phénomène grandissant, ils ne semblent plus avoir le choix de se positionner, au risque de déplaire à leurs électeurs. Ce que nous retenons, c'est qu'importe leur opinion sur les actions temporaires participatives et constructives, ils sont obligés de les considérer sérieusement dans le processus de transformation de la ville.

¹⁰ La maîtrise d'usage : comment contribuer à la transformation de la cite ? Rencontre avec le collectif ETC . (15 février 2015). Propos de Victor Mahé. *Pensons le matin*. [Article]. Récupéré le 3 décembre 2014 de <http://www.pensonslematin.fr/maitrise-dusage-comment-contribuer-a-la-transformation-de-la-cite/>

Si nous pouvons critiquer la manière dont les acteurs et opérateurs de la transformation urbaine imposent parfois leur vision de la ville aux habitants, nous devons de ne pas réitérer cette attitude avec les actions temporaires participatives et constructives. En effet, aussi bénéfiques peuvent-elles être, nous ne pouvons pas penser ces démarches acquises pour les habitants. Le « c'est bien pour vous » ne doit plus justifier la mise en œuvre de politiques urbaines. Ce serait réitérer l'erreur d'une pensée verticale de la planification urbaine. D'autant plus que les actions temporaires participatives et constructives ne sont pas toujours comprises et acceptées par les populations.

« Parfois ces opérations ne sont pas très lisibles et compréhensibles pour les habitants. Quand elles prennent fin et que la dynamique retombe, cela peut être très frustrant pour les gens. L'éphémère peut être vécu comme stigmatisant par des populations qui estiment que le pérenne est réservé aux riches alors que eux, les pauvres, n'ont droit qu'au provisoire. »¹¹

Nous comprenons ici l'importance d'être clair dans ces démarches et de rendre compte à tout moment de l'entièreté du processus. C'est-à-dire que chaque action doit se faire l'écho du projet urbain auquel elle appartient. Sans cela, l'incompréhension risque de s'installer chez les citoyens qui mettent en doute la pertinence de leur participation. « Les gens n'ont pas de temps à perdre »¹², explique Pablo Georgieff. Si on veut impliquer les habitants de façon durable dans les transformations de leur quartier, il est nécessaire qu'ils se sentent capables de changer les choses, même à l'échelle de la ville.

Entre cohérence et intégrité, nous posons alors la question de la participation habitante dans le processus de planification et de construction de la ville. En effet, dans la perspective d'un développement urbain durable qui veut considérer

¹¹ La maîtrise d'usage. Propos d'Aurore Leconte. *Pensons le matin*. Op.cit.

¹² Propos de Georgieff, P. Entrevue du 13 septembre 2013. Paris. [Voir Annexe A.3]

l'ensemble du contexte dans lequel il s'implante, il est important de rappeler que les élus restent malgré tout les représentants d'une communauté donnée. On peut agir en réaction ou initier des actions indépendantes, mais on ne peut pas envisager penser ou construire durablement la ville sans eux. De plus, comme l'explique Andy Golding lors de notre entrevue, les grands enjeux urbains ne sont pas toujours à la portée des habitants enfermés dans une approche quotidienne et fonctionnelle de la ville¹³. Nous sommes conscients que les décideurs de la vie urbaine sont nécessaires pour maintenir une certaine cohérence dans l'évolution générale des villes. Cependant, si les décideurs restent des acteurs incontournables, les habitants peuvent eux aussi être en force de décision territoriale à l'échelle locale. En ce sens, les acteurs de l'action temporaire doivent considérer dans leurs démarches participatives autant l'intérêt des décideurs que celui du public.

3.2. La participation, vers une autonomie complexe

Entre l'image politique d'une ville et les besoins des populations locales, les actions temporaires semblent dessiner les prémices d'un outil de médiation pour des projets urbains durables. Un outil dont la légitimité et la pertinence dépendent entre autres de l'implication des citoyens. Or cette implication sous-entend une participation habitante qu'il semble difficile de qualifier, tant la notion est générique et laissée aux interprétations les plus minimales. Séduisante dans son évocation, elle est loin d'être aussi unanime dans la mise en pratique. Nous nous appuyons ici sur les écrits de spécialistes de la participation habitante pour arriver à comprendre les raisons d'un tel flou autour des pratiques d'une notion que tout le monde semble pourtant revendiquer.

¹³ Propos de Golding, A. Entrevue du 14 août 2013. La Roche-sur-Yon. [Voir Annexe A.7]

3.2.1. Une approche paradoxale de la participation

Nouveau fer de lance des architectes, urbanistes, aménageurs et autres opérateurs urbains en tous genres, les expériences participatives se multiplient dans les processus de planification de nos villes. « Cette multiplication [...] comporte un côté rassurant et un autre inquiétant »¹⁴, admet l'urbaniste et sociologue Philippe Verdier. Rassurant dans le sens où elle traduit un sentiment d'écoute des habitants, un intérêt des décideurs, des concepteurs et des intervenants sociaux et où elle témoigne d'une recherche constante qui ne se base pas sur des recettes passées. Par contre, ce qui tend à l'inquiéter, c'est à savoir si toutes ces énergies sont vraiment cumulatives ? Y-a-t-il une rigueur professionnelle derrière tout ça qui permette de ne pas réinventer la roue ?

Avant de se demander comment se traduisent les pratiques de participations urbaine, penchons-nous sur le pourquoi de leur accroissement constant depuis quelques années. Dans son mémoire *(En)jeu d'échelle*¹⁵, Chloé Souyri parle d'une remise en cause entre délégation et participation. Elle cite Eric Corijn qui parle d'une « crise de la représentation politique [qui] se répercute sur la conception de l'espace et de l'urbain. »¹⁶ En d'autres termes, il y aurait remise en question du modèle politique via la réappropriation des espaces publics. Rien de fondamentalement récent. Ce qui l'est davantage « c'est que cette crise est une crise de légitimité. [...] Elle conteste le pouvoir scientifique et technique qui permettait de justifier les politiques publiques. La participation apparaît de ce fait comme une réponse essentielle à l'évolution de la démocratie. »¹⁷ Malheureusement, malgré ses dispositions

¹⁴ Verdier, P. (2009). *Le projet urbain participatif, apprendre à faire la ville avec ses habitants*. Paris : Éditions Yves Michel et Adels. p.11

¹⁵ Souyri, C. (2013). *Un (en)jeu d'échelle*. Mémoire de Master 2. ENSA Paris La Villette. p.15

¹⁶ Souyri Chloé. Propos de Corijn, E. (2005). *Un (en)jeu d'échelle*. Op.cit. p.11

¹⁷ Ibid.

démocratiques, la participation habitante dans les projets urbains semble révéler un outil fourre-tout dont les pratiques diffèrent selon les besoins du projet.

Concertation, appel à idée, enquête, sondage, commissions consultatives, conseils de quartier, plan stratégique participatif, referendums, etc. « l'arsenal participatif s'avère diversifié et original, pourtant il ne semble pas toujours bien connu des citoyens, ce qui est paradoxal »¹⁸, écrit Thierry Paquot. Dans *L'urbanisme c'est notre affaire*, il insiste sur « l'importance de la communication dans l'émergence d'une pratique locale de la démocratie participative ».¹⁹ En effet, selon lui, il y a un manque flagrant de temps et de moyens pour permettre aux citoyens de comprendre ce qu'est l'urbanisme et leur rôle dans l'espace de la ville :

« Quand je feuillette la presse nationale et régionale française, je suis déçu par l'absence de rubriques régulières dédiées à l'urbanisme et je comprends mieux alors le désintérêt massif des citoyens pour la ville, leur ville... »²⁰

Les propos de Thierry Paquot semblent paradoxaux quand on sait que les processus de participation augmentent d'année en année, et qu'ils font même l'attention d'obligations légales dans plusieurs pays. La France notamment, a mis en place dès 1991 la loi d'orientation sur la ville, qui stipule l'obligation d'associer la population à toute action d'aménagement susceptible de modifier les conditions de vie des habitants. Nommons aussi la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) en 2000, pour la démocratisation de la procédure des enquêtes publiques en France avec l'impératif d'allier les habitants à l'élaboration des PLU (Plans Locaux d'Urbanisme). Il semble qu'il y est en effet, « une montée de l'impératif participatif

¹⁸ Paquot, T. (2010). *L'urbanisme c'est notre affaire : Pour un urbanisme participatif*. Nantes : Édition Comme un accordéon et l'Atalante. p.106

¹⁹ Ibid. p.108

²⁰ Ibid. p.113

dans les politiques publiques »²¹. Pour une grande majorité de ces textes de lois, ils appuient une pratique de consultation habitante. Or, John Thomson, président de l'Académie d'urbanisme, fait bien cette distinction entre consultation et participation. Pour lui, la participation est libre :

« Un processus participatif bien construit rend les habitants, le secteur privé et les collectivités locales aptes à travailler ensemble et avec, au final, une valeur ajoutée sur les plans physique, social, économique et environnemental. »²²

La consultation, au contraire, est obligatoire. Elle « consiste uniquement à demander aux gens s'ils approuvent ou non ce qui d'ores et déjà été choisi. »²³ Pour Patrick Lacoste, urbaniste et économiste, la plupart des projets, sont décidés 90% à l'avance.

« L'aménageur et le pouvoir politique ne laissent qu'une place infime à la participation réelle des habitants. Les réunions sont totalement téléguidées et le résultat est pratiquement décidé d'avance. »²⁴

On relève alors un nouveau paradoxe entre l'engouement général à prôner et brandir le cachet de la participation habitante et le simulacre démocratique de démarches strictement consultatives. Il semblerait que les textes juridiques tendent davantage vers de la concertation d'habitants plus décisionnelle, mais les modalités de mise en

²¹ Souyri, C. *Un (en)jeu d'échelle*. Op.cit. p.15

²² Hauptmann, E et Wates. N. (2010). Propos de Thompson, J. *Concertation citoyenne en urbanisme : la méthode du community planning*. Paris : Adels/Yves Michel. p.16

²³ Ibid.

²⁴ La maîtrise d'usage. Propos de Lacoste, P. *Pensons le matin*. Op.cit.

œuvre restent vagues et vulnérables aux interprétations détournées²⁵. Patrick Lacoste prend l'exemple de l'opération Euroméditerranée à Marseille, annoncée comme la plus grande rénovation urbaine d'Europe du sud, où seulement trois visites ont été organisées en six mois. Des visites de deux heures et limitées à quinze personnes, sur un périmètre de 300 hectares²⁶. Lacoste dénonce alors l'absurdité d'un processus participatif mis en place « pour faire plaisir à l'ANRU »²⁷, et qui n'a pour effet que « le déplacement d'un banc ou un petit changement pour l'accès à un bâtiment public. »²⁸ La réalité d'une pratique de concertation mise en place par un État gouvernant à distance dont les prérogatives sont trop floues pour être efficaces.

Face à cette imprécision, il revient donc aux acteurs de la planification d'établir par eux-mêmes les moyens de la participation urbaine. Mais selon Paquot, ces élus et décideurs, dont les architectes font partie, ceux-là même qui s'empressent de légitimer leur projet par le participatif, n'estiment pas réellement cet urbanisme participatif avec grand intérêt. Ils le verraient, selon lui, comme une perte de temps à faible mobilisation dont les participants, « toujours les mêmes »²⁹, seraient ignorants et donc forcément incompetents. Nous devinons derrière ces critiques un certain manque de confiance envers les citoyens, qui, si on écoute les collectifs oeuvrant sur le terrain, sont parfaitement compétents pour intervenir sur leur environnement. Leur usage quotidien et sensible de la ville offre en effet une approche pratique et précise de l'espace. Il est entendu que ne s'improvise pas architecte ou urbaniste qui veut. La lecture de la ville dans sa globalité demande un savoir spécifique. Mais nous pensons que ce savoir gagnerait à s'enrichir d'une

²⁵ Souyri, C. *Un (en)jeu d'échelle*. Op.cit. p.16

²⁶ La maîtrise d'usage. Propos de Lacoste, P. *Pensons le matin*. Op.cit.

²⁷ Ibid.

²⁸ Ibid.

²⁹ Paquot, T. *L'urbanisme c'est notre affaire*. Op.cit. p.107

expertise citoyenne. Pour cela, il y a nécessité d'accompagner ces citoyens dans leur lecture de la ville et ses enjeux. Comme l'expliquent Marie-Hélène Bacqué et Mario Gauthier :

« L'intégration des citoyens dans le processus de projet appelle une mise à plat et un partage des connaissances, ce qui implique des processus de traduction de ces connaissances. »³⁰

Les actions temporaires participatives et constructives proposent une médiation entre élus, professionnels et citoyens qui permettrait cette mise à plat des connaissances. Elles offrent une sensibilisation et une meilleure compréhension du projet urbain pour les citoyens qui de l'autre côté, peuvent faire part de leur expertise d'usage aux professionnels et de leurs envies aux élus. Malheureusement, la participation habitante dans les actions temporaires est encore trop facilement sujette à la récupération politique. Leur nature événementielle attrayante en fait des outils d'adhésion efficaces.

« Quand nous travaillons avec l'EPA de Saint-Etienne [...], la question de la manipulation se pose forcément [...]. Le fossé entre notre vision et la leur est flagrant. Il n'empêche, ils bougent dans la conception de leur métier. »³¹

³⁰ Bacqué, M.H. et Gauthier, M. (2011). *Participation, urbanisme et études urbaines : Quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein*. [Article]. Récupéré le 20 avril 2015 de <https://www.cairn.info/revue-participations-2011-1-page-36.htm>

³¹ La maîtrise d'usage. Propos de Mahé, V. *Pensons le matin*. Op.cit.

3.2.2. Enjeux d'échelles

Même si pour beaucoup d'entre elles, leur mise en pratique est à reconsidérer, il reste que les démarches participatives dans le processus de transformation des villes sont aujourd'hui reconnues nécessaires par les milieux de l'aménagement, ce qui n'était pas le cas il y a encore dix ans selon John Thompson, président d'honneur de *The Academy of Urbanism* au Royaume-Uni. Architecte de formation, Thompson explique que les méthodes participatives, bien que récentes, sont reconnues « aptes à engager une communauté dans la construction d'une stratégie de développement durable »³² seulement si elles considèrent tout au long de leurs processus l'ensemble des acteurs concernés par le projet urbain : élus, professionnels et usagers.

« Un développement durable peut réellement être atteint si et seulement si, il prend en compte d'amont en aval les connaissances et l'engagement des différentes parties prenantes en présence. »³³

Or aujourd'hui encore, malgré la multiplication effective des services de consultations publiques et des démarches de concertation, la ville semble encore trop souvent se construire au dépend des citoyens. Une ville qui, si on en croit Victor Mahé du collectif ETC, intimide les habitants. En effet, il est facile d'imaginer que pour des non-initiés l'échelle d'intervention des projets urbains, leurs temporalités, leurs enjeux, leurs moyens de mise en œuvre, peuvent paraître démesurés. Pourtant, en nous appuyant sur la définition de Philippe Verdier, il y a parmi les caractéristiques du projet urbain, la nécessité d'intégrer plusieurs échelles et

³² Hauptmann, E et Wates. N. Propos de Thompson, J. *Concertation citoyenne en urbanisme*. Op.cit. p.16

³³ Ibid.

d'absorber et traduire « les aspirations des habitants. »³⁴ Nous convenons que l'échelle de la ville, prise dans sa globalité, peut paraître hors de portée et dissuader les citoyens qui souhaiteraient s'y impliquer. Nous rappelons cependant que ce tout urbain n'est pas uniforme, il est complexe et se compose de multiples temporalités et de nombreuses échelles. Nous dirons alors que la participation habitante n'est pas à considérer de la même manière selon toutes ces échelles. Si on s'attarde en effet sur un grand projet de ville, ou un grand ensemble pour le territoire, il y a généralement très peu de participation habitante. Pablo Georgieff nous explique que la gestion de tels projets est trop complexe, leurs cahiers des charges et leurs objectifs nécessitent l'apport de professionnels et laissent peu de place aux habitants.

Mais quand bien même, comme le dit Andy Golding, les habitants se fichent des millions d'euros ou de la cohésion sociale discutée en conseils municipaux. Ils veulent savoir quels seront les impacts des aménagements prévus près de chez eux et quelle influence ils auront sur leur quotidien. En effet, les habitants, si ils ne sont pas forcément à l'aise de décider des grands horizons urbains de leur ville sur trente ans, restent légitimes de vouloir transformer leur quartier. On comprend alors que la participation habitante trouve son intérêt sur une échelle locale, parce que c'est la seule échelle urbaine qui intéresse vraiment les habitants. Du point de vue sociale, les actions temporaires participatives et constructives gagnent donc en pertinence si elles sont considérées sur cette même échelle de proximité. Du point de vue événementielle, Benjamin Pradel explique qu'on ne peut de toute façon pas rassembler tout le monde autour d'un seul et même événement. « La pluralité des rendez-vous collectifs traduit l'impossibilité de réunir dans un seul événement une ville devenue métropole. »³⁵ On ne peut donc pas imaginer une action temporaire participative et constructive efficace et pertinente à l'échelle entière de la ville, leur multiplication est bien significative des besoins locaux des habitants.

³⁴ Paquot, T. Propos de Verdier, P. *L'urbanisme c'est notre affaire !* Op.cit. p.113

³⁵ Propos de Benjamin, P. Entrevue du 17 septembre 2013. Paris. [Voire Annexe].

Au regard des multiples expériences participatives qui surgissent sur un même territoire, on peut se questionner sur leurs apports communs. Ces initiatives ont-elles comme vocations la défense d'un discours urbain global où sont-elles enfermées dans l'intermittence de cas particuliers ? Dans son mémoire, Chloé Souyri explique que sans une gouvernance spécifique qui les régit en amont, les initiatives participatives sont vouées à rester de l'ordre du bricolage local. Elle cite Marie-Hélène Bacqué :

« Pour ne pas s'enfermer dans la proximité, les démarches participatives doivent articuler des enjeux micro locaux avec un processus plus large de transformation des politiques et des administrations, ce qui est loin d'être le cas. »³⁶

Une gouvernance globale, c'est ce que semble avoir été mis en place en 2003, en France, par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), dont Andy Golding est le représentant à La Roche-sur-Yon. L'agence fait partie des dispositifs gouvernementaux institués pour encadrer les initiatives habitantes en terme de gestion de projet de rénovation urbaine. Si au départ les urbanistes tracent les grandes lignes de la planification urbaine sans faire participer réellement les habitants, ils les considèrent au fur et à mesure du processus, quand les enjeux du territoire se précisent, explique Golding. « Plus on avance dans le projet, plus on doit être précis dans les opérations. »³⁷ Sont alors mis en place des comités de suivi habitant volontaires qui se réunissent tous les trois mois, ainsi que des permanences, deux fois par semaine, des membres de l'ANRU, dont Andy Golding. Le bureau est installé directement dans les maisons de quartier de La Roche-sur-Yon, dans un espace déjà familier aux habitants. On y discute du projet mais aussi des sujets du

³⁶ Souyri, C. Propos de Bacqué, M-H. *Un (en)jeu d'échelle*. Op.cit. p.30

³⁷ Propos de Golding, A. Entrevue du 14 août 2013. La Roche-sur-Yon. [Voir Annexe A.7]

quotidien. Cette approche plus naturelle permet d'installer une confiance auprès des gens, explique Golding, qui deviennent alors plus enclins à la discussion.

D'après Golding, l'ANRU semble être un véritable succès d'implication habitante dans le projet urbain. Ses propos sont d'ailleurs appuyés par Maurice Leroy, ministre de la ville en 2011 :

« Vous savez le PNRU 1 (programme politique dont est en charge l'ANRU), ce sont 12 milliards d'euros qui vont générer 43 milliards de travaux sur 485 quartiers en France. C'est formidable. C'est une véritable réussite. »³⁸

Il existerait donc une solution institutionnalisée, financée, intervenant à toutes les échelles et capable de générer des profits économiques tout en intégrant une dimension participative aux projets urbains. Pourtant, le phénomène des actions temporaires grandissant, de plus en plus de collectifs et d'initiatives citoyennes continuent de s'acharner à vouloir activer les rues par leurs propres moyens. Et pour cause, Renaud Epstein, docteur en sociologie, relève une nuance de taille dans le soi-disant succès de l'ANRU. Il dit que la transformation physique des quartiers est une réalité, et en ce sens une réussite, mais que les effets sociaux qui en découlent sont imaginaires, sous-entendus par un confort matériel alors que rien ne permet de l'attester réellement. L'objet de sa critique porte entre autres sur les actions de concertation de l'ANRU.

« Dans la majorité des cas, les habitants ne sont pas même informés du contenu des projets tant que ceux-ci ne sont pas validés par l'ANRU [...]. Ce n'est qu'au stade de leur mise en œuvre que se déploient les actions

³⁸ Epstein, R. (26 mars 2012). Audition de Maurice Leroy devant le Conseil économique, social et environnemental (CESE). *ANRU : mission accomplie*. Récupéré le 2 décembre 2014 de <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00682640/document>

présentées sur le registre de la concertation, qui se résument le plus souvent à des actions de communication et d'accompagnement social. »³⁹

C'est en d'autres mots ce que nous a expliqué Andy Golding. La majorité des projets de l'ANRU démarre par l'annonce aux habitants d'une démolition ou d'un bouleversement majeur de leur environnement. Le premier volet mis en place est la prise de conscience des habitants. Andy Golding explique le projet aux habitants de la façon la plus simple possible pour qu'il soit assimilé par tous. Il faut savoir que les membres de l'agence sont souvent perçus de façon négative à leur arrivée, car l'annonce délicate du relogement est envoyée par lettre postale officielle, ce qui dramatise considérablement la situation. Ce temps de digestion est comparé par Golding à un temps de deuil des habitants.

Il y a ensuite accompagnement durant le projet. Il est arrivé qu'il y ait des suivis psychologiques personnalisés car certains habitants subissent parfois violemment ces changements. Certains parlent d'un viol de leur habitat, nous rapporte Golding. Ce n'est qu'une fois le doute et le scepticisme passé que le processus ANRU passe dans une phase participative. L'idée est de construire une fierté des habitants autour du projet pour qu'ils prennent confiance. L'équipe ANRU est omniprésente durant cette période et donne beaucoup de temps pour établir cette confiance. C'est à ce moment que l'agence s'implante au cœur du quartier via des PIC (Point d'Information Concertation). C'est le lieu des consultations publiques et des ateliers de concertation qui ont lieu jusqu'à la veille des chantiers pour informer les habitants jusqu'au bout et garantir une transparence maximale dans les décisions. Vient ensuite le temps d'attente du chantier pour arriver enfin à l'inauguration des nouveaux aménagements.

³⁹ Epstein, R. *ANRU: mission accomplie?* Op.cit. p.21

Si Golding semble sensible à une véritable considération habitante, nous lisons objectivement à travers les démarches de l'ANRU une utilisation de la participation comme un outil qui vient accompagner pour soigner des habitants traumatisés plutôt que pour les accompagner à construire leur avenir. En effet, les projets ANRU semblent imposer des décisions brutales et essayer de récupérer au mieux la confiance habitante.

« Tout se passe en réalité comme si la concertation promue par l'ANRU et développée par les élus locaux et les bailleurs n'avait qu'un objectif : obtenir le consentement des habitants à une politique qui prétend améliorer leur situation, mais qui a été définie sans eux et qu'ils risqueraient de percevoir - parfois non sans raisons - comme tournée contre eux. »⁴⁰

Epstein dénonce ici l'hypocrisie de nombreux projets de l'ANRU qui visent au départ à améliorer les conditions de vie des quartiers populaires, mais qui amènent au final un surcoût du prix de la vie qui a pour effet de faire fuir la population locale. On dit par les mots vouloir accompagner et aider les habitants des cités en difficulté, mais les pratiques ne font que repousser leur réalité ailleurs. Tout comme l'événement, la participation devient outil de légitimation de projets urbains préétablis.

3.2.3. Niveaux de participation : de la manipulation à l'expertise citoyenne

Ce que nous lisons derrière la « mauvaise foi »⁴¹ de certains argumentaires politiques, c'est une crainte de la participation habitante, une crainte de la complexité qu'elle engendre. Car si en tant que notion, elle est annoncée tout azimut

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Ibid.

comme une seule et même chose, il devient évident qu'il en existe en réalité différents niveaux. Et si, comme la sociologue américaine Sherry Arnstein, on définit la participation comme « une expression radicale qui désigne le pouvoir des citoyens »⁴², c'est-à-dire un des moyens susceptibles d'associer le « sans pouvoir » aux prises de décisions urbaines, le processus actuel de planification des villes doit être sérieusement repensé, ce qui a effectivement de quoi effrayer certains décideurs. Pour rendre plus claire la notion de participation citoyenne, Arnstein a élaboré différentes catégories de participation qu'elle a illustré sous forme d'une échelle à huit échelons (ill.3.2.3).

Au plus bas de l'échelle, on retrouve deux barreaux qui correspondent à la Manipulation et la Thérapie. Ce sont les niveaux de la non-participation :

« Leur objectif en réalité n'est pas de permettre aux gens de participer à la planification ou au suivi des programmes, mais de permettre à ceux qui ont le pouvoir de les « éduquer » ou de les « guérir ». »⁴³

Éduquer les gens au chantier par le spectaculaire, c'est ce qui semble s'être passé pour la Place Napoléon. Quant à la notion de guérison, on la retrouve dans les projets de l'ANRU. En effet, initiée en majorité par des démolitions et du relogement, les gens n'ont plus le choix de participer à la reconstruction de leur habitat, voire de leur vie. Andy Golding concède que l'action menée est essentiellement pédagogique, voire psychologique, pour accompagner les relogés qui subissent de front les politiques urbaines. À son échelle, Arnstein parle ensuite des niveaux de la coopération symbolique où les citoyens sont informés (barreau 3)

⁴² Arnstein, S. (juillet 1969). *Une échelle de participation citoyenne*. [Document électronique]. (Comité d'Évaluation et de Suivi. Trad.). ANRU (2006). p.2. Récupéré le 12 décembre 2014 de <http://www.anru.fr/index.php/ces/Etudes/La-participation-des-habitants>

⁴³ Ibid. p.3

et consultés (barreau 4) mais sans assurance que leurs avis soient réellement considérés. Une fois encore on peut appliquer ces échelons aux projets de La Roche-sur-Yon. Et de nouveau la participation y « reste avortée, sans consistance, et par conséquent, elle n'assure pas le changement du *statu quo* »⁴⁴. Le barreau 5 de la Réassurance n'est différencié par Arnstein que parce que les habitants ont la possibilité de donner leurs conseils dans le processus. Mais les décisions restent toujours à la discrétion des décideurs.

Finalement les seules catégories qui donnent un réel pouvoir aux citoyens ne sont accessibles qu'à partir de l'échelon 6. D'abord sous la forme de partenariats qui permettent de négocier et d'échanger avec les vrais détenteurs du pouvoir. Ensuite, il y a la délégation de pouvoir où les habitants siègent majoritairement au conseil décisionnel et peuvent influencer concrètement les choix. Enfin, il y a le dernier échelon, celui du Contrôle citoyen, où les habitants sont directement en charge de la gestion du projet. Il est évident, et Sherry Arnstein le dit elle-même, que cette échelle ne rend compte que d'une partie de la complexité de la participation habitante. Néanmoins, en révéler les paliers nous permet de pointer du doigt la palette des confusions avec laquelle les citoyens sont déroutés.

On comprend aussi que s'ils veulent réellement participer à la construction de leur ville, dans le sens d'obtenir davantage de pouvoir décisionnel, les citoyens doivent endosser des responsabilités conséquentes, proportionnelles à la dimension du projet. Et dans notre société de l'urgence où chacun est pressé par l'enchaînement continu de ses échéances individuelles, rares sont ceux qui veulent ou peuvent s'engager de manière suffisante dans ces démarches. « Du point de vue de l'usager, il y a une différence entre participer à un événement et s'impliquer durablement dans

⁴⁴ Ibid. p.4

un processus »⁴⁵, expliquent les Saprophytes. Et en effet, il semble indéniable que participer à la réappropriation de l'espace public est un acte politique et un engagement personnel que tout le monde ne peut pas se permettre. Pourtant, de plus en plus de gens cherchent à s'impliquer dans les décisions de leur ville, voire prendre des risques. Il suffit de constater la multiplication des manifestations et mouvements sociaux pour le comprendre. « Le système politique est en crise, mais non l'envie de faire politique. »⁴⁶

Il y a donc une volonté grandissante et un besoin urgent de participation citoyenne dans la fabrique de la ville, mais ses moyens restent difficiles d'accès. Noyée dans les processus de décision à grande échelle, elle n'est pas beaucoup plus influente si elle est isolée d'une planification plus large. Les actions temporaires participatives et constructives se proposent alors d'accompagner les citoyens dans ces situations urbaines intimidantes, et de mettre en réseau des aménagements urbains localisés à bas coût, qui transforment rapidement et concrètement l'espace public et ses usages au quotidien. Elles s'appuient sur la notion d'« urbanisme tactique » comme l'explique le collectif ETC. C'est-à-dire un urbanisme composé d'implications légères concentrées sur des ressources locales, qui améliorent le cadre de la vie urbaine mais aussi le moral des résidents. Epstein ajoute que grâce à ces démarches participatives, les citoyens reprennent confiance entre eux et aussi envers les pouvoirs publics⁴⁷. Et en effet, approcher les enjeux urbains par petites interventions ponctuelles, semble plus accessible que par des longs et lourds protocoles des projets urbains de grande ampleur.

⁴⁵ Darrieus, M. *Propos des Saprophytes*. AMC. Op. cit. p. 70

⁴⁶ Collectif ETC. (mars 2014). *Le chantier ouvert : vers un partage du pouvoir*. [Page web]. Récupéré le 14 octobre 2014 de <http://www.collectifETC.com/le-chantier-ouvert-vers-un-partage-du-pouvoir/>

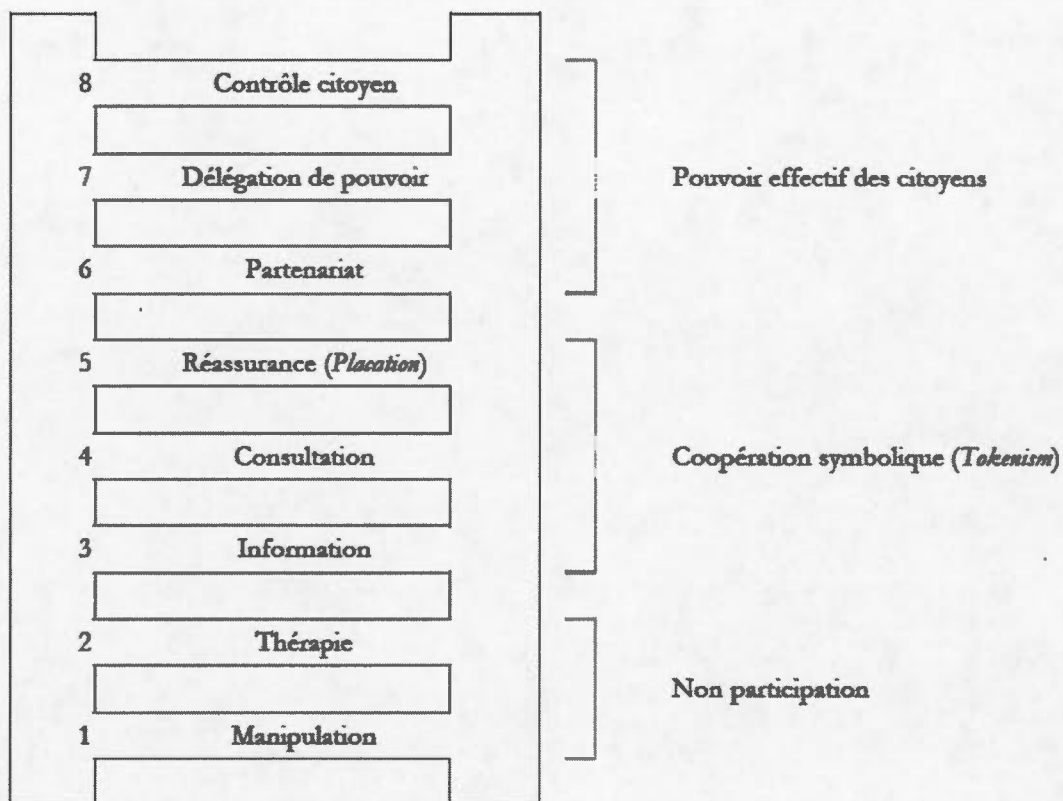
⁴⁷ Epstein, R. *ANRU: mission accomplie ?* Op.cit. p.21

Comme l'architecte et sociologue finlandais Marco Casagrande, théoricien de l'acupuncture urbaine, nous considérons la ville comme un organisme vivant, sensible, dont le mouvement, urbain et humain, est continu. En ce sens nous pensons que bien articulées et bien localisées, les actions temporaires participatives et constructives, telles de petites aiguilles dans la ville, peuvent agir sur le tout. Chacun des actes architecturaux qu'elles engendrent tendent à modifier l'ensemble de cet organisme urbain. Aussi, penser la ville comme un mouvement continu c'est admettre qu'elle n'a pas de fin en soi. La vision urbanistique n'est plus figée dans l'image d'un futur urbain prédéfini mais dans la souplesse d'un horizon qui permet l'appropriation et l'expérimentation. « Nous ne produisons pas un projet dessiné, mais un projet manifesté »⁴⁸, soutiennent les membres d'ETC.

Ainsi, il n'y a plus intérêt à manipuler les moyens de la participation habitante pour contrôler ses résultats. Elle devient le projet, la finalité. L'important n'est plus le produit urbain, ou l'OVNI de Georgieff, mais bel et bien la fabrique de la ville, le processus, le mouvement par lequel elle existe. Les actions temporaires participatives et constructives deviennent des « marges de manœuvre »⁴⁹ dans la planification urbaine. Elles peuvent intégrer décemment la participation et par elle s'enrichir d'une expertise citoyenne précieuse, qui donne au projet cette malléabilité, celle qui transforme les contraintes en opportunités, et se sert des obstacles pour avancer, pour ainsi tendre vers un développement durable de la ville et de ses citoyens.

⁴⁸ La maîtrise d'usage. Propos du Collectif ETC. *Pensons le matin*. Op.cit.

⁴⁹ Souyri, C. *Un (en)jeu d'échelle*. Op.cit. p.35.



ill.3.2.3

Arnstein, S. 1969. Échelle de participation à huit échelons

Récupéré le 12 décembre 2014 de <http://www.anru.fr/index.php/ces/Etudes/La-participation-des-habitants>

4. LES MOYENS DE LA DURABILITÉ

4.1. Le terrain de Bellastock Québec

Guidés par les entrevues, les références théoriques et pratiques vers lesquelles nous nous sommes dirigés nous ont permis d'installer les actions temporaires participatives et constructives, avec toute l'épaisseur temporelle, les enjeux participatifs et les teintes politiques qu'elles présupposent, comme des outils nécessaires à la fabrique de projets urbains durables. Nous nous sommes posés la question des moyens générés par les collectifs pour impliquer les habitants dans la construction de leur ville. Si nous ne sommes pas encore en mesure de jauger les bienfaits de telles démarches sur le long terme, nous pouvons néanmoins estimer la viabilité de leurs procédés. Même si ils se réclament affranchis d'une méthodologie prédéfinie de projet, le croisement des discours tenus par les collectifs dessine certains principes récurrents. Nous les avons regroupés en 3 catégories que nous abordons dans ce chapitre:

- L'enracinement
- La permanence
- La diversité des événements

Ce sont ces catégories qui à priori permettraient de rendre les interventions pertinentes dans le développement durable des projets urbains. Car si le long terme ne peut pas être envisagé par les actions « temporaires » participatives et constructives, c'est cependant bien vers une durabilité qu'elles tendent à travailler. Il

apparaît alors nécessaire, dans la logique de notre recherche, de nous arrêter plus en détail sur le terme « constructive » de notre typologie d'action. Le sens premier de la construction auquel nous nous rattachons semble évident. Nous ne pouvons pas en effet considérer la transformation de la ville sans agir physiquement sur elle. Mais notre position de designer, pour qui la construction est une partie fondamentale des pratiques, considère la notion « constructive » aussi pour son sens figuré, dans sa capacité à créer des liens sociaux. Plus encore, nous croyons que cette construction des liens passe nécessairement par la construction physique des choses, contrairement à d'autres disciplines qui favoriseraient les échanges verbaux. Nous l'avons vu au chapitre précédent construire la ville, qui plus est durable, c'est aussi construire ses communautés, créer/consolider des liens entre ses habitants. Nous pensons l'acte de construction lui-même comme un moteur à la création des liens. Un rapport direct qui favorise une nouvelle fois le processus face au résultat et qui peut être directement reliée à la notion de durabilité – durabilité des liens, durabilité de l'implication citoyenne dans le processus de transformation urbaine. Sans sa partie « constructive », les actions temporaires participatives perdent leur pertinence sur le long terme et tombent à nouveau dans une mise en vitrine (événement) de la participation.

Nous l'avons, nous ne pouvons pas seulement baser notre réflexion sur des principes génériques. Afin d'en éprouver les acquis et les limites, nous avons souhaité les expérimenter nous-même sur le terrain de l'association Bellastock Québec. Une expérience enrichissante qui nous a permis de nous confronter aux réalités de l'espace urbain. La quatrième partie de ce chapitre fait état de cette confrontation.

Comme dit précédemment, l'association Bellastock est née à Paris en 2006 à l'école d'architecture de Paris-Belleville. L'objectif était de concevoir et de construire des structures dans lesquelles les participants pourraient vivre pendant tout le temps de l'événement. Au fil des années, les écoles de Paris, puis celles de la France entière

ont adhéré à cette approche active et festive de l'architecture. De 60 la première année, le festival est passé à 150 participants la seconde pour arriver aujourd'hui à plus de 1500 festivaliers. L'association a diversifié son activité en multipliant les partenariats avec les écoles françaises et internationales. Elle s'est sensibilisée au potentiel du réemploi et a cherché à s'impliquer davantage avec les acteurs de projets d'aménagement comme les institutions publiques ou encore les entreprises.

Fondé en novembre 2013, Bellastock Québec est directement inspiré de la version française. Trois objectifs principaux guident les actions de l'association : 1) la nécessité de faire acte d'architecture, c'est-à-dire d'expérimenter concrètement la matière et l'espace ; 2) la volonté de sensibiliser les jeunes générations en aménagement, mais aussi un public plus large, à l'utilisation de matériaux réemployés ; 3) l'association travaille enfin à réactiver les lieux urbains via la participation et l'implication locale. C'est sur ce dernier point que nous nous sommes particulièrement penchés. Pendant près d'un mois, l'équipe a travaillé à préparer le terrain et les infrastructures communes qui accueilleraient les participants pour le festival RE-SHACK. Ce dernier s'est déroulé dans le Sud-Ouest de Montréal, au 4000 rue St-Patrick dans le district de Villemard-Côte-St-Paul (près du canal Lachine). L'événement a donné forme à une ville éphémère, construite à partir des déchets du bois de construction, pendant quatre jours, au dernier week-end de l'été 2014 (ill.4.1.a, ill.4.1.b, ill.4.1.c et ill.4.1.d). L'objectif a été de faire de chaque journée un défi pour les participants. Le premier jour, sur les bases d'une esquisse préalablement soumise au dossier d'inscription, les équipes ont réalisé une construction, à partir des matériaux mis à leur disposition, afin de s'abriter le soir venu et pendant les trois nuits du festival. Le deuxième jour, ce sont les espaces entre ces différents abris qui ont fait l'attention des festivaliers : mobilier, jeux, bacs de jardinage, etc. autant de petits projets pour animer l'espace commun et interagir avec son voisin. Au troisième jour, le public fût invité à investir l'espace de la ville éphémère et découvrir l'inventivité et l'ingéniosité des équipes. Enfin, le quatrième

jour, les constructions furent démontées, la ville s'est évaporée, restituant le lieu dans son état initial.

C'est précisément pour faire de cet événement éphémère une action temporaire profitable que nous avons co-fondé l'association et mis en place son comité de pérennisation. En effet, la volonté de transformer l'expérience architecturale ponctuelle en une opportunité d'activation urbaine et sociale plus durable pour les communautés locales n'est pas la priorité pour la version originale du festival. C'est sur leurs activités parallèles que les membres de Bellastock France travaillent pour une implication habitante. Le festival est avant tout une expérience architecturale pour les étudiants. Si nous avons souhaité créer le comité de pérennisation dès la première édition du festival c'est pour commencer très tôt à sensibiliser les habitants sur ces nouvelles formes de démarches participatives. Nous sommes conscients que ce ne sont pas les quelques mois en préparation du festival, surtout dans le cadre d'une première édition, qui transformeront radicalement le quotidien des gens, et nous n'en avons surtout pas la prétention. Mais nous sommes convaincus que porter le potentiel des actions temporaires participatives et constructives aux oreilles des différents acteurs impliqués dans l'aménagement du territoire le plus tôt possible ne peut qu'en favoriser le développement.



ill.4.1.a

Bellastock Québec. 2014. RE-SHACK.

Crédit photo : Helena Valles



ill.4.1.b

Bellastock Québec. 2014. RE-SHACK.

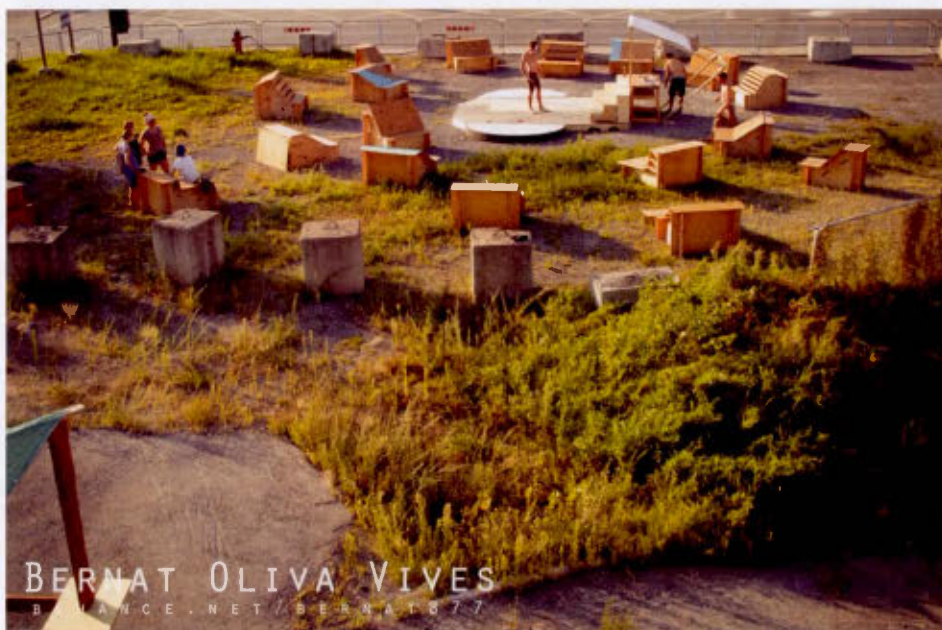
Crédit photo : Bernat Oliva Vives



ill.4.1.c

Bellastock Québec. 2014. RE-SHACK.

Crédit photo : Bernat Oliva Vives



ill.4.1.d

Bellastock Québec. 2014. RE-SHACK.

Crédit photo : Bernat Oliva Vives

4.1.1. L'enracinement

Parmi les récurrences des actions temporaires participatives et constructives, il y a la mise en réseau des acteurs qui composent l'épaisseur du projet urbain. En effet, pour s'assurer d'une activation plus durable, il y a nécessité de « prendre racine »¹ sur le territoire concerné. Par exemple, les membres d'ETC prennent contact dès le départ avec les associations riveraines pour organiser les journées d'action. Ainsi, une vingtaine de structures gravitent autour de leurs projets. Les niveaux de participation y sont très variés : cuisine, visites pédagogiques, bricolage, jardinage, etc. Le collectif se laisse aussi aller aux collaborations plus spontanées. Certaines infrastructures ne sont contactées qu'au moment même de l'intervention, et, sous le fait accompli, se joignent ou non dans le projet. On évite ainsi les longues demandes d'autorisation explique Florent Chapierro. Les riverains sont aussi une force de collaboration libre à considérer. Multiples sont les raisons qui poussent les collectifs à aller chercher les structures locales pour leurs actions (communication, logistique, intégration sociale, etc.), mais toutes semblent tendre vers un même objectif : faire perdurer le dynamisme engendré par l'activation ponctuelle. « L'avenir du site et des constructions dépend (...) des dynamiques qui trouveront un intérêt à venir s'appuyer sur toutes les infrastructures proposées. »² On peut considérer ces dernières comme des catalyseurs de projets urbains, capables, à l'image des expériences scientifiques, de faire réagir et interagir les propriétés existantes d'un milieu. Il reste que ces organismes locaux n'ont pas toujours les moyens nécessaires pour garder actif ces espaces et les transformer durablement (disponibilité, argent, compétence technique, etc.). C'est pourquoi le réseau mis en place doit aussi considérer les structures plus institutionnelles et professionnelles. Selon ce qui est à l'origine de la démarche, il est important de chercher à s'entourer de l'ensemble des parties concernées par le projet, aussi bien publiques que privées.

¹ Darrieus, M. *AMC*. Op.cit.p.70

² Collectif ETC. *Osthang Project*. Op.cit.

Ainsi, pour le festival Bellastock Québec, le comité de pérennisation est allé à la rencontre de plusieurs acteurs de l'arrondissement du Sud-Ouest de Montréal : Eco-quartier, tables de concertation, mairie d'arrondissement, entreprises locales. Dès le début de nos démarches, trois profils se sont définis : les pouvoirs publics, les entreprises et la communauté citoyenne. Nous avons rapidement compris l'importance d'établir des contacts dans chacune de ces catégories d'acteurs. Car en réalité, si elles possèdent des intérêts différents, elles ne constituent au final qu'un seul et même milieu de professionnels et d'usagers qui, à force de projets, se côtoient et conduisent ensemble les dynamiques du territoire. Ne considérer qu'une partie de ces acteurs (les citoyens par exemple), occulterait une partie du contexte d'intervention et se risquerait à une action anecdotique et superficielle.

Nous avons fait l'expérience de cette nécessité au moment du choix et des démarches d'autorisations pour l'occupation du site. Contactés dès le départ par le conseiller en planification de la division de l'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest, qui nous a proposé lui-même un site d'implantation, nous avons cru acquis l'aide des pouvoirs publics dans la mise en place du festival. Mais il nous faudrait encore traverser les nombreuses couches institutionnelles qui régissent réellement l'espace public : direction de l'urbanisme, services techniques, direction des immeubles, service de location, élus, maire. C'est à la suite de nombreux échanges et de plusieurs mois d'attente que nous sommes arrivés à bout des multiples contraintes imposées par les réglementations administratives (assurances, raccordements aux réseaux publics, etc.). Le travail fut long et laborieux malgré l'enthousiasme de tous nos interlocuteurs. Mais ce temps s'est avéré essentiel pour la suite du projet. En effet, être soutenu par l'institution publique a grandement facilité notre légitimité auprès des entreprises et de la communauté citoyenne.

En parallèle aux discussions avec la mairie de l'arrondissement, nous sommes allés à la rencontre du milieu communautaire du Sud-Ouest. Encore une fois, le premier travail fut d'en cibler les différents acteurs. Malheureusement, la fin de l'été est une période creuse pour les organismes sociaux. Nous n'avons donc pas pu rencontrer l'ensemble des opérateurs locaux, mais suffisamment pour toucher une partie de la population habitante. Ainsi nous avons pu établir un contact avec l'éco-quartier du Sud-Ouest et les coordinatrices respectives des tables de concertation de solidarité St-Henri et de Ville-Émard-Côte-St-Paul, deux des quatre districts qui composent le Sud-Ouest. Nos premières rencontres nous ont permis de présenter les grandes lignes de l'association et du festival, mais aussi d'en apprendre davantage sur les dynamiques du Sud-Ouest. En effet, notre analyse préalable ne nous donnait qu'une idée approximative des grandes lignes urbanistiques et politiques de l'arrondissement et de leurs impacts sur les habitants (ex : chantier de l'échangeur Turcot). Au contact des représentants de la vie citoyenne, nous avons pu affiner notre regard sur le territoire et mieux saisir sa complexité, notamment par rapport à la présence de nombreuses initiatives habitantes déjà éprouvées par les processus de consultation sans aboutissement. Notre discours s'est alors ajusté pour être entendu. Sans prétendre à la solution, nous avons proposé un outil léger (temporaire) et dynamique (événementiel) pour compléter des démarches citoyennes existantes plutôt que de les concurrencer ou pire encore, les suppléer. Ces rencontres nous ont aussi permis d'ajuster notre intervention pour la rendre plus pertinente pour les communautés locales. Et pour cause, le réseau local des acteurs de la vie publique est bien plus au fait des enjeux urbains qui régissent leur territoire et des besoins habitants. Au deuxième jour du festival par exemple, l'éco-quartier du Sud-Ouest nous a suggéré et aidé à réaliser des bacs de jardinage susceptibles d'être réutilisés par les ruelles vertes alentours. Ces bacs sont très prisés par les habitants du Sud-Ouest qui n'ont pas facilement accès à des épiceries de qualités, et qui n'ont pas non plus la possibilité d'entretenir de jardin, à cause du fort taux de pollution des terres du Sud-Ouest. Pourtant au fait de ces deux problématiques majeures dans

l'arrondissement, c'est seulement à travers nos échanges et à la dimension pragmatique du milieu communautaire que nous avons pu appréhender ces usages précis et donner une profondeur tangible d'intervention au festival. On illustre ici toute la pertinence de l'expertise citoyenne dans le cadre des actions temporaires participatives.

Concernant le profil des entreprises locales, nos démarches précédant le festival se sont révélées peu fructueuses. Trop souvent sollicités, les professionnels de la construction et du réemploi n'avaient pas grand intérêt à supporter un festival en éclosion. Une seule entreprise nous a offert son soutien financier, grâce notamment à un appui du maire de l'arrondissement. Le support est plutôt venu des petits ateliers autour du site, qui, curieux de l'activité émergente, nous ont proposé spontanément et généreusement leur aide (accès à l'eau courante, livraison de ressource de bois, construction de brasero, etc.). C'est la mise en matière concrète de l'action sur l'espace public (de la préparation à la déconstruction) qui a finalement permis de développer nos contacts avec le milieu professionnel. Cette visibilité du faire est un moyen important pour sensibiliser de manière générale les gens au projet.

Si il résulte une convergence d'acteurs territoriaux, il faut comprendre que ce milieu local n'est ni homogène ni univoque. C'est un ensemble de personnalités, un tissu humain, dont les responsabilités et les objectifs sont très variés. Le chef d'entreprise, la coordinatrice de quartier et le fonctionnaire de mairie n'ont pas les mêmes visions, ni les mêmes attentes par rapport aux actions urbaines. Dans leur ouvrage *Fertiles Mobiles*, les membres de Coloco l'expliquent bien: « Dans l'égalité des voix est aussi pris en compte la diversité des approches, la pluralité des goûts et les angoisses que provoque la nouveauté.»³ L'instigateur lui-même, s'il est extérieur au milieu, comme l'est Bellastock Québec, doit se questionner sur son idée d'intervention pour ne pas tomber dans le piège de son propre à priori. Ainsi seulement peut-on espérer

³ Coloco. (2012). *Fertiles Mobiles, cultiver ensemble l'espace public*. Paris : Tous contre éditions. p.89

tendre vers une action qui a du sens pour la vie locale. Apprivoiser les rapports existants, savoir qui fait quoi, à qui parler, de quoi. C'est un travail d'investigation indispensable pour révéler les enjeux profonds du territoire. « Savoir ce qui se passe et ce qui va changer sur le territoire permet d'accompagner très en amont son évolution »⁴, expliquent les membres de Cochenko. Ce travail demande de prendre le temps : le temps de l'échange, le temps de l'assimilation, le temps de la réflexion, le temps du doute, le temps de l'explication, etc. Plusieurs rencontres, étalées sur plusieurs semaines, ont été nécessaires au comité de pérennisation et aux interlocuteurs de la vie locale pour révéler conjointement les avantages des actions temporaires participatives dans le Sud-Ouest, à savoir une capacité d'intervention rapide, peu onéreuse, sans engagements définitifs, capable de réactiver l'espace urbain et social du quartier de façon légère. Il faut dire que l'arrondissement du Sud-Ouest, avec ses récents enjeux fonciers, son fort réseau d'initiatives citoyennes, ses terrains industriels abandonnés et sa politique urbaine en attente de décisions majeures, est un territoire propice à ce genre d'actions. Les coordinatrices des tables de concertation ont saisi le potentiel de cet outil comme un moyen plus dynamique d'impliquer les habitants dans leur quartier. En effet, les habitants des quartiers de St-Henri et de Villemard-Côte-St-Paul sont, semble-t-il, usés par les nombreuses réunions. Dans les plus avancés et concrets des cas, les demandes terminent parmi d'autres, sur le bureau des municipalités débordées. Ces dossiers papiers réducteurs sont finalement peu représentatifs des énergies fournies par les citoyens et les dépossèdent de leur pouvoir d'action en les installant dans une position d'attente. Le nouveau visage de la participation offert par les actions temporaires pourrait, il nous semble, réconcilier et redynamiser la population sur les perspectives urbaines du Sud-Ouest.

⁴ Darrieus, M. *AMC*. Op.cit. p.67

4.1.2. La permanence

Il ne suffit pas seulement de préparer le terrain de l'intervention et intéresser la population à l'activité de son quartier pour rendre l'implication citoyenne durable. Impliquer la population c'est aussi l'investir d'une envie de faire. Or il n'y a pas d'investissement sans un minimum de confiance au projet et en ses protagonistes. Pour Andy Golding, le temps de présence sur le terrain des projets est un moyen pour gagner cette confiance. Dans les projets ANRU de la Roche-sur-Yon, malgré une échelle de participation illusoire (voir chapitre 3), l'équipe de Golding a mis en place des méthodes de suivi intéressantes. Comme la majorité des projets ANRU commence par l'annonce officielle aux habitants de la démolition de leur habitat et donc de leur relogement, il est nécessaire, après une telle nouvelle, d'accompagner les habitants avant, pendant et après le chantier. Golding explique que l'échange sur le projet est compliqué au départ, les gens sont dans une situation de bouleversement et n'ont pas forcément conscience de leur cadre de vie et de leurs besoins : « Un espace vert, c'est un espace vert quoi ! »⁵ C'est par la présence des membres de l'ANRU, au fil des discussions avec les gens, que ces derniers finissent par réaliser qu'ils n'ont, effectivement, pas de lieu pour se rassembler, pas d'endroit pour s'asseoir, pas d'aménagement pour permettre la rencontre. L'appréhension du changement se fait moins grande lorsque les gens ont compris le sens des améliorations. Nous l'avons dit, les citoyens n'ont pas toujours les moyens et les connaissances adéquates pour appréhender l'espace de leur ville. La présence de ces PIC guide petit à petit les citoyens dans la lecture des lieux qui les entourent et de l'utilisation (ou non) qu'ils en font. Malheureusement, cette présence est seulement à sens unique chez l'ANRU, qui ne fait que de la participation dite « thérapeutique. »⁶ Les habitants ont beau être suivis, écoutés et accompagnés dans la transformation de leur habitat, ils restent soumis à des décisions urbaines qui leur

⁵ Propos de Andy, G. Entrevue du 14 août 2013. La Roche-sur-Yon. [Voir Annexe A.7]

⁶ Ibid.

sont imposées. Cette présence des membres de l'ANRU, si elle était considérée avant la mise en forme du projet, dans l'idée d'un échange et d'un apprentissage mutuel entre les acteurs, pourrait nettement améliorer le diagnostic urbain et les choix de projet qui en découle. Comme un habitant apprend à lire une carte de son quartier, l'architecte lui apprend à en lire les usages. Cette nouvelle expertise citoyenne doit trouver sa place dans le processus de construction de la ville. Il faut pour cela faire confiance aux savoirs citoyens et que ceux-ci soient (r)assurés de leurs apports pour le projet urbain. Les actions temporaires participatives et constructives favorisent les échanges, facilitent la compréhension de l'urbain par la population et permet d'en recueillir l'expérience quotidienne. Mais c'est à condition qu'un climat de confiance se soit installé avant et pendant l'intervention.

En 2013, près de Marseille, plusieurs collectifs, dont l'association Bellastock France et le collectif ETC, ont été invités à expérimenter une possible mutation du centre-ville de Vitrolles. Le projet d'origine : *Vitrolles échangeur*, a été initié par Bruit du Frigo et porté par la municipalité avec l'objectif « de changer l'image de cette ville, révéler ses possibles et préfigurer des développements urbains futurs en embarquant les Vitrollais et les services municipaux. »⁷ Partant de là, les quatre groupes invités se sont mis d'accord pour réactiver un des lieux magnétiques de Vitrolles : son centre urbain. Ils ont renommé le projet *Made in Vitrolles*. Durant près d'un mois, les riverains ont alors pu assister ou même participer à différentes constructions : une chaise géante, une fontaine interactive, un manège en bois et même un aménagement d'assises pérennes. Les projets, aussi divers que les collectifs, n'ont pas tous été reçus de la même manière par les Vitrollais, possiblement parce que tous les groupes n'ont pas pris le temps d'installer la discussion avec la communauté locale pour apprivoiser et se laisser apprivoiser. Antoine Aubinais, fondateur de Bellastock France, s'est déplacé à Vitrolles le mois précédent l'intervention pour échanger avec les habitants, notamment avec les jeunes de la Cité adjacente à la place centrale.

⁷ *Made in Vitrolles*. Op.cit.

L'intérêt fut tel que l'un d'entre eux a intégré l'équipe Bellastock en tant que stagiaire pour cette intervention particulière. Sans cette présence avant l'intervention, nous explique Aubinais, l'incompréhension, le sentiment d'exclusion et la frustration auraient mis fin au projet. Certains gestes ont effectivement fait polémique, explique Claire Hofer, chargée de mission participation des habitants et communication des chantiers à la Mairie de Vitrolles : « Un collectif a sorti les baignoires d'un immeuble voué à la démolition. [...] Les gens ne comprenaient pas pourquoi « des baignoires pourries » étaient ainsi exposées. »⁸ On peut imaginer assez aisément l'incompréhension du public face à ces démarches architecturales et l'agacement qui pourrait en résulter quant aux coûts engendrés. Ce fossé entre l'intention et la perception pourrait être diminué si des moyens adaptés pour informer et échanger sur leur représentation étaient mis en place. Un blog a bien été créé pour faire le suivi des différentes étapes d'avancement des projets⁹, mais cet outil immatériel se noie dans le flux incessant des informations sur la toile. Il paraît anecdotique en comparaison à la présence bien réelle, incontournable, et surtout quotidienne des projets sur la place. Ces nouveaux processus de construction réclament une présence interactive et organique, une présence humaine, qui peut renseigner, expliquer, transmettre.

Pour le festival Bellastock Québec, à l'instar des quatre groupes dans le centre-ville de Vitrolles, une omniprésence pendant les journées de construction et une disponibilité constante sur le site furent deux moyens efficaces pour établir un nouveau contact avec le voisinage et développer une confiance de proximité avec eux. De nombreux riverains sont ainsi venus se renseigner sur les activités en cours. Parfois craintifs : « Aller vous raser le bâtiment ? », parfois trop enthousiastes : « Est-ce que vous construisez un cirque ? ». Il suffisait en général d'une à deux minutes de discussion avec eux pour transformer « l'étrange chantier d'à côté » en

⁸ La maîtrise d'usage. Propos de Hofer, C. *Pensons le matin*. Op.cit.

⁹ *Made in Vitrolles*. Op.cit.

un imaginaire collectif pour l'avenir du quartier. Comme nous l'avons stipulé un peu avant, certains voisins ont proposé leur aide au festival. Ce soutien, plus qu'un simple apport logistique, fait la preuve du potentiel d'activation des actions temporaires participatives et constructives. En effet, sans être consultés, ni même informés de notre intervention, ces citoyens sont venus participer à leur façon au projet. La présence et la disponibilité des bénévoles ont permis de créer des discussions sur le site mais aussi dans ses alentours. Curieux après curieux, l'activité s'est propagée dans le quartier. Grâce, entre autres, à ce bouche à oreille, nous avons compté plus d'une centaine de citoyens venus découvrir la ville éphémère à la journée portes ouvertes. On a pu constater que nombreux sont ceux qui sont revenus après s'être arrêtés une première fois pendant les préparations. Ils présentaient eux-même le projet de l'association à leurs proches venus les accompagner. Ce sentiment d'appartenance, même léger, s'ajoute aux prémices de l'implication citoyenne. Parmi les curieux venus visiter, les anciens locataires des lieux se sont présentés. Au fil de nos rencontres et de notre recherche historique nous avons appris qu'une communauté d'artistes avait occupé le site avant d'être expropriée il y a maintenant quelques années. Ils sont venus d'eux même à la rencontre de l'association, prenant contact directement sur le site. Même si ils ont avoué s'être inquiétés au départ sur ce qui se tramait, les « ex » locataires ont finalement semblé ravis de l'initiative du festival. De notre côté, leur témoignage nous a permis de donner un sens nouveau à la réactivation du site, un petit rappel à sa vie passée. Qu'ils soient simples passants, où (ex) acteurs du site, les échanges entre les usagers locaux et les bénévoles ont permis d'enrichir l'action temporaire participative et constructive aussi bien sur la forme que sur le fond. On comprend l'importance d'une omniprésence et d'une disponibilité sur le lieu de l'action. Ce sont des moyens pour favoriser le maximum de rencontres informelles, une forme d'implication plus spontanée et libre.

Cette participation « in-situ » reste néanmoins limitée à l'espace-temps de l'action, elle est une nouvelle fois trop ponctuelle pour garantir l'implication nécessaire à une

auto-gestion de l'espace par les citoyens. Répéter ce temps de l'action est alors un des moyens mis en place par les collectifs pour favoriser une activation dans la durée. Tous ont en effet une volonté de réitérer l'expérience d'activation assez régulièrement et assez longtemps pour en autonomiser le processus. Coloco, par exemple, avec les jardins du Centquatre à Paris, revient chaque année pour travailler avec les employés de l'établissement, les services municipaux et les riverains. Bellastock France envisage de revenir à Vitrolles pour parfaire la dynamique engendrée lors de la première édition de *Made in Vitrolles*. Les Saprophytes ont suivi les habitants d'Hénin Beaumont dans trois activations successives sur les trois années du projet de revitalisation de la cité jardin Darcy. Toujours dans la répétition, le collectif ETC, au lieu de revenir eux-mêmes sur leur propre action, invitent d'autres collectifs à leur succéder et continuer de stimuler l'interaction dans l'espace. De cette façon ils assurent une plus longue présence sur le site. C'est une nouvelle fois le temps long qui favorise le développement durable du projet urbain, même via des actions temporaires. C'est progressivement qu'on fait s'approprier les habitants aux mutations de la ville, explique Brigitte de La Fonchais : « Aucune ville avec l'ambition de s'agrandir n'est passée de ses habitudes rurales à des habitudes urbaines du jour au lendemain, ça s'est fait progressivement. »¹⁰ Ces expériences confirment ce que nous avons suggéré, à savoir que peu importe le temps que l'on peut passer à activer les sites, ce n'est pas suffisant pour en autonomiser l'usage. Néanmoins, il semble que nous ayons trouvé dans ces répétitions séquencées ou cumulées des actions, un moyen de faire durer davantage les caractéristiques dynamisantes du temporaire.

Recueillir la confiance des habitants pour qu'ils s'impliquent durablement dans l'activation de leur quartier est un travail qui exige un temps long. D'autant plus que ces habitants ne constituent pas une même entité. L'expérience Bellastock Québec nous a appris la pertinence d'établir un contact avec ceux qui sont déjà investis et

¹⁰ Propos De La Fonchais, B. Entrevue du 13 août 2013. La Roche-sur-Yon. [Voir Annexe A.4].

sensibilisés aux enjeux de l'espace urbain. Ces « hyper citoyens »¹¹ ont d'une part, une expertise citoyenne singulière, et d'autre part, ils ont l'estime d'une partie de la population. Si ces hyper citoyens sont convaincus, ils rassembleront d'autres habitants autour du projet, qui à leur tour en parleront à d'autres et ainsi de suite. C'est aussi la raison pour laquelle leur présence sur le lieu de l'action est importante et assure une plus grande crédibilité au projet. « Donner aux gens la parole, leur offrir la possibilité de collaborer attire le respect. »¹² Nous avons invité une hyper citoyenne du village des Tanneries de St-Henri, un groupe communautaire reconnu dans l'arrondissement lors de la table ronde organisée pour les journées portes ouvertes du festival. Sa présence a légitimé l'intérêt de l'action envers la communauté locale, qui devient, par conséquent, plus encline à s'y impliquer durablement.

Offrir une présence constante et un dialogue continu sur le site, contacter les hyper citoyens pour leur donner une importance dans l'action, ce fut, pour Bellastock Québec, les moyens d'établir les prémices d'une confiance habitante. Par contre, le mois de préparation qui a précédé cette première édition 2014, n'a permis de mettre en place ni les moyens d'une participation habitante investie, ni la pertinence d'intervention nécessaire pour préfigurer de nouveaux usages sur le territoire. Et pour cause, le site sur lequel s'est implanté le festival est réservé à la voirie municipale, pour entreposer toutes sortes de matériaux pour la construction. Autrement dit, aucune fonction d'usage citoyen ne peut y être envisagée.

Ceci dit, il nous faut considérer, encore une fois, l'épaisseur temporelle de la ville dans sa globalité. En ce sens, le festival peut être considéré comme une étape d'initiation à l'activation de projets urbains futurs dans le Sud-Ouest. Cette première action n'aura pas généré de matière urbaine durable en tant que telle, mais elle aura

¹¹ Propos de Golding, G. Entrevue du 14 août 2013. La Roche-sur-Yon. [Voir Annexe A.7]

¹² Coloco. *Fertiles Mobiles*. Op.cit. p.91

été un prétexte idéal pour initier les réflexions sur le potentiel du temporaire dans le processus de construction. L'intérêt pour le Sud-Ouest est réel, le souhait général est de répéter l'action du festival à la fin de l'été 2015 avec, cette fois-ci, davantage d'implication habitante. La confiance déjà établie, cette dernière s'installera plus facilement dans l'activation proposée par l'association.

4.1.3. Multiplicité et diversité des événements

Dans une recherche constante d'implication citoyenne, il peut être aussi intéressant de multiplier les entrées du public dans l'action. Un maximum d'activités différentes pour attirer un maximum de gens différents.

« Autour de la création du lieu nous mettons en place tout un panel d'activités. Simultanément peuvent se dérouler des ateliers de cirque, de menuiserie, de jardinage avec un centre aéré, ou des actions pédagogiques avec les écoles.»¹³

Ce que nous entendons à travers les mots de Victor Mahé, c'est la volonté de favoriser des situations pour que les gens puissent se rencontrer et échanger. D'ailleurs, dans leur travail, le collectif ETC a identifié trois modèles d'actions, trois matrices qui leur ont permis de catégoriser leurs procédés d'intervention. La mise en relation des publics correspond à la première matrice dite « de liaison ». Cette dernière se rapproche de notre catégorie de l'enracinement pour sa considération des acteurs en amont de l'action : « Nous faisons en sorte que les associations locales puissent trouver une place dans le projet. »¹⁴ Elle comprend aussi le travail pendant l'action, où sont organisés des temps d'atelier et des temps de débat. Ces derniers offrent la possibilité de discuter du cadre urbain avec des gens qui n'ont pas toujours

¹³ La maîtrise d'usage. Propos de Mahé, V. *Pensons le matin*. Op.cit.

¹⁴ Ibid.

l'occasion de se rencontrer. Ainsi, des élus se retrouvent à discuter avec des gens qui habituellement n'osent pas prendre la parole en public. On comprend que l'action n'est pas seulement un outil pour ouvrir l'échange entre le milieu local et des entités extérieures mais elle est capable de générer de nouveaux liens au sein même de ce milieu, entre des acteurs qui se connaissent mais qui n'ont pas forcément l'occasion d'entrer en contact.

La table ronde « Et si on essayait? Perspective des actions temporaires dans l'arrondissement du Sud-Ouest », organisée par l'association Bellastock Québec en collaboration avec la Maison de l'Architecture du Québec (MAQ) avait pour objectif de créer ces liaisons spontanées entre les acteurs du Sud-Ouest. L'initiative trop récente n'a pas pu permettre d'aboutir à un débat citoyen très précis ou sur l'élaboration de solutions possibles, mais des représentants des services publics et des communautés locales étaient cependant présents, préambule d'un intérêt pour la démarche. Le comité de pérennisation, en charge de l'organisation de la table ronde, a concentré une grande partie de son travail à rendre le débat accessible à tous. En premier lieu, l'espace des échanges a été pensé simple et légèrement désorganisé. La table ronde s'est déroulée en plein air. Les assises en bois de palette ont été aménagées en demi-cercle, sans vraiment de distinctions entre participants et public. Les présentations se sont faites à même des planches de contreplaqué récupérées sur le site (ill.4.1.3.a). Cet aspect « bricolé » est un parti-pris assumé par l'association. Elle cherche ainsi à créer une convivialité commune, sans hiérarchie, pour désamorcer une atmosphère parfois intimidante des discussions publiques et faciliter les interventions spontanées. Le fond du débat, à l'inverse, a été particulièrement soigné. L'objectif était d'accompagner progressivement les discours sur le potentiel des actions temporaires et participatives et constructives dans le Sud-Ouest. En commençant par rappeler les spécificités de cet ancien territoire industriel pour ensuite expliquer le concept des actions temporaires, notamment par le Raumlabor

de Berlin, représenté par un de ses fondateurs, l'architecte Markus Bäder¹⁵. Audrey Girard, urbaniste et habitante du Sud-Ouest a exposé une partie de son projet de maîtrise en Design de l'environnement : *RESHOP, catalyseur du métabolisme urbain*¹⁶, un travail qui permet de mettre en perspective à très long terme le potentiel d'actions temporaires sur le territoire montréalais. Enfin, à la suite des discussions générées par ces interventions, le comité de pérennisation, les intervenants et le public ont travaillé collectivement à établir en quoi ces actions temporaires participatives pouvaient être bénéfiques pour le Sud-Ouest. De ces échanges spontanés sont nées de véritables réflexions urbaines, à savoir : le potentiel des nombreuses friches industrielles dans le secteur, la ressource abondante de matériaux à réemployer, la présence d'une forte communauté citoyenne prête à s'investir, et même l'improbable qualité d'une politique urbaine immobilisée par les grands chantiers autoroutiers de la ville, qui justifierait pleinement une expérimentation temporaire des espaces. En effet, le projet du chantier Turcot soulève des responsabilités fédérales qui démunissent l'arrondissement de pouvoir de décision sur certains secteurs de son territoire. C'est l'ensemble des acteurs de l'aménagement du Sud-Ouest, élus comme citoyens, qui se retrouve à attendre des décisions les concernant. Les actions temporaires participatives et constructives profitent justement de ces temps d'attente pour expérimenter des usages. Les discussions qui sont générées par leur potentiel ont permis de dévoiler des qualités urbaines d'un territoire à travers la parole même de ses habitants. Leur participation aux échanges fait foi de leur volonté de s'impliquer, et la pertinence de leur regard fait preuve de leur nécessité dans l'action.

Pour inciter la population à participer à la vie urbaine de leur quartier, les collectifs aiment associer aux activités de construction une programmation culturelle. En effet,

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Girard, A. (2014). *RESHOP, catalyseur du métabolisme urbain*. (Mémoire de maîtrise non-publié). Université du Québec à Montréal.

pour répondre à l'échelle intimidante de la ville, ils proposent d'aborder les questions d'urbanisme et d'architecture par des temps festifs. Ainsi, concerts de musique, spectacles d'acrobates, performances théâtrales, projections vidéos, DJ set, etc, viennent ponctuer la programmation des actions. La curiosité provoquée par les événements prend le dessus sur les appréhensions des citoyens qui osent davantage se hasarder dans l'espace du projet. Comme l'écrit Thierry Paquot, « Le loisir est un temps « gratuit », disponible à l'étude, pour rien d'autre que la connaissance, la médiation, la contemplation. »¹⁷ En d'autres termes, l'usage du temps festif offre une approche plus souple, plus libre et surtout plus attrayante de la vie urbaine. Notons que les artistes, au-delà du simple divertissement, nous rappellent à des usages simples et rapides de l'espace public. Nous sommes ici dans la couche temporelle la plus active de l'action, on peut alors parler d'événements urbains.

Il faut cependant s'assurer que ces événements restent en rapport avec le projet urbain qui les justifie. Sans ça, à l'instar du projet des Animaux de la place à la Roche-sur-Yon (voir chapitre 3), la forme peut prendre le dessus sur le fond et faire redevenir l'événement une finalité. En effet, le bestiaire de Delarozière a connu un tel succès distractif qu'il avait fini par détourner les gens du réel projet d'aménagement. Malgré ce problème de fond majeur, il semble que le fil narratif avait tout de même réussi à prolonger l'intérêt des riverains sur le chantier, au-delà de la simple curiosité. On a compté en effet plus de 15 000 personnes présentes au *réveil des animaux*, l'inauguration de la place qui venait mettre fin à une série de mises-en-scène du chantier où Delarozière avait accompagné chaque étape importante du chantier par un spectacle. Qu'elles aient été vécues directement ou narrées plus tard, les histoires créées par ces mises-en-scène ont fait s'incorporer, malgré eux, le chantier aux habitants. « On dit » qu'ils ont trouvé un bestiaire d'animaux en bois, « on dit » qu'une fois le chantier terminé, les gens pourront eux-mêmes manipuler les animaux mécaniques, « on dit » que le crocodile serait déjà

¹⁷ Paquot, T. *L'urbanisme c'est notre affaire*. Op.cit. p.120

endommagé. Ces « on dit » incitent les gens à parler du projet, à le raconter. Cette narration offre ainsi une autre façon d'exister, une légitimité dans l'imaginaire collectif. Elle est aussi capable de créer un lien entre les différentes actions du projet, explique Brigitte de La Fonchais : « Cet évènement culturel est devenu un fil rouge [un lien] pour tous les chantiers de la Roche-sur-Yon. »¹⁸

Ce fil narratif est aussi utilisé dans les actions temporaires participatives et constructives. C'est ce que le collectif ETC a nommé la « matrice mythogénique. »¹⁹ Cette matrice définit un imaginaire commun autour d'un lieu permettant aux gens d'interpréter à leur façon le projet tout en restant en cohérence avec lui. C'est aussi ce que les Saprophytes ont développé en 2012 avec *Ducassee on the Moon*, la deuxième phase d'une action programmée sur trois ans à Hénin Beaumont dans le nord de la France. Après avoir établi avec les habitants le portrait de leur propre cité, le collectif a choisi d'en présenter les résultats lors d'une grande fête de plusieurs jours. Pour cela, ils ont investi le Terril 85, legs du passé minier de la région. Ils y ont construit, à l'aide d'autres architectes-artistes invités, une installation qui évoque une station orbitale (ill.4.1.3.b et ill.4.1.3.c). Cette colline artificielle, qui rappelle en effet la surface désertique et aride de la lune, a ainsi pu accueillir un grand dôme géodésique, quelques fusées en bois et une rampe de lancement/toboggan pour le plaisir de tous les habitants. L'univers poétique des infrastructures a permis d'attirer ces derniers en haut de cet espace délaissé, le reconnectant ainsi aux autres espaces publics de la ville et leur permettant de se questionner sur l'usage de leur patrimoine industriel. La narration est ici ponctuelle et permet d'offrir un regard ludique capable d'intéresser tous les publics aux enjeux urbains. Ici, contrairement à La Roche-sur-Yon, la narration du projet n'impose pas aux citoyens de s'identifier à une nouvelle image pérenne, mais elle leur propose de jouer avec, comme une autre forme de participation.

¹⁸ Propos De La Fonchais, B. Entrevue du 13 août 2013. La Roche-sur-Yon. [Voir Annexe A.4].

¹⁹ La maîtrise d'usage. Propos de Mahé, V. *Pensons le matin*. Op.cit.

Ces imaginaires offrent aussi la possibilité aux enfants de s'intéresser aux espaces publics. À Hénin-Beaumont, si ils n'étaient pas trop occupés à descendre la rampe de Terril, les enfants pouvaient aussi participer à des activités organisées dans la station spatiale. À la Roche-sur-Yon aussi, des expositions jeunesse et des visites de chantier ont été organisées autour de l'histoire des animaux mécaniques et en collaboration avec les institutions scolaires locales. Le collectif ETC, avant, et parfois pendant les projets, contacte les écoles avoisinantes pour assurer la présence du jeune public sur leurs chantiers ouverts. L'implication des enfants dans les projets participatifs semble favoriser l'appropriation habitante. «Là où les adultes se laissent parfois intimider, eux (les enfants) foncent »²⁰, explique le collectif Coloco. De plus, on ne juge pas les réalisations d'un enfant, au contraire, on s'enchant du regard neuf et de l'interprétation qu'ils peuvent porter sur le monde. Les enfants permettent de s'émanciper de toutes exigences de résultat et de prioriser de nouveau le processus. Ils sont, en quelque sorte, les catalyseurs d'une bonne atmosphère sur le chantier. Au *Jardin étoilé*²¹, projet de requalification des berges à Paimboeuf près de Nantes, dans le cadre du festival l'Estuaire en 2007, l'architecte-artiste-paysagiste japonais Kinya Maruyama, a laissé aux enfants tout l'aspect artistique de l'intervention. Sa matrice « mythogénique » à lui s'est formée autour d'un conte qu'il avait lui-même écrit sur la constellation de la Grande Ourse et les quatre points cardinaux. Une grande partie des établissements scolaires de Paimboeuf ainsi que l'école d'architecture de Nantes et celle de Tokyo, ont imaginé puis créé ce jardin évolutif. Deux grandes structures représentant les deux personnages principaux du conte (deux étoiles amoureuses), ainsi que les quatre entrées aux quatre points cardinaux du site ont été construites par les étudiants en architecture. Mais tout l'aspect décoratif du site, sols en terre cuite, fanions, vitraux, etc., a été fabriqué dans les ateliers pour enfants (ill.4.1.3.d et ill.4.1.3.e). En les impliquant ainsi, Maruyama

²⁰ Coloco. *Fertiles Mobiles*. Op.cit. p.40

²¹ Le Voyage à Nantes. [s. d.]. *Le jardin étoilé*. [Page web]. Récupéré le 4 février de 2015 <http://www.estuaire.info/fr/oeuvre/le-jardin-etoile-kinya-maruyama/>

savait que tout le village de Paimboeuf finirait par s'intéresser librement au projet, sans exigences ni préjugés. C'est en cela qu'il dit des enfants qu'ils « constituent « la colle » entre les parents, grands parents, enseignants et artisans.»²² Par leur participation, ils rendent les projets plus accessibles et plus enclins à s'intégrer sur le territoire.

Nous comprenons ici l'intérêt des actions à proposer une programmation culturelle liée par un fil narratif, cela permet d'aller chercher un public plus large et de le sensibiliser plus longtemps aux enjeux de son espace public. Cependant, nous nous devons de mesurer son utilisation. Comme l'explique Pradel, dans sa thèse sur *Les nouveaux rythmes collectifs* :

« La narration participe de l'identité nouvelle de l'espace, (...) elle doit projeter le participant dans un volume temporel, un espace où le temps se distribue autrement que dans la ville ordinaire. »²³

La narration semble effectivement jouer un rôle important dans la construction d'une image de la ville et donc indirectement sur la construction de l'identité de ses habitants. Elle ne peut donc pas être considérée à la légère, ni imposée aux communautés locales. Les actions temporaires participatives et constructives proposent de mettre en place des narrations dites endogènes, dont les histoires se nourrissent directement des habitants et leur environnement. Dans tous les cas, par le simple fait de transformer le quotidien des gens, que ce soit par un chantier ou par un spectacle de rue, l'action provoque des réactions chez les habitants. Ils discutent entre eux et se créent leurs histoires autour du projet. Les actions temporaires participatives et constructives se proposent d'inclure ces habitants, et leurs histoires, dans une histoire commune, celle du projet urbain de leur quartier. En ce sens, les

²² Egg, A-L. (2010). *Kinya Maruyama*. Arles : Éditions Actes Sud. p.44

²³ Pradel, B. *Rendez-vous en ville* ! Op.cit. p.270

événements culturels deviennent des prétextes pour intéresser les habitants à ce qui se passe chez eux et leur permettre de discuter et surtout d'agir sur l'histoire en cours. Les riverains curieux deviennent alors des citoyens acteurs qui alimentent eux-mêmes le fil narratif de leur espace urbain.

Dans la continuité des événements comme outil de médiation urbaine, les repas comptent aussi parmi les moments stratégiques importants et d'une grande efficacité pour favoriser et faciliter l'implication citoyenne. La convivialité qu'ils engendrent favorise la cohésion sociale. Il y a quelque chose de naturel, voire de primitif dans l'acte de se nourrir qui ramène chacun à un rapport simple, celui de se retrouver pour manger. Autour d'une assiette, tout le monde est logé à la même enseigne, il n'y a pas de plus talentueux, de plus intelligent, de plus efficace. La hiérarchie, la performativité ou la compétitivité sont abolies le temps d'un repas. Le repas est l'un des facteurs de rencontre les plus importants dans l'action. Quand chacun est occupé à travailler de son côté, le repas est une occasion agréable pour s'arrêter et prendre le temps nécessaire pour se connaître les uns les autres et sortir de son rôle de la journée.

La multiplicité et la diversité des événements urbains dans les actions temporaires participatives et constructives permettent de toucher et faire se rencontrer une population diverse autour des enjeux et des problématiques de leur ville. Cette dernière en devient plus accessible et plus appropriable. Ce que nous retenons est le rôle important et pertinent que peuvent prendre d'autres domaines comme la culture ou l'éducation dans la construction de la ville qui, comme l'explique Brigitte de La Fonchais, se limitait jusqu'à récemment essentiellement sur un travail d'urbanisme²⁴. L'association de ces disciplines permet en effet une mise-en-scène et une mise en perspective de l'espace urbain qui replace la ville au coeur des intérêts de ses habitants.

²⁴ Propos De La Fonchais, B. Entrevue du 13 août 2013. La Roche-sur-Yon. [Voir Annexe].



ill.4.1.3.a

Bellastock Québec. 2014. RE-SHACK. Table ronde

Crédit photo : Bernat Oliva Vives



ill.4.1.3.b

Saprophytes. 2012. Ducasse on the Moon

Crédit photo : s.o. Récupéré de <http://www.les-saprophytes.org/index.php?cat=hb>



ill.4.1.3.c

Saprophytes. 2012. Ducasse on the Moon

Crédit photo : s.o. Récupéré de <http://www.les-saprophytes.org/index.php?cat=hb>



ill.4.1.3.d

Maruyama. 2007. Le Jardin Étoilé.

Crédit photo : Sophie Bonheur. Récupéré de
<http://sophiebonheur.canalblog.com/archives/2013/06/29/27525913.html>



ill.4.1.3.e

Maruyama. 2007. Le Jardin Étoilé.

Crédit photo : Sophie Bonheur. Récupéré de
<http://sophiebonheur.canalblog.com/archives/2013/06/29/27525913.html>

4.2. Une gestion des risques paralysante

En présentant le festival comme un outil de construction et non pas comme un produit de divertissement, l'association Bellastock Québec s'est efforcé, selon les principes d'enracinement, de permanence et de diversité événementielle, de transfigurer cet événement éphémère en une action temporaire participative et constructive. L'enracinement a beaucoup été poussé par le comité de pérennisation qui, au fil des rencontres et en collaboration avec les acteurs du Sud-Ouest, a réussi à développer l'idée que les actions temporaires participatives et constructives avaient le potentiel de construire le territoire différemment. La permanence des membres de l'association sur le site a été déterminante pour l'intégration et l'acceptation locale du projet. Elle a permis d'installer une confiance auprès du voisinage et d'attirer beaucoup de riverains à l'événement. L'association Bellastock Québec a aussi travaillé sa programmation événementielle pour multiplier les chances d'intéresser un large public à s'impliquer aux questions de la réappropriation de l'espace urbain. On a pu ainsi retrouver pendant le festival des activités culturelles diversifiées : table ronde, concert, cours de dance, performances artistiques, etc.

Considérant les moyens à la disposition du festival, ces sensibilisations à l'implication peuvent être considérées comme une réussite. Malheureusement, malgré l'intérêt recueilli, la participation habitante fut très limitée. Pour des raisons de sécurité, l'accès au site est resté exclusivement réservé aux bénévoles et aux participants préalablement inscrits, ce qui a restreint considérablement l'implication locale. Malgré la diversité d'activités proposées entre les temps de construction, de repas, de concerts et de jeux, la présence du public n'étant pas autorisée sur le site, aucune implication spontanée, aucune transmission citoyenne n'a pu être générée. Seul l'éco-quartier, préalablement contacté par le comité de pérennisation, a permis la collaboration d'un artiste local qui s'est proposé d'installer son travail parmi les constructions des participants. Ce même éco-quartier nous a aussi prêté une

cinquantaine de plantes pour la construction de bacs de jardinage à partir des matériaux de réemploi. Au-delà de ces petites implications locales, seule la journée porte ouverte a pu accueillir un public extérieur qui a pu participer aux discussions de la table ronde. Mais en général, on reste loin d'une implication habitante suffisante pour aspirer à l'activation durable du site d'intervention. Il semble que « l'acte de faire »²⁵ fédérateur de Patrick Bouchain ne s'improvise pas en une édition et demande un certain savoir-faire.

Selon nous, le nombre de contraintes imposées par les règles de sécurité sur l'événement est en grande partie responsable du peu d'implication des riverains au festival. En effet, pour prévenir des risques majeurs pendant les quatre jours d'intervention - incendie, effondrement, intoxication alimentaire, etc., chacune des autorités responsables de près ou de loin du secteur a dû s'assurer de faire respecter ses règlements. Or, il reste que les structures institutionnelles concernées et les paliers décisionnels à convaincre sont nombreux : mairie d'arrondissement, régie des immeubles, ville centre, services techniques, etc. De plus, leurs processus sont souvent longs, complexes et détachés du contexte d'intervention. Chacune exige des conditions spécifiques, normées, pour délivrer les autorisations obligatoires au projet. Répondre à chacune des contraintes imposées par chacune des autorités reconnues est un travail colossal pour n'importe quelle initiative bénévole qui cherche à s'approprier simplement l'espace public. Cette démesure joue pour beaucoup dans l'intimidation des citoyens face à l'échelle de la ville.

De plus, malgré leur bienveillance, ces normes génériques conduisent parfois à des situations illogiques, voire absurdes. Pour Bellastock Québec par exemple, le bâtiment à l'abandon sur le site du festival était interdit d'accès pour des raisons de sécurité. Pourtant, le site inoccupé depuis trois ans contenait beaucoup de matériaux et de matériel réutilisable, abandonnés à l'intérieur. Des canapés, un frigo, des outils,

²⁵ Bouchain, P. (2006). *Construire autrement*. Arles : Éditions Actes Sud. p.26

des bureaux, des chaises, mais aussi des ressources de base comme du bois et du métal se tenaient à quelques mètres derrière la porte scellée et sous alarme. Ces ressources qui appartiennent aux anciens locataires et qui nous ont même offert de les utiliser, auraient été vraiment utiles pour le festival. Mais à cause du règlement interdisant strictement d'entrer dans le bâtiment, il nous a été impossible de nous en servir. Pour un événement qui veut prôner la proximité et le réemploi, être obligé de récupérer ses ressources à l'extérieur du territoire semble effectivement absurde. De même, tout accès à l'électricité du bâtiment a été refusé à l'association. Il va sans dire que tout ce qui n'était pas accessible ou autorisé sur le site, mais nécessaire au festival, a dû être compensé financièrement. Par exemple, deux grosses génératrices électriques ont dû être louées pendant quatre jours. Le réfrigérateur, autre exemple, a été acheté sur internet et récupéré en camion, lui-même loué, pour être ramené à l'éco-centre à qui des taxes doivent être payées. Ce que le hasard aurait pu offrir gratuitement à l'association lui aura coûté au final 650\$, et on ne parle là que d'un réfrigérateur et de deux génératrices: Cette échelle de budget peut paraître dérisoire en comparaison aux sommes dépensées pour les événements habituels, mais pour qui n'est pas professionnel et veut partir une initiative du genre, la marche est haute.

En tête parmi les problèmes rencontrés à cause des principes de précaution exagérés : le prix global de l'assurance exigée par la régie des immeubles de Montréal a bien failli faire annuler le festival. Pour assurer les risques liés aux personnes physiques pendant le festival, les premières assurances contractées réclamaient une moyenne de \$5000, à hauteur de 3 millions de dollars d'assurance par personne, pour quatre jours. Sans références ni expériences en assurances, l'association s'est efforcée de réunir cet argent à peine trois semaines avant l'ouverture officielle. Au lieu de mettre notre énergie à la recherche de financement de dernière minute, nous nous sommes efforcés de faire baisser le prix de l'assurance. Après négociation et persévérance, l'obstacle des assurances a pu être franchi par l'association, non sans mal, qui y a tout de même laissé le tiers de son

budget global. Il y avait là encore plus d'une raison pour décourager l'appropriation citoyenne.

Au-delà de la lutte administrative et financière qui est implicitement exigée dans toute action sur l'espace public, ce que nous soulevons ici est la mainmise du principe de précaution et de la gestion des risques dans l'acte de faire la ville. Dans le monde entrepreneurial, la gestion des risques s'estime selon le rapport avec le bénéfice des résultats escomptés. On évalue l'intérêt du projet selon cet indicateur. Or, pour des actions temporaires participatives et constructives dans l'espace public, les impacts sont difficilement mesurables. Et quand bien même, nous l'avons dit, c'est davantage le processus qui est réellement mis de l'avant, pas le résultat.

Il semble alors que gérer les risques d'un projet signifie automatiquement contrôler et figer le processus avant même qu'il ne se passe. On pourrait parler d'une pasteurisation du processus de transformation de la ville qui veut protéger la population du danger mais qui inhibe ses initiatives et son envie de faire. On souhaite conforter les habitants dans un cadre urbain propre, lisse et maîtrisé mais on favorise indirectement l'inertie citoyenne. Pire encore, on pense solutionner son besoin de vivre ensemble par des espaces ultra-conditionnés et multifonctionnels où l'appropriation est déjà préméditée, alors qu'en réalité, on proscriit une multitude d'usages in-imaginés et on finit par créer l'illusion sociale dont parlait Luc Gwiazdzinski (voir chapitre 1). Dans son livre *Fertile Mobile*, Coloco nous rappelle pourtant :

« Le projet n'est jamais figé, certaines bases sont bien programmées, certaines techniques projetées, certains résultats désirés, mais il est principalement le résultat des initiatives et des échanges pendant l'action. »²⁶

²⁶ Coloco. *Fertiles Mobiles*. Op.cit. p.99

Même si le travail de fond est laborieux, les actions temporaires ont cette capacité de diminuer l'influence des principes de sur-précaution et de contrôle sur les interventions dans l'espace public. Leur temps d'intervention court limite les risques et ouvre davantage d'opportunités aux citoyens. On peut alors laisser ces derniers expérimenter l'usage de l'espace public sans obligation ni prétention de résultat. On les libère du poids des institutions publiques pour se concentrer sur leurs envies d'espace. Cette liberté de se tromper est essentielle dans l'action, elle permet de décomplexer et relativiser l'acte de transformation de la ville. « Dans le droit à l'erreur on a la capacité d'inventer. »²⁷ Malheureusement, malgré toute la volonté et les efforts des collectifs pour essayer de développer et améliorer les conditions des citoyens dans l'espace public de la ville, l'accumulation et le croisement des paliers décisionnels qui régissent l'espace public entravent la progression de ces initiatives. Malgré un travail d'enracinement de Bellastock Québec pour considérer l'ensemble des acteurs du Sud-Ouest et prouver l'intérêt et la pertinence de l'association à développer une action durable sur le territoire ; malgré une permanence, une disponibilité et une autonomie des membres de l'association qui permet d'établir les débuts d'une confiance habitante ; et malgré une programmation diversifiée, inventive et dynamique qui a attiré de nombreux curieux sur un site pourtant abandonné depuis trois ans ; malgré tout ça, l'événement, si il s'arrêtait à sa première édition, figurerait parmi ces nombreux événements éphémères sans véritable implication habitante. Le festival n'est en effet qu'une prémice d'action temporaire participative. Beaucoup d'étapes sont encore à franchir, amenant avec elles leur lot de problèmes et de doutes. Malgré une foi inébranlable au projet, les énergies des membres de l'association Bellastock Québec ont été durement éprouvées par cette première édition. L'expérience de terrain de Bellastock Québec nous a fait prendre conscience que, si elle est prônée aujourd'hui de façon générale par les décideurs et les professionnels, la réappropriation de l'espace urbain par les habitants n'est pas favorisée par le système de gouvernance actuel. Au contraire, les

²⁷ Ibid. p.94

protagonistes du participatif doivent redoubler de ressources, d'énergies, de volontés et de temps pour arriver à les mettre en place convenablement. Si les collectifs se sentent brûlés aussi rapidement par les actions temporaires qu'ils cherchent à mettre en place, à l'instar de Bellastock Québec, c'est qu'ils n'ont pas l'expérience et la structure nécessaire pour éviter les dépenses d'énergies, du moins pas au départ. Nous envisageons alors la nécessité d'une professionnalisation de ces démarches, c'est-à-dire que dans cet interstice temporel entre le design urbain de proximité, l'architecture expérimentale et l'urbanisme temporaire participatif, il y aurait vraisemblablement une profession à inventer.

5. CONCLUSION : UNE PHILOSOPHIE D'ACTION

5.1. Praticiens réflexifs

Par principe, les actions temporaires participatives et constructives engagent les participants « dans un processus et non dans la production d'un objet ou d'une œuvre »¹. En ce sens, on peut les considérer comme des recherches-actions collectives. Leur objet d'étude s'articule autour de l'espace urbain, pour sa dimension matérielle et immatérielle (sociale). Avec leurs essais et leurs tests, les collectifs qui les mettent en place ont pris le parti de reconnecter les gens au processus de mutation de leur ville leur rendant ainsi un certain pouvoir d'action. Ils sont présents sur le terrain mais travaillent aussi beaucoup à analyser leurs modes opératoires. Ils les interrogent et les adaptent constamment selon les territoires concernés. Cette démarche leur « permet de faire des brouillons, des tests, de modifier [leurs] interventions en fonction [des] effets constatés »², expliquent les membres de Cochenko. Il ne s'agit plus de faire la ville avec la prétention de savoir ce que veulent les gens, mais plutôt de les accompagner dans l'appropriation de leur espace de vie commun. Le rôle de ces « praticiens réflexifs »³ vise à recueillir et guider l'expertise citoyenne pour la mobiliser dans les processus de transformation de la ville. Une expertise qui est d'ailleurs de plus en plus considérée comme une connaissance essentielle dans l'aménagement urbain. La montée des demandes de

¹ Darrieus, M. *AMC. Op.cit.* p.65

² Ibid.

³ La maîtrise d'usage. Propos de Chapierro, F. *Pensons le matin. Op.cit.*

participation habitante illustre bien cette évolution. Elle pose par ailleurs indirectement la question des savoirs, du statut et de la légitimité des professionnels de l'aménagement. Pour nous aider à répondre à cette remise en question, il nous semble nécessaire de distinguer ce qui est de l'ordre des valeurs citoyennes, de l'expérience habitante et des savoirs et pratiques professionnelles. Nous croyons en effet que l'urbaniste reste le plus à même de projeter la ville et de lui dessiner un horizon politique et économique, que l'architecte est le plus habilité à mettre en forme et en espace des programmations complexes, que le designer est qualifié à souligner et suggérer des usages du quotidien, que l'artiste a le talent de questionner et transformer les réalités latentes. Autant d'échelles, de spécialités et de regards formés, affinés, indispensables à la construction de la ville. Par contre, ces professions, dès lors qu'elles détiennent ces savoirs, ne doivent pas faire l'erreur de la suffisance et penser pouvoir faire la ville à elles seules. Il s'agit au contraire de considérer davantage la parole habitante dans l'équation qui pense et qui construit la ville. Dans ce sens, les collectifs revendiquent une pluridisciplinarité dans les actions temporaires participatives et constructives qui deviennent alors des plateformes d'expression urbaine ouvertes à tous. Cette pluridisciplinarité, d'ailleurs, ne s'arrête pas au domaine de l'aménagement ou de la conception. Comme l'explique Verdier, tous les acteurs de la ville doivent travailler ensemble pour être efficaces. Si l'on devait vulgariser rapidement ses propos, il explique que si il travaille seul, le concepteur fait des erreurs, l'intervenant social est impuissant et le chercheur trop pessimiste. C'est la coordination entre ces entités, nourrie pas la maîtrise d'usage habitante qui peut permettre l'émulsion urbaine collective. « Seules les formes qui naissent d'un authentique dialogue social entre concepteur, maîtres d'ouvrages et usagers sont porteuses d'avenir »⁴. Les actions temporaires participatives et constructives se proposent alors d'être l'outil, la plateforme de ce dialogue. On s'éloigne ainsi du cliché des créateurs aux connaissances absolues et d'une vision de

⁴ Verdier, P. *Le projet urbain participatif*. Op.cit. p.159

la cité, pour laisser place à des médiateurs plus à l'écoute des différentes identités territoriales.

Pluridisciplinarité revendiquée, recherche-action enracinée, Philippe Villien, architecte-urbaniste et enseignant, définit un troisième principe opératoire qui rend les actions des collectifs efficaces : l'utilisation continue des technologies numériques. En effet, via les réseaux sociaux, les présentations ludiques, les vulgarisations graphiques de système constructifs, les articles manifestes, cette nouvelle génération de praticiens rend compréhensible et donc accessible les enjeux de l'espace urbain aux gens. Ils jouent de l'hyper-numérisation du projet pour démystifier la ville, la rendre plus abordable et donc transformable par tous. « Ils ne mettent pas ces outils numériques au service exclusif de la fabrique des objets : ils les investissent totalement avec leur désir d'engendrer de puissants processus de transformation. »⁵

5.1.1. Un choix de démarche engageant

Se projeter plus facilement dans la ville, s'essayer concrètement à l'aménager, affiner les demandes de projets publics par l'expérimentation, c'est ce qui, dans le potentiel des actions temporaires participatives et constructives, intéresse les communautés locales. On ne parle plus de coup marketing anecdotique ou de faire valoir politique, mais bien d'un outil aux actions tangibles, rapides, efficaces, qui, s'il est ancré sur le territoire d'intervention, est capable de tisser des relations de confiance avec et entre les acteurs locaux. Comme le dit Alice Frémeaux : « reste à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre urbaine à leur offrir une place et des

⁵ Darrieus, M. Propos de Villien, P. *AMC*. Op.cit. p.73

marges de manœuvre. »⁶ Malheureusement, malgré un potentiel indéniable des actions temporaires participatives et constructives, et malgré leur capacité à passer au delà des réglementations et obligations oppressantes grâce au temps court de leurs interventions, la machine administrative et préventive du milieu urbain est encore suffisamment présente pour geler, même involontairement, la spontanéité et l'authenticité de ces actions. Au lieu d'offrir son soutien et faciliter les démarches de telles initiatives de bien commun, elle cherche à se protéger et se déresponsabiliser des risques. Ce comportement demande aux collectifs de redoubler d'effort, de créativité et d'énergie pour engendrer une implication suffisamment importante afin que la transmission de l'activation puisse se faire au niveau local.

Dans le concept et la théorie, les actions temporaires participatives et constructives sont bien accueillies et même soutenues. Dans la réalité de la pratique, la gestion des risques est laissée à l'entière responsabilité des collectifs, et si elle ne l'est pas, le projet est fixé à l'avance pour limiter les imprévus. Pourtant, si on veut laisser une place aux actions temporaires participatives et constructives pour que l'implication habitante puisse s'exprimer dans le processus de construction de la ville, « cela signifie aussi laisser plus de place à l'imprévu. »⁷ C'est précisément là, entre gestion de risque et imprévus que se situe l'expertise de nos praticiens réflexifs. « Risquer et assurer en même temps est notre rôle d'inventeurs de situations nouvelles. »⁸ Les actions temporaires participatives et constructives travaillent à gagner la confiance des communautés locales, mais pour cela elles ont besoin à leur tour de la confiance des systèmes qui régissent la ville. Sans ça, soit le projet est avorté à cause des normes trop strictes, du manque de moyens demandés ou simplement de l'épuisement des acteurs ; soit il perd en spontanéité, en authenticité et donc en

⁶ Ibid. Propos de Frémaux, A. *AMC*. Op.cit. p.72

⁷ Ibid.

⁸ Coloco. *Fertiles Mobiles*. Op.cit. p.100

pertinence, parce qu'obligé de se conformer aux exigences des réglementations ; soit enfin, le projet se risque en partie dans l'illégalité, sous la responsabilité des acteurs qui le coordonne, à la merci du premier incident. Et on constate de plus en plus de cas de figure où les collectifs osent la prise de risque. Ils investissent l'espace public sans en demander l'autorisation. Le collectif ETC, pourtant fort de sa notoriété et de son expérience, voit encore de nombreux projets avortés par manque de confiance des décideurs. Pour leur dernier projet *Belsunce tropical* en novembre 2014, ils ont décidé de ne plus perdre d'énergie à convaincre par les mots, mais par les faits. Ils se sont donné eux-même le droit d'investir la place Louise Michel à Belsunce (Marseille), avec l'aide des riverains. « On s'attendait à voir débarquer les flics à chaque jour »⁹ explique Florent Chapierro, mais personne n'est venu, et la place est maintenant réinvestie par les habitants. « La réappropriation de l'espace public est dans les faits »¹⁰. L'acte de faire malgré tout, voilà ce que revendique le mouvement des actions temporaires participatives et constructives. L'action demande un engagement de tous, des politiques aux habitants, toutes les échelles sont concernées. S'assurer du bon déroulement des activités est une chose, mais se rassurer par l'obtention de multiples autorisations en est une autre. C'est une façon « officielle » de se dédouaner de ses responsabilités. Sans risque, sans imprévu, en se soumettant au système, il semble difficile d'imaginer le remettre en question pour essayer de l'améliorer. Comme l'a écrit Patrick Bouchain « Il faut être vigilant mais ne pas s'inquiéter »¹¹.

⁹ Propos de Chapierro, F. Entrevue téléphonique de février 2015.

¹⁰ Coloco. *Fertiles Mobiles*. Op.cit. p.32

¹¹ Bouchain, P. *Construire autrement*. Op.cit. p.27

5.1.2. L'auto-programmation : catalyse des entités et des envies

Lorsque l'on parle de faire une place aux actions temporaires dans le processus de construction de la ville, il ne s'agit pas seulement de trouver un temps à leur consacrer dans le système actuel. Cela demande de repenser ce dernier différemment, notamment dans sa manière de programmer un territoire. Ce que proposent concrètement les collectifs, c'est, à partir d'une direction urbanistique donnée, imaginer, préfigurer les usages futurs du territoire en les testant directement sur le terrain, avec les habitants, via des actions temporaires construites. On parle aussi d'action-test.

« L'action-test, par un usage anticipé, rapide et léger, propose une expérience échelle 1 :1, une expérience urbaine et humaine, en amont d'un projet plus conséquent. Elle permet de tester et préfigurer l'utilisation future du site et donne prétexte aux acteurs concernés de se rencontrer activement, pour discuter des idées préalables et mieux apprécier leur pertinence. »¹²

Ces expérimentations d'usages permettent d'un côté de confronter la pertinence des éléments de la programmation de départ, et de l'autre, laisser s'exprimer les envies de ceux qui utilisent déjà ou qui aimeraient utiliser ce territoire. Cette auto-programmation permet d'affiner, action après action, un cahier des charges de projet précis, pertinent et réalisé de manière collective.

« Le travail in situ ne doit pas uniquement se faire pendant l'événement. Nous devons également être présents pour faire un bilan de nos interventions, analyser leurs effets pour alimenter le diagnostic du site. C'est dans l'action que nous faisons de la programmation »¹³.

¹² Collectif ETC. *Rives d'Estuaire*. Op.cit.

¹³ Darrieus, M. Propos des Saprophytes. *AMC*. Op.cit. p.65

C'est bien le rôle des collectifs de compiler les désirs de chacun sous forme de programme, de faire se transformer les contraintes de départ en atouts singuliers du projet. Les actions temporaires, dans toute l'épaisseur temporelle qu'elles présupposent, offrent de catalyser les volontés des entités déjà présentes (associations, politiques, entreprises, habitants, usagers) puis, via le moment de l'action, de les mettre en forme collectivement.

Si nous sommes certains du potentiel des actions temporaires participatives et constructives, il n'en reste pas moins qu'elles sont encore considérées comme marginales dans leur pratique. Pour faire leur place plus officiellement dans le processus de construction de la ville, les actions n'ont pas d'autres choix que de proposer une certaine viabilité économique. Loin des événements de masse capables d'engranger une économie touristique importante, ces actions locales et sociales doivent trouver une autre rentabilité pour intéresser les entrepreneurs privés. Sans ça, leur mise en application risque d'être vécue comme une contrainte supplémentaire et une perte de temps pour les professionnels de l'aménagement. Imposée, la démarche participative risque de perdre la vitalité et l'engouement qui fait sa force. Car, pour reprendre les termes de Coloco, « dans la mise en pratique des projets participatifs, l'enthousiasme est le carburant, le rêve, le moteur et l'audace, le levier. »¹⁴ La recette d'une bonne action n'existe pas, ce sont les gens derrière qui font sa qualité. Il semble donc important que tout le monde y trouve son intérêt, autant le citoyen que l'entrepreneur. L'économie touristique, si elle n'est pas considérée comme une finalité et aussi paradoxale que cela puisse paraître, reste un argument séduisant pour viabiliser (à minima) les actions temporaires participatives et constructives. Il semble en effet assez réaliste de pouvoir rentabiliser une partie des coûts engendrés par une programmation culturelle de qualité, une visibilité publique ou encore la vente de nourriture, de boissons ou autre produits sur le site de l'action. Mais au-delà de cette rentabilité immédiate, sans non plus entrer dans les

¹⁴ Coloco. *Fertiles Mobiles*. Op.cit. p.99

méandres des débats économiques qu'ils peuvent inspirer, nous croyons que les processus participatifs, de façon générale, assurent aussi (et surtout) une viabilité économique à plus long terme. Comme l'explique John Thompson :

« Non seulement la méthode accroît la « durabilité » du projet et optimise son économie, mais elle a surtout une grande valeur ajoutée envers la population en présence. [...] Il y a dix ans, la plupart de nos processus collaboratifs étaient organisés pour le secteur public. Depuis c'est aussi une méthode jugée très efficiente par le secteur privé »¹⁵.

Les membres d'ETC expliquent que ces actions permettent de faire des économies de projet sur plusieurs aspects : en multipliant les financements avec la diversité des secteurs touchés (événementiel, participatif, constructif, immobilier, etc.), en trouvant des budgets transversaux (patrimonial, social, environnemental, etc.), en créant de nouvelles économies (réemploi, permanences architecturales, etc.) et en repensant la manière de construire (participatif, expérimentale, auto-programmation, etc.).

Les actions temporaires participatives et constructives semblent donc être autant de l'intérêt des pouvoirs publics que des entreprises privées. Par ailleurs, au-delà de l'aspect économique, c'est toute une philosophie de la construction qui est en transformation. L'ensemble des acteurs de la construction prend conscience de l'importance de la parole habitante et de l'expertise citoyenne. On voit de plus en plus de projets où le privé et le public doivent collaborer. C'est dans cette perspective que viennent s'inscrire les actions temporaires participatives et constructives. Elles ont cette capacité à faire se rencontrer des univers différents, donc pourquoi pas les entrepreneurs privés avec les associations citoyennes, deux acteurs urbains importants, qui sont pourtant rarement en contact. De par notre

¹⁵ Hauptmann, E et Wates. N. Propos de Thompson, J. *Concertation citoyenne en urbanisme*. Op.cit.

immersion via Bellastock Québec, nous pouvons témoigner de l'engouement et de la forte présence citoyenne dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Il est à noter que les habitants de Pointe-St-Charles, de St-Henri, de la Petite Bourgogne et de Ville-Émard-Côte-St-Paul sont parmi les plus revendicateurs à Montréal. Leur passé d'ouvriers syndiqués et la gentrification pesante autour du canal Lachine les poussent à s'impliquer toujours plus sur les décisions concernant leur développement territorial. Les tables de concertations de ces quartiers sont très présentes dans les assemblées municipales de l'arrondissement. À raison car, grâce une nouvelle fois à l'expérience de notre terrain, nous avons pu constater un autre fait important dans le développement urbain nord-américain : la main mise des propriétaires privés par rapport aux pouvoirs publics et ce, sur une grande partie des décisions et autorisations concernant le territoire. Malgré un intérêt de bien commun reconnu par les instances publiques, c'est régulièrement que nous nous sommes trouvés à la merci du bon vouloir d'un propriétaire dans l'organisation du festival. Tantôt pour un raccordement à l'électricité, tantôt pour l'occupation de quelques places de stationnement. Autant d'énergies et de temps dépensés à tenter de joindre les responsables qu'à les convaincre de l'intérêt économique (à court ou à long terme) de nous aider. Tout cela sans pouvoir réellement compter sur les pouvoirs publics pour peser dans la balance. De ce fait, nous comprenons la difficulté et l'importance pour les citoyens de se faire entendre quand il s'agit du développement des vingt-cinq prochaines années de leurs quartiers.

Il reste cependant important de ne pas se méprendre sur notre discours, nous ne souhaitons pas entrer dans un rapport de force politique privé/public, mais plutôt de questionner différemment l'enjeu du développement urbain de Montréal à savoir : le rapport propriété/usage. En effet, réfléchir à notre manière d'user des espaces, selon qu'ils soient publics ou privés, semblent plus constructive et appelle directement à agir. Car, que ce soit les propriétaires ou

les citoyens, l'intérêt est commun : transformer et faire évoluer le cadre urbain. Toute la complexité de la question est de savoir comment agir. Un « comment » qui, à l'échelle de la ville, sonne le glas d'irrévocables décisions à prendre et fait valoir son lot d'interminables négociations. Un terrain d'entente que mettent à profit les actions temporaires participatives et constructives. D'un côté elles permettent aux citoyens de matérialiser leurs besoins et mieux les exprimer, de l'autre elles permettent aux propriétaires de se réconcilier avec les et les institutions publiques et communautaires tout en valorisant leur terrain.

Dans son livre *Construire autrement*, Patrick Bouchain nous dit qu'il est inutile de penser encore faire la ville avec des démarches n'engendrant que des mots ou ne se projetant que de façon immatérielle sur les futurs urbains. Au contraire, trop « bavardes, [ces démarches] ne peuvent que révéler le mécontentement et installer l'habitant dans un comportement d'assisté et de consommateur. »¹⁶ Ce dont les gens ont besoin, c'est de se retrouver autour d'actions tangibles pour se projeter concrètement sur le devenir de leurs espaces. « Il faut remplacer le dire par le faire et mettre le désir à l'épreuve »¹⁷. Les actions temporaires participatives et constructives se proposent d'être ce terrain d'expérimentation du faire et d'alléger et faciliter le rapport propriétés/usages de l'espace urbain. C'est au contact de l'action que les imaginaires de chacun se confrontent. Puis, ils trouvent collectivement un terrain d'entente pour qu'arrive à coexister l'espace commun. L'acte de faire est primordial pour mettre en forme les idées, éviter les quiproquos et avancer dans le processus. On ne reste plus sur des mots dont les diverses interprétations maintiennent les gens dans l'illusion d'une idée commune. On évite ainsi, au moment de la réalisation, des sentiments de frustration ou de découragement, et on déclenche au contraire une prise de conscience politique des

¹⁶ Bouchain, P. *Construire autrement*. Op.cit. p.26

¹⁷ Ibid..

populations. « Les gens qui participent à vos chantiers apprennent à prendre la parole en public, à lire un projet d'urbanisme, à se positionner sur des questions d'aménagement »¹⁸, explique Claire Hofer aux membres du collectif ETC. Les actions temporaires participatives et constructives rendent aux citoyens leur autonomie dans l'appropriation de leurs espaces de ville. C'est en ce sens que nous parlons des actions comme catalyseurs de situations urbaines. Les besoins, les envies, les compétences, les acteurs, les intérêts, ces éléments sont déjà présents sur la plupart des territoires. Les actions temporaires participatives et constructives ne viennent pas s'ajouter à un environnement, elle se propose de mettre en réaction la complexité de ses entités, par l'acte de faire. Cette approche par le processus offre une souplesse nécessaire à la coexistence des contrastes qui composent cette complexité. Faire ensemble, sur un même pied d'égalité, professionnels et usagers, dans la diversité des échelles et des compétences, ne semble plus vraiment sonner comme l'incrédule utopie d'une philosophie populiste mais bien comme l'expérience concrète d'un urbanisme de proximité.

5.2. Éphémère, temporaire, transitoire

« Parce qu'il nous faut agir, individuellement et en groupe, pour changer à toutes les échelles nos comportements prédateurs, notre rapport à la consommation et notre délégation de l'action aux institutions qui entretient l'inertie collective. Le droit de s'approprier l'espace public, de construire en tissant des relations d'amitié ou de se rencontrer dans la rue, nous le revendiquons. »¹⁹

¹⁸ La maîtrise d'usage. Propos de Hofer, C. *Pensons le matin*. Op.cit.

¹⁹ Coloco, *Fertiles Mobiles*. Préface de Clément, G. Op.cit. p.10

L'évènement est devenu un outil indispensable dans la gestion politique des villes. Il fait l'attractivité des centres-villes et légitimise de nombreux projets urbains sous prétexte d'une identité nationale ou internationale. L'évènement, dans le sens de divertissement, est aussi une économie touristique lucrative. Il joue sur une ambiguïté citoyenne tiraillée entre des envies individuelles et un besoin de faire communauté. Son potentiel fédérateur crée un sentiment d'appartenance de masse qui s'efface à la fin de chaque représentation. Cette illusion, si elle permet de soulager ponctuellement les tensions du quotidien, détourne aussi la population d'enjeux politiques importants et la maintient dans une inertie collective. Il semble bien que les événements urbains tendent à dissimuler la réalité des villes qu'ils animent, ils font illusion. Une illusion qui cache pourtant des mois de préparation et qui utilise énormément de ressources humaines et matérielles, pour une économie du paraître qui transforme le citoyen en un consommateur de sa propre ville. L'espace public devient un produit dont les usages sont condamnés par les rythmes des calendriers festifs.

Si elles pêchent sur le fond, les formes de l'évènementiel restent très efficaces. Elles sont capables d'attraper les attentions et transformer les regards sur la ville. Mais si l'éphémère est apprécié pour sa légèreté et sa poésie, il rend peu compte de l'énergie et des ressources qu'il engendre. Tel un iceberg, on ne porte attention qu'à la partie visible de l'évènement. Le pouvoir de l'échéance est absolu et justifie les mesures exceptionnelles pour faire du jour J ou de l'instant T une complète réussite. Plus encore, l'expérience accumulée des années n'est pas mise à contribution pour qualifier les impacts post-événement mais bien pour augmenter la rentabilité immédiate. En d'autres mots, l'évènement est utilisé comme une finalité économique à court terme.

Au fil des scandales politiques et des mesures économiques drastiques, les gens perdent confiance et réclament davantage de transparence et de pouvoir sur les

décisions qui les incombent. Même si ils ressentent toujours le besoin de se déconnecter ponctuellement de leur quotidien via des événements éphémères contemplatifs, il reste qu'ils sont de plus en plus nombreux à vouloir s'impliquer et participer à la construction de leur ville. Les processus officiels de consultations publiques, englués par la machine institutionnelle qui les régie, ne permettent pas la spontanéité, la rapidité et l'efficacité d'action que demandent nos rythmes de vie actuels. Les actions temporaires participatives et constructives ont ce potentiel. Grâce à leurs qualités événementielles, elles sont capables d'intéresser un large public aux enjeux urbains et d'alimenter les réflexions concrètes autour du territoire par l'expérimentation à échelle réelle. Enraciné dans un contexte local, empreint d'un participatif actif et intégré à une épaisseur temporelle de projet plus large et plus complexe, l'événement s'échappe de sa finalité pour devenir un des outils du processus de construction de la ville. Une ville qui ne se construit plus seulement pour, mais aussi par ses citoyens. Cette perspective urbaine installe les actes plutôt que les mots. Car c'est en agissant « ensemble » qu'on peut confronter les envies de chacun et collaborer à la réalisation d'espaces publics, fruit d'un travail commun. C'est parce qu'elle devient le produit de coexistences citoyennes que la ville tend à être durable.

À travers le terrain d'expérimentation de Bellastock Québec, nous avons pu constater de la force du processus d'expérimentation face au besoin de contrôle des formes et des résultats. Le processus est souple et habile, il fait de la complexité de l'environnement local une richesse. Le besoin de contrôle fait de chaque imprévu une source de stress supplémentaire. La particularité commune des actions temporaires n'est donc pas la réalisation d'objets finis ou prédéfinis, mais l'intégration, par l'action, de la population locale dans le processus créatif. L'idée sous-jacente est de développer la capacité des gens à s'autonomiser pour se réapproprier l'espace urbain. Conscients de leur pouvoir d'agir, ils peuvent s'émanciper de l'inertie collective et de l'appréhension de l'échelle urbaine

intimidante. Prioriser le processus c'est redonner ses bases à l'espace public : permettre les rencontres inter-sociales et intergénérationnelles. On y retrouve des formes simples de synchronisations sociales devenues aussi rares que précieuses.

Maintenant, il ne s'agit pas d'incorporer ces recherches-actions dans le processus actuel de construction de la ville. Ce dernier doit être repensé en considérant dans sa réflexion ce nouvel outil dans toute l'épaisseur temporelle qu'il suppose : des temps de permanence in situ pour recueillir et accompagner l'expertise citoyenne, des événements-actions pour communiquer, interroger, initier au projet participatif et un système de gouvernance locale capable d'entretenir le mouvement.

Nous avons souhaité noter, dès le début de ce travail, la différence entre la signification des mots événement et action, et les notions d'éphémère et de temporaire. On y a compris que l'éphémère n'avait pas la prétention ni de durée, ni de durabilité, et c'est d'ailleurs là sa grande force de séduction. En contrepartie, la notion de temporaire suggère le processus. Quelque chose de temporaire laisse sa place à autre chose qui s'en vient, il ne dure que pendant un temps limité qui sous-entend qu'il y a un après. En ce sens, la notion du temporaire est intégrée à une épaisseur temporelle plus large et plus complexe que la sienne.

C'est pour cette raison que nous avons choisi de parler d'actions temporaires participatives constructives : on agit en attendant un après. À mesure des avancées de cette recherche, le potentiel des actions temporaires s'est révélé de plus en plus pertinent et conséquent pour le processus de constructions urbaines. D'autres termes auraient sans doute pu se substituer au temporaire bien qu'à la manière de l'éphémère, chacun aurait entraîné une variante qui nous aurait légèrement éloigné de l'objectif. Par exemple, le terme transitoire, qui implique aussi une temporalité courte, suggère que l'événementiel serait en vue ou en préparation d'un autre état ou d'une autre transformation, cette fois plus durable. Or, ce terme infligerait à l'action

de s'inscrire dans une continuité planifiée, ce que nous ne désirons pas lui imposer. En effet, même si nous croyons que l'action s'inscrit dans un temps long et durable, elle doit aussi laisser la place à l'expérimentation, à l'essai et l'erreur de se manifester. Le terme transitoire serait donc d'une nature trop rigide, elle peut être un objectif mais en aucun cas une définition.

Si notre étude s'est essentiellement portée sur des exemples français ou européens, nous sommes convaincus qu'au-delà de l'arrondissement du Sud-Ouest, c'est tout Montréal qui est propice aux actions temporaires participatives et constructives. En effet, la typologie urbaine de la ville, formée par la grille des routes qui l'ont construite, laisse régulièrement derrière elle des espaces vacants favorables à la réappropriation citoyenne (le square Viger, Le Champ des Possibles, Le parc des Gorilles, etc.)

Autre exemple, les nombreux chantiers de construction qui font mauvaise réputation à la métropole pourraient, grâce aux chantiers ouverts, se transformer en de multiples points dynamiques et inverser positivement, dans l'idée d'une acupuncture urbaine sur la ville, les dynamiques qu'ils engendrent. Le récent colloque *Quel Chantier !*, organisé au CCA par le Bureau du design de Montréal le 8 et 9 octobre 2014, montre un certain intérêt de la ville pour ces actions temporaires. Florent Chapierro du collectif ETC y avait d'ailleurs été invité pour présenter le travail de Saint-Etienne.

Au niveau social, Montréal semble connaître, depuis quelques années, une vague d'initiatives habitantes. Sous forme de jardins collectifs, de ruelles vertes, de fêtes de quartier ou d'autres événements de proximité comme le *restaurant day* ou encore le *parking day*, les occasions de renouer avec l'espace public et les envies de faire communauté se multiplient.

Enfin, d'ordre général, Montréal est reconnue comme l'une des capitales mondiales de l'événement. Il est intéressant de se rappeler qu'avant la diversité de ses spectacles et les nombreuses infrastructures événementielles déployées, c'est l'énergie et l'enthousiasme des Montréalais de se retrouver, de sortir de nouveau dehors et de fêter l'arrivée de l'été qui a fait le succès de l'île. Les événements proposés, aussi gigantesques et spectaculaires soient-ils, ne sont rien sans l'atmosphère dégagée par leur public. Cette soif événementielle particulière aux Montréalais, si elle se tournait davantage vers une construction urbaine et sociale durable, pourrait sortir petit à petit Montréal de sa quête identitaire pour se tourner vers une ville en mouvement continu, aux espaces urbains de proximité, évoluant au fil des générations, de leurs actions et de leurs usages. Une ville souple toujours en chantier qui voit demain comme une opportunité plutôt que comme un objectif, et qui fait de chaque projet urbain un projet humain avant tout.

ANNEXE A

Entrevues

Ces entrevues ont été effectuées au courant de l'été 2013, auprès de différents acteurs en lien avec les actions temporaires participatives et constructives : architectes, urbanistes, paysagistes, sociologues et encore chargée de mission en animation urbaine. Ce panel, qui oscille entre praticiens et théoriciens, entre universitaires et constructeurs, nous a permis d'établir un horizon objectif de ces démarches urbaines pour nous aider à choisir les directions de ce mémoire. Si nous avons souhaité présenter ici les comptes rendus de ces entrevues, et non pas une transcription attachée de nos discussions, c'est pour mieux faire sentir la synthèse et le croisement des différents thèmes abordés que nous avons ensuite repris dans notre travail. Il nous semblait pertinent d'isoler, malgré tout, chaque interlocuteur dans sa dynamique spécifique pour mieux rendre compte de leur influence sur notre réflexion. Il est à noter que les passages en italiques correspondent aux propos directs des interlocuteurs

ANNEXE A.1

Le 24 septembre 2013

Compte rendu

De l'entrevue avec Florent Chiaperro,
Architecte diplômé de l'école d'architecture de Strasbourg,
Co-fondateur du collectif ETC, à Strasbourg, en 2009.

ETC a commencé en 4^{ème} année d'école d'architecture de Strasbourg. Ils ont commencé par des interventions dans l'espace public de l'école. Tout de suite une prise en considération du public comme moteur du projet s'est mise en place.

Chacun a ensuite passé son diplôme puis s'est donné entre 6 mois et 1 an de travail en agence (lui chez Edouard François par exemple). Puis ils se sont réunis pour le concours étudiant pour l'aménagement d'un espace public à St-Etienne : « Place au changement », à l'été 2011.

L'idée du projet était de faire un espace public à partir d'une friche avec une démarche de chantier ouvert (5 semaines). Tous les jours étaient proposés des ateliers de construction, de jardinage ou de graphisme pour proposer aux habitants de participer à la construction de la place. Et tous les soirs, une programmation culturelle était proposée aux riverains avec des associations locales.

St-Etienne a lancé ce concours parce qu'ils avaient une friche à l'entrée de la ville au milieu d'un projet de quartier. Leur intention de départ ne considérait pas forcément la participation habitante. Mais le collectif a offert une valeur d'usage collectif contrairement aux autres propositions qui étaient essentiellement des interventions artistiques.

Suite à cette expérience, les membres du collectif n'ont plus souhaité retourner en agence mais plutôt continuer à pousser la démarche et faire ensemble un tour de France, sur le mode des compagnons, à la rencontre d'autres acteurs comme eux.

Pour le voyage, ils se sont rapprochés de toutes les structures avec lesquelles ils avaient certaines affinités, pour discuter avec eux et faire des interviews (ça représente entre 50 et 70 structures). Parfois, de ces discussions sont nées des projets. Ils sont partis avec trois projets au début du voyage et ont fini par en faire une quinzaine dans l'année. Ils passaient une, deux, trois semaines en ville ou en campagne pour travailler avec les gens.

À la fin du voyage, ils ont organisé SUPERVILLE une grande rencontre, pendant deux jours, entre tous ces collectifs (une centaine de personnes) qui ne se connaissaient pas forcément, avec comme seul objectif de se rencontrer. Beaucoup d'enthousiasme est ressorti de cette réunion avec de grandes questions sur le pouvoir d'un réseau, sans avoir forcément la nécessité de se réunir sous un même nom.

Comment fonctionne l'équipe ETC ?

À la base un peu floue, l'équipe s'est vraiment affirmée autour d'un noyau de 12 personnes lors du projet de St-Etienne. Depuis, une quinzaine de nouveaux membres se sont joints au collectif. Mais aujourd'hui, il reste 9 membres des 12 premiers, qui sont tous salariés pour ETC chacun à une compétence spécifique. Certains sont plus doués en mécanique, d'autres en informatique, etc.

ETC est un collectif de travail mais c'est aussi un collectif de vie. Ils vivent ensemble en collocation, *une collocation itinérante*. Ils se déplacent de projets en projets avec leurs affaires et matériel dans le camion. Leur vie globale est une expérience sur ce qu'est habiter, ce qu'est l'intimité. *On a défini l'intimité au cadre de notre lit.*

Quelle place donnez-vous au participatif dans vos interventions ?

ETC dit ne pas réellement faire du participatif. Leur projet est conçu en amont, ce n'est qu'ensuite qu'ils amènent les gens à découvrir le chantier et à discuter autour, mais pas réellement à faire.

Il y a plusieurs échelles de la participation. *Arnstein¹ a mis en place une grille en plusieurs niveaux, allant de l'information à l'autogestion. Le niveau 4 est celui de la participation, mais selon les moments du projet, les organisateurs et/ou habitants se déplacent sur l'échelle.* Par exemple, si une association est invitée à venir faire à manger, l'organisation lui donne un cadre mais les membres de l'association s'autogèrent. Donc ETC fait bien de la participation mais à différentes échelles et sur plusieurs niveaux.

Y-a-t-il une méthode propre au collectif ETC ?

Il n'y a pas chez ETC une méthode préétablie mais il y a des choses qui leur semblent importantes à garder, comme la présence sur les chantiers. *Occuper un lieu et y vivre génère des choses au sein du quartier. On est plus dans la provocation de réaction dans l'univers qu'on a créé.*

On ne fait jamais ce qu'on a prévu de faire. ETC définit dès le départ une intention générale assez forte et souple pour diriger sans contraindre. ETC recherche toujours la limite entre ce qu'ils décident et dessinent et ce qu'ils laissent faire et évoluer.

Quel est l'intérêt des élus pour de telles démarches ?

Nous n'avons pas assez de recul pour vraiment pouvoir en parler. Mais aujourd'hui on vient les chercher, ils n'ont pas à engager des démarches. Ce qui ne veut pas non plus dire qu'ils acceptent tous les projets, ils s'engagent plutôt dans des projets intéressants : *on n'a pas travaillé avec Bouygues par exemple.*

C'est toujours assez compliqué de savoir comment les décideurs voient nos interventions. Pour certains, ETC sont des animateurs de rue, pour d'autres, des acteurs culturels et pour d'autres encore, de vrais architectes engagés dans une démarche sociale. *De toute façon on vient toujours un peu bousculer les gens parce qu'ils ne savent pas vraiment comment on travaille. L'organisation n'est pas protocolaire.*

Quand tu arrives à avoir un élu qui porte le projet, c'est parfait !

¹ Arnstein, S. (juillet 1969). (en) *A Ladder of Citizen Participation*, *Journal of the American Institute of Planners*. [Document électronique]. 35 (4). p. 216-224. Récupéré le 12 décembre 2014. De <http://www.anru.fr/index.php/ces/Etudes/La-participation-des-habitants>

Est-ce que les démarches participatives fonctionnent à tous les coups ?

Il y a toujours des choses à redire sur le projet. Sur chacun des projets, ETC a un esprit critique mais ils abordent chaque projet comme un laboratoire, et comme dans toute expérience, le résultat n'est jamais garanti. Un vrai projet aboutit serait de mettre tous les projets réalisés jusqu'à maintenant ensemble.

La conclusion du projet *Place au changement* montre les limites de l'espace public. Le site est mal exposé, coincé entre trois quartiers. L'animation s'est faite avec la présence du collectif mais sans eux le site perdait son dynamisme. Le phénomène *d'espace public en mouvement* est intensifié par le fait que le site appartient à trois quartiers différents. Le fait qu'il soit à tout le monde, fait qu'il n'y a finalement personne qui s'en charge vraiment.

Comment définiriez-vous votre démarche ?

Il y a deux configurations face au système actuel. Soit on développe un projet à fond en dehors du système parce qu'on considère qu'il est trop important pour pouvoir le changer, au risque de rester en marge. Soit on décide d'entrer dans le système et de le changer de l'intérieur au risque de « se brûler les ailes ». C'est ce choix que ETC a pris. Et plus ils avancent, plus leur notoriété croît, plus ils auront une force de proposition.

Peut-on parler d'une démarche durable ?

Pour chaque projet ETC, la limite majeure est le temps. Ils proposent en peu de temps d'activer un lieu pour les gens pour finalement créer des liens entre les habitants. La simple activation urbaine devient une activation humaine.

Et les projets qui ont vraiment bien marché sont ceux où ETC a collaboré avec une structure sur place, il y a en général 15 ou 20 structures qui gravitent autour du projet. Il faut aller chercher tous ces gens, avant, ou même pendant l'action.

Il y a deux façons de fonctionner avec ces structures : soit on les prévient à l'avance, mais ça peut vraiment être long. *Soit on va les chercher la veille et là c'est rapide ou double, mais le temps de réaction est super rapide.*

D'une façon ou d'une autre, c'est un gros travail que de joindre toutes ces structures.

Quelle est la place de ces démarches dans le processus de construction actuel de la ville ?

On aimerait s'installer dans un quartier pour avoir ainsi tout le luxe du temps. On expérimenterait ainsi à long terme comment, à partir de rien, on pourrait arriver à dynamiser un lieu de ville. Mais notre démarche avec le camion nous plait aussi, alors il faudrait qu'on puisse continuer les deux.

ETC croit beaucoup au travail du réseau, et faire les projets en collaboration. *La concurrence ça nous fait chiez, alors on essaie d'inverser le phénomène et d'en faire une force collective.*

Par exemple, ETC pourrait activer un lieu pendant une semaine puis laisserait, la semaine suivante, un autre collectif prendre le relais et ainsi de suite, pour laisser un impact plus important ne serait-ce que dans la durée. Ce serait évidemment la structure sur place qui se chargerait de faire le lien entre les différents activateurs.

Le projet de St-Etienne *Place au changement* qu'ils ont préparé pour la deuxième intervention pour cinq autres structures, est un bon exemple.

En ce moment, ils étudient un projet où ils viendraient dans un premier temps activer le lieu délaissé, comme à leur habitude, avec un chantier ouvert, expérimental, mais dans l'idée de revenir dans un second temps avec un cahier des charges tiré directement de cette première expérience.

Ce processus obligerait la ville et le collectif, à rédiger deux appels d'offre. Ceci rajouterait quelques strates, mais permettrait de s'introduire dans le processus conventionnel.

Le statut d'architecte est-il un atout pour trouver une crédibilité auprès des acteurs locaux ?

Si on arrivait avec notre démarche en se proclamant artiste, ça aurait beaucoup moins d'échos qu'en tant qu'architecte. Le nom « architecte », c'est con mais ça donne une certaine crédibilité sociale.

Le collectif ETC a alors à souhait de montrer les multiples facettes du métier d'architecte, parfois proche de l'artiste.

Quelle serait la juste intervention auprès des habitants ?

Le collectif ETC essaie d'appliquer leur théorie des matrices. Il y aurait trois matrices :

- Une matrice constructive liée à l'architecture paramétrique, où tu définies à l'avance les paramètres de construction (outils, type de bois, sections, etc.). Avec cette matrice tu peux *lâcher le truc*, il restera cohérent parce que tout le monde part des mêmes bases.
- Une matrice imaginative/créative. Elle définit le lieu, l'univers. Ils y font venir différentes disciplines (graphistes, urbanistes, architectes, artistes) qui, guidés par le même imaginaire et le même univers, interprètent à leur façon le projet.
- Une matrice transmissive qui correspond à un gros travail de préparation qui permet de laisser le projet s'approprier librement pendant l'action. Par exemple, utiliser un matériau à proximité ou encore faire le lien entre différents acteurs sur place permet de transmettre le projet sans un besoin constant du collectif sur le lieu de l'action.

ETC tient à continuellement bien documenter leurs projets, qu'ils soient clairs et abordables à tous. Ils laissent même les plans de construction disponibles sur le site, si jamais d'autres veulent s'en inspirer.

ANNEXE A.2

Le 1 mai 2013

Compte rendu

De l'entrevue avec Enrico Chapel
Docteur en architecture de l'université de Paris VIII.

Sa réflexion : Comment distinguer sans catégoriser ?

Dans sa recherche, Enrico Chapel s'intéresse aux nouvelles démarches de projets urbains menées par des collectifs en émergence (Exyzt, Bruit de frigo, AAA, etc.). Il a étudié leur travail et les a pour la plupart rencontrés. Il a ensuite mis en place une classification selon quatre attitudes expérimentales : Faire/ Faire ensemble / Re-Faire / Faire et défaire.

L'intérêt d'un tel classement n'est pas de catégoriser ces différents collectifs, mais plutôt d'arriver à en distinguer les manières de faire. On a tendance, en effet, à vouloir généraliser trop vite leurs actions, alors que c'est la complexité de chacune qui les rend si riche.

De là, il prend l'exemple du collectif Exyzt qui a une démarche vraiment liée à l'événement, la fête, la mise en spectacle, alors que d'autres comme Bruit de frigo ou encore Architecture-Autogérée développent une plus forte dimension urbaine dans leurs projets.

C'est sous la forme d'une exposition qu'Enrico Chapel a donné forme à sa recherche. Il souhaitait mettre en valeur les groupes français qui se spécialisent dans les actions urbaines mais qui commencent tout juste à être reconnus. C'est d'ailleurs la première fois qu'une exposition a regroupé tous ces groupes. *En France, finalement, c'est arrivé un peu tard par rapport à l'Amérique du nord. Cela s'explique par la densité de la population. À Montréal, on trouve beaucoup de*

terrains vagues, de friches abandonnées, et ce, au cœur même de la ville. A Paris, on doit en avoir un ou deux par arrondissement. C'est donc une autre approche qui s'y est développée, comme celle du paysagisme avec des gens comme Gilles Clément par exemple.

Si en Allemagne, c'est le Raumlabor qui a initié ce genre de projet, en France, les premiers c'est AAA avec un vrai accent sur le projet urbain. Il serait d'ailleurs intéressant de s'arrêter avec précision sur ce collectif pour en étudier les fondements.

Quelles pourraient être les origines de ces nouvelles démarches participatives ?

C'est vrai qu'il y a eu dans les années 60, avec tout le bagage qu'a amené la culture pop, la volonté chez certains groupes d'architectes d'aller à la rencontre des habitants et d'agir directement sur l'espace public. C'est à l'époque un comportement qui s'apparente beaucoup à celui des artistes. Mais pour Enrico Chapel, il faut faire attention à ne pas superposer les deux temps. *Il est fréquent que les gens instrumentalisent le passé pour justifier une situation actuelle.* Il est important, au contraire, de bien observer les différences entre le contexte architectural passé avec celui d'aujourd'hui. Dans les années 60, les groupes comme Archigramme, se positionnaient contre la société, c'était une attitude d'opposition. Aujourd'hui, ces groupes sont plus dans le dialogue, dans l'écoute avec le système en place, et vice versa d'ailleurs.

Il y a aussi un rapport à la question écologique qui a beaucoup changé. C'est d'ailleurs là un mémoire qui serait vraiment intéressant : pouvoir comparer les manières d'aborder l'architecture environnementale dans les années 60 et maintenant. Il serait intéressant d'étudier les différences des préoccupations urbaines par le fil de l'écologie.

Qu'est ce que l'urbanisme tactique ?

Le terme d'urbanisme tactique part de la pensée de Michel de Certeau : *L'art de faire le quotidien*. Il fait la différence entre tactique et stratégie urbaine. Il y a aussi de belles idées chez Michel Foucault avec l'hétérotopie chronique et son architecture provisoire.

Quelle est la place de ces démarches dans le processus de construction actuel de la ville ?

Enrico Chapel met le doigt sur une des grandes questions qui sous-tend notre recherche : *Est-ce qu'on peut utiliser ces actions, ces mises en situation participatives, ce travail avec les habitants, ces usagers, pour faire de la programmation ?*

Quelles traces sont laissées après une action éphémère ?

Effectivement l'éphémère ne laisse pas de traces physiques dans le lieu, il n'y a pas d'effet durable visible, mais à l'échelle de l'espace vécu et pas seulement conçu, l'éphémère a son impact. La ville n'est pas faite uniquement d'objets physiques, de pleins et de vides matériels, de situations de longue durée, avec un avenir stable, pensé, voulu. La ville a aussi de la valeur dans ses espaces « inutiles », dans ses moments gratuits, qui offrent du bonheur. C'est ça l'interprétation de l'hétérotopie d'Enrico Chapel.

La ville ne serait alors pas seulement un réseau d'aménagement ou de circulation, c'est aussi un réseau temporel, où différents temps se croisent.

ANNEXE A.3

Le 13 septembre 2013

Compte rendu

De l'entrevue semi-dirigée avec Pablo Georgieff,
Architecte-paysagiste à Paris,
Co-fondateur du collectif COLOCO à Paris, en 1999.

Après environ 20 minutes de discussion au bar des médias, au cœur de la toute nouvelle Place de la République, Pablo me propose de le suivre à Darty. Il doit y acheter de nouveaux ordinateurs pour le bureau à Bordeaux. J'y rencontre alors les Nicolas : Nicolas Bonnenfant et Nicolas (ami de Marine Lecardeur). Pablo est tout de suite occupé à négocier le prix et la livraison. J'en profite pour discuter avec Nicolas (de Marine) en *free lance* chez Coloco depuis 2 ans maintenant.

Comment fonctionnez-vous en interne ?

Tout le monde est au même niveau, chacun peut apporter ses idées. Je monte sur Paris régulièrement pour les réunions. Je m'occupe essentiellement de deux projets sur Bordeaux : l'aménagement d'une partie du Tram et une réflexion sur un moyen pour lier différents espaces de végétation dans la ville. On estime à 5 ans le temps pour ces deux projets. Ça justifie la mise en place d'un bureau là-bas.

Y-a t-il une méthode Coloco ?

Oui ! C'est de ne pas en avoir. On fonctionne tous beaucoup à l'intuition et on est capable de tout remettre en cause au dernier moment. Une grosse partie du travail vise à recueillir un maximum d'informations sur le site et auprès des habitants.

Dans les projets à l'échelle de toute une ville, c'est le seul vrai moment « participatif » des habitants.

Le participatif et les projets à grande échelle ne vont pas de mise ?

C'est trop compliqué en terme de gestion. C'est plus à l'échelle du locale qu'on se permet se genre d'intervention. Le cahier des charges est trop lourd sinon, il nécessite l'apport de professionnels. L'objectif urbain dépasse l'habitant.

Trop occupé par ces soucis de logistique, je retrouve finalement Pablo Georgieff deux jours après notre première rencontre. Il me propose de le suivre pour aller récupérer une de leur « œuvre » au Quai Branly. L'interview se fera alors dans la voiture.

Quelle serait la juste intervention auprès des habitants ?

Pablo Georgieff explique qu'il faut éviter la frustration de ne pas pouvoir s'exprimer sans non-plus tout laissé libre, sans quoi les gens n'accrochent pas, ils n'ont pas de temps à perdre. C'est toute la finesse du travail. Il faut savoir, et ça se fait souvent sur place, gérer l'équation pour une œuvre très calée, où on a besoin de main-d'oeuvre pour des choses très particulières, auquel cas, les habitants, les bénévoles, les gens qui viennent sont cadrés. Mais nous avons aussi besoin de construire les situations, pour commencer à parler de projet, dimensionner ce projet, ça se fait aussi avec des gens : les services techniques, les politiques, les institutions culturelles, les associations. Il y a différents niveaux d'organisation et de pouvoir décisionnel pour mettre en route un projet.

Quels propos tenez-vous pour intéresser les citoyens à leurs espaces publics ?

Il n'y a pas de mots magiques qui marchent à chaque fois. Au contraire nous dit Pablo Georgieff, il est intéressant de redéfinir à chaque fois, avec les gens, les mots. *C'est une belle façon pour eux de s'approprier le projet, que de lui donner un nom. On évite l'OVNI déjà tout près.*

Quel est l'intérêt des élus pour de telles démarches ?

Pour un bon projet il faut toujours un peu d'argent, mais aussi de l'attention de la part des commanditaires et surtout des pouvoirs publics. Il est facile d'obtenir les autorisations dans le court terme, pour « l'effet com », mais quand il s'agit de faire persister l'action dans le temps, c'est beaucoup plus compliqué. Ça demande par exemple, que quelqu'un reste sur place pour qu'il y ait un investissement durable. Il prend l'exemple des services techniques, sur le terrain tous les jours, qui devraient avoir les moyens d'entretenir les projets.

Il n'y a pas de garantie de résultat quand on cherche à créer du relationnel. Mais il y a un véritable intérêt pour ces décideurs envers ce style de démarche participative, collective, car c'est une façon à très moindre coup de faire de la concertation. Il y a une demande de plus en plus forte de la société, d'être informé, d'être consulté, d'être impliqué dans les projets. Les OVNI ficelés d'en haut, rencontrent de plus en plus de résistance des habitants.

Coloco approche alors les élus et les financiers, avec l'idée d'une création. *Quand on commande une œuvre à un artiste, on ne lui demande pas ce qu'il va faire.* En ce sens, la démarche Coloco, se rapproche de la démarche artistique. Grâce à son expérience, le collectif est tout de même capable de donner des dimensions de budget. *Ce n'est pas le même projet à 20 000 ou à 100 000 euros.*

Il y a aussi le retour médiatique de ces démarches qui intéresse les politiques, les photos diffusées dans les revues des villes font bien paraître avoue Georgieff. *L'espace public est la partie visible de l'iceberg d'une gestion politique. Ils en ont absolument besoin.*

Pablo ajoute que la vraie gêne du politique, c'est la possibilité d'une signature artistique trop forte. Ils veulent faire de l'espace public pour les habitants, mais ils ne veulent pas donner une plateforme d'expression aux groupes sociaux qui pourraient critiquer. Il y a une prudence politique. Il prend l'exemple du projet des berges de Seine, où les 20 mairies d'arrondissements se sont réunies régulièrement, pendant 14 mois, organisant des expositions pour s'assurer de la bonne maîtrise du projet. Le seul budget de cette concertation est, selon Pablo, bien plus élevé que l'installation jardin elle-même. *Ce fut une très longue bataille pour arriver à la réaliser. C'est donc une partie extrêmement importante du travail.*

Est-ce que les démarches participatives fonctionnent à tous les coups ?

Coloco a eu un très gros projet à Marseille, capitale culturelle 2013, pour un quartier créatif qui n'a pas fonctionné. Le projet est colossal au départ, 400 000 euros de budget, 4000m² de jardins à prendre en charge, avec 5 workshops sur 1 an et demi de saison culturelle en collaboration avec le théâtre du Merlan, scène nationale. Mais la partie *rencontre avec les habitants*, pour arriver à s'intégrer et gérer un projet comme ça, a été faite de façon légère, politiquement. *Il n'y a eu aucune présence politique pour ces quartiers depuis 40 ans, la situation était donc tendue.* Coloco a tout de même essayé d'activer le projet mais les associations, à la vue des difficultés rencontrées, ont décidé de bloquer les démarches.

Une conclusion que Pablo tire de ce projet, comme des autres d'ailleurs : *On ne peut pas intervenir dans les ensembles d'habitats sociaux en difficulté sans faire le minimum de rénovation.* Il semble en effet illogique de mettre de l'argent dans des jardins alors même que l'isolation des appartements des familles est fortement dégradée. Les copropriétés qui se battent depuis 15 ans sont en droit de refuser une installation de jardin à 400 000 euros. Il y avait *une bombe à retardement* dans ce quartier que le projet a fait exploser, preuve que la plateforme d'expression mise en place dès le début par Coloco était pertinente, mais pas dans le sens espéré. Mais preuve surtout que les habitants ont eux aussi une force de décision locale.

Quelles traces sont laissées après une intervention de Coloco ?

Chez Coloco, on préfère parler de transmission plutôt que de trace. *La trace s'apparente trop aux disciplines de l'art vivant*, explique Georgieff. Les membres du collectif ont plus tendance à initier un jardin avec des jardiniers qui vont en prendre soin dans le temps. *Dans nos projets, on commence toujours par explorer les lieux et pour y trouver les richesses, qu'elles soient biologiques ou humaines.* Il y a dès ces débuts de projet des locaux (les habitants, les partenaires, les producteurs, les investisseurs, les associations) qui s'investissent et qui s'impliquent. *On a aussi beaucoup d'étudiants, des stagiaires qui accompagnent le projet et qui restent un peu après. Et il y a enfin, le moment du projet lui-même pour transmettre des envies et des savoir-faire*, ajoute Georgieff. La pré-production peut aller de 3 mois à 2 ans, selon les projets. *On y prépare toute la logistique pour le moment du workshop. On*

a toujours au début de ces moments, une sorte de cérémonie de transmission.¹ C'est l'idée du Faire et Refaire, ça commence mais ça ne finit jamais.

Le statut d'architecte est-il un atout pour trouver une crédibilité auprès des acteurs locaux ?

Coloco se dit avant tout un collectif artistique, avec comme média les jardins et comme contexte la ville.

Il y a plusieurs façons pour Coloco, de lancer une démarche de projet : intervention spontanée, appel d'offre pour étude de paysage qui aboutit sur un projet collectif, appel à projet pour un marché public. Tout cela pourrait être au même endroit, ça montre les différents niveaux possibles d'intervention du collectif.

C'est très important pour Coloco de pouvoir partager la signature dans les projets. Il n'y a pas seulement l'architecte qui fait le projet, de la conception à la réalisation, nombreux sont les acteurs qui doivent se sentir investis. *On ne fait jamais un projet seul.*

Comment définiriez-vous votre démarche ?

La démarche nouvelle de Coloco ne s'explique pas encore bien, elle est difficilement définissable et classable insiste Georgieff. *Est-ce de l'art, de l'architecture, de l'urbanisme ? Tout ça se sont des débats stériles et paralysants, qui ne permettent pas de faire. La réalité, c'est que de plus en plus de gens se tournent vers ces démarches, que ce soit auprès des mairies à un niveau politique, ou dans l'expérimentation plus artistique. Rien qu'en France on compte une soixantaine de collectif du genre.²*

¹ Pablo Georgieff fait ici référence aux parades qu'ils organisent au début de chaque projet pour initier l'action et communiquer auprès des riverains sur l'intention de partager le moment.

² Georgieff fait référence ici à la rencontre nationale, Superville, organisée par le collectif ETC à la fin d'un voyage d'un an auprès des collectifs de toute la France : Le Grand détour de France.

Quand sait-on que l'idée du projet a bien été transmise ?

Les jardins ne se finissent jamais mais les choses en général ne restent pas pour toujours.

Il y a tellement d'enjeux, d'acteurs, d'intervenants dans leurs projets que Coloco ne veut surtout pas adopter une attitude d'hauteur. Il y a beaucoup de modestie dans leur intervention. Ils ne s'attachent surtout pas à la fidélité d'un résultat, d'une forme finie : *Si le résultat n'est pas bon par rapport au moyen, il faut changer le résultat, pas les moyens !*

Le collectif adopte vraiment une souplesse de démarche pour toujours rester dans la capacité de s'adapter. *La modification n'est pas un échec, c'est une réussite!* Pablo Georgieff avoue se faire souvent surprendre par la tournure que prennent certains projets grâce à l'implication locale. *C'est la preuve qu'il a été correctement transmis.*

Comment définiriez-vous le rôle de l'architecte dans ces nouvelles démarches ?

On peut faire différents choix face à notre société. On peut ne pas s'y plier, faire à sa manière, pour garder intact ses valeurs, on devient alors marginal. Coloco, sans porter aucun jugement sur ce choix, en a fait un différent, celui de travailler avec les structures existantes pour essayer d'avoir une influence plus conséquente sur la ville et sur la vie des gens.

(En parlant de l'exemple de la compagnie Royale Deluxe) Est-ce que la mise en scène de l'espace public (l'évènement) est indispensable pour intéresser les gens à l'espace urbain ?

L'exemple de Royal Deluxe marche parce que c'est le spectacle qui touche la population. Coloco fait un peu de mise en scène, mais leur vocation est moins dans la surprise, mais plus dans la prise de conscience chez les citoyens de leur propre capacité physique à prendre en main les choses. Coloco veut redonner aux citoyens leur pouvoir d'action.

La mise en scène de l'évènement a deux vocations : remercier ceux qui se sont impliquées depuis le début, et offrir aux autres un moment différent et peut être un nouvel intérêt pour leur quartier.

L'architecture, l'urbanisme demande un temps long, contrairement à la musique.

ANNEXE A.4

Le 13 août 2013

Compte rendu

De l'entrevue semi-dirigée avec Brigitte de La Fonchais,
chargée de mission sur l'animation
du projet de la place Napoléon à la mairie de la Roche-sur-Yon

Avant même de commencer l'entrevue, Brigitte de La Fonchais me demande si cela me dérange d'être interviewé dans le cadre du La Roche Mag du mois d'octobre, concernant mon travail de recherche sur la place de La Roche-sur-Yon. En effet, ils souhaitent communiquer aux yonnais l'intérêt que porte le projet au delà du département.

L'évènement (chantier spectacle) a vraiment été, à la Roche-sur-Yon, un de nos outils pour faire adhérer les gens au projet.

Comment est arrivé le projet du chantier-spectacle de la place Napoléon ?

À l'origine du projet, en 2010, un concours international est lancé, cinq équipes sont retenues, et c'est l'agence d'Alexandre Chemetov qui remporte le projet. Déjà, dans son projet initial, Alexandre Chemetov avait l'idée de faire intervenir l'équipe de La Machine, menée par François de Larozière. Un des bassins devait contenir des animaux, comme un « carrousel imaginaire animé qui favoriserait le rayonnement de la place »¹.

Au départ, la ville de La Roche-sur-Yon ne considérait cet aspect culturel du projet que comme une deuxième phase. L'aménagement était prioritaire. Or, lors des consultations publiques auprès des habitants, mais surtout auprès des commerçants, des inquiétudes concernant l'animation de la place ont été émises. Chemetov a alors proposé au maire de La Roche (Mr.Regnaud) de travailler en étroite collaboration

¹ Alexandre Chemetov sur la planche du concours Lauréat

avec F. Delarozière pour amener les gens à venir sur la place. Ce dernier a créé une histoire autour de la campagne d'Égypte de Napoléon, le fondateur de la ville. Napoléon, grand amateur des animaux égyptiens, aurait demandé à ses scientifiques de recréer un bestiaire mécanique pour pouvoir ramener une trace de ces animaux en France. Ce Bestiaire serait alors enterré dans les sous-sols de la ville. Cette histoire sert alors prétexte, 200 ans après, à *des découvertes archéologiques* un peu partout dans les quartiers autour de la place.

Comment a été reçue l'histoire des animaux de la place ?

Plusieurs rumeurs ont donné légitimité à cette histoire, pourtant entièrement née de l'esprit de François de Larozière, laissant le doute plané sur ce qui s'est véritablement passé il y a 200 ans.

Autre preuve d'une appropriation de la part des habitants, les écoles (environ 600 élèves) ont fait du chantier de la place un véritable support pédagogique (histoire, biologie, urbanisme, architecture) qui a débouché pour la plupart sur des actions vraiment concrètes (expositions, livre, etc). *Cet événement culturel est devenu un fil rouge pour tous les chantiers de la Roche-sur-Yon.* En collaboration avec la presse, les découvertes ont été programmées les mardis soirs pour permettre aux écoliers de pouvoir aller les voir le mercredi.

Le succès de la petite histoire du bestiaire a fait grincer un peu des dents Chemetov qui mit en garde de ne pas en oublier le véritable projet d'aménagement. Mais pour Brigitte de La Fonchais, l'histoire est une véritable opportunité pour raconter le projet d'aménagement, et ses visites pour expliquer le chantier.

Chemetov et Delarozière se connaissaient avant le projet. Et il fallait ça pour que la collaboration se fasse vraiment de façon complémentaire. Il était nécessaire que le chantier avance, mais tout en communiquant régulièrement par des événements.

Beaucoup de la communication sur le projet d'aménagement s'est fait de façon orale, lors de visites de chantier, de réunions de quartier.

Il y aujourd'hui une vraie fierté du projet de la part des commerçants qui étaient un peu frileux au départ. *Ils sont évidemment pressés que le chantier se termine mais il y a une vraie adhésion du projet grâce à la mise en narration du chantier.*

Quel était l'objectif d'un tel chantier-spectacle ?

La ville espère redonner du dynamisme à cette ancienne place d'armes transformée depuis en stationnement. Les animaux mécaniques découverts les uns après les autres lors du chantier ont perduré. Le public, habitants et touristes peuvent venir manipuler eux-mêmes le bestiaire.

L'objectif à terme est de faire venir des touristes et des gens de l'extérieur à La Roche-sur-Yon pour que la ville devienne une étape dans un parcours vendéens, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Derrière cette attraction, il y a la volonté de donner une nouvelle identité à la ville. Et que la place Napoléon en soit le symbole pour qu'elle rayonne sur les autres quartiers.

Le projet de la place Napoléon s'inscrit dans la stratégie de développement de la Roche-sur-Yon, sous un programme urbain qui s'étendra jusqu'en 2020 : Pentagone 2020. La communication autour du chantier sert aussi à expliquer ce grand ensemble de projets.

Si il n'y avait pas ce contexte urbain, ce projet seul n'aurait pas de sens. Il s'inscrit dans une stratégie de développement.

La transformation de la place Napoléon est là pour répondre à un besoin du centre-ville : renforcer l'attractivité du centre-ville pour les commerces et l'animation, densification du centre-ville (corolaire avec l'animation), privilégier les déplacements doux.

Quelle place prend l'évènement dans le processus de construction de la ville ?

La mise en scène du chantier aide à faire accepter certains enjeux importants de la place, comme celui d'abandonner de plus en plus la voiture pour les piétons. *Ce n'est pas un petit défi quand on connaît le comportement très rural des vendéens : Je me gare devant la boulangerie pour aller acheter mon pain, sinon c'est trop loin.*

Brigitte de La Fonchais reste consciente que le chantier narratif ne change pas les mentalités en une fois. Il aide au bon démarrage d'un changement de comportement, mais c'est le temps qui au fur et à mesure permettra de faire accepter aux habitants le nouvel usage de la place. *Aucune villes avec l'ambition de s'agrandir n'est passée de ses habitudes rurales à des habitudes urbaines du jour au lendemain, ça s'est fait progressivement.*

Pentagone 2020 est un projet de transformation du centre ville programmé jusqu'en 2020 par la mairie de la Roche-sur-Yon. *Le chantier de la place correspond au*

travail le plus important, le plus lourd qu'ait subi la ville. C'est rue après rue, plateau après plateau que les changements se sont opérés (ex : derrière la gare, rue Joffre). Ils ont élargi les trottoirs, rendu quasi-inexistante la dénivellation entre la rue et le trottoir pour mieux partager la circulation entre les piétons et les voitures. La place Napoléon est vraiment venue à la suite de ce premier travail plus discret.

L'évènement : un outil de communication pour la construction des villes ?

Il ne faut pas utiliser une recette magique tout le temps. Ce que la ville retiendra, c'est que la culture, au sens large (pas seulement l'évènement) peut vraiment aider les transformations urbaines. La mairie a vraiment appris à communiquer dans l'espace public, à même la rue. Ce projet a permis de redonner un rôle important à la culture dans la construction de la ville qui se basait jusqu'à présent essentiellement sur un travail d'urbanisme.

François Delarozière est un artiste de Nantes, son savoir-faire (animaux mécaniques) est très identifié à la ville de Nantes. Les Yonnais comprennent mal parfois ce lien, ils se sentent en copie de leur « grande sœur ». La ville prétend à l'intervention in situ, c'est la signature de l'artiste qui fait qu'on y voit des similitudes avec la métropole de l'ouest. Mais le projet pour la place Napoléon est bien une œuvre unique

Pour bien communiquer aux habitants les avancées du chantier et pas seulement celle de l'histoire de De La Rozière, chaque étape importante de construction s'est vue soulignée par un spectacle. La mise en eau des bassins, par exemple, a été accompagnée par un lâché public de poisson. La mise en végétation a créé pour l'occasion des machines végétales extraordinaires de la part de la compagnie de La Machine.

Le chantier n'est plus un produit fini qu'on ne dévoile qu'à la fin, il devient une véritable source d'animation tout au long de son processus.

ANNEXE A.5

Le 17 septembre 2013

Compte rendu

De l'entrevue semi-dirigée avec Benjamin Pradel

Docteur en sociologie de l'université de Paris-Est, école des Ponts Paris-Tech.

La rencontre avec Benjamin Pradel avait pour but de bien assimiler les notions d'urbanisme temporaire et de ville événementielle qu'il emploie de façon récurrente dans son travail. Je lui ai demandé dans un second temps de m'aider à prendre du recul sur mon sujet, afin de m'assurer de la pertinence de mon positionnement par rapport à tout ce qui s'est déjà dit sur les problématiques entre l'événement et le projet urbain.

Il faut savoir qu'avant notre rencontre, Benjamin Pradel a demandé à lire mon projet de mémoire pour pouvoir préparer de son côté notre entrevue. Il avait donc déjà une bonne idée de mon propos.

Comment être certain d'être pertinent dans une énième réflexion sur l'événement ?

Pour mieux positionner par rapport aux objets que sont l'événement et le projet urbain, Benjamin Pradel me conseille de les observer par un troisième qui sera mon prisme, mon angle d'attaque sur le sujet, l'entrée analytique. Pour lui, par exemple, c'est à travers les rythmes sociaux dans la ville qu'il a défini son cadre analytique et qu'il est arrivé sur la problématique de l'événement dans l'espace public. Pour lui, le lien entre l'événement et le projet urbain est la dimension itérative, répétitive.

Il semblerait, selon lui, que pour moi, ce soit à travers le prisme du lien social que je dois attaquer mon travail : Comment l'événement peut stimuler le lien et l'appropriation de la ville ? Comment peut-il valoriser la dimension identitaire des

habitants ? L'événement serait alors un médium qui permettrait l'incarnation de l'aspect démocratique dans le projet participatif urbain.

Comment se positionner dans le concept large de l'événement ?

Il y a beaucoup de différentiations à faire parce qu'il existe de nombreuses catégories d'événements. : Les festivals, les fêtes, les manifestations, les biennales, etc.

Pour commencer, on peut différencier les événements répétitifs et les événements ponctuels. En effet, le temps est une valeur intrinsèque à l'événement, il semble alors logique de le prendre comme critère de catégorisation.

Pourquoi avez-vous choisi de parler de rendez-vous collectifs dans votre travail?

L'événement est synchronisateur des modes de vies. Il permet la rencontre de trajectoires individuelles. Benjamin Pradel parle de rendez-vous collectifs. Sa recherche s'est cadrée sur le lien que produit l'événement dans l'espace public et pas dans le lien qu'il construit.

Comment aborder la question des liens sociaux en tant que designer ?

Soit on dit que l'événement fabrique du lien, dans le sens où il y a un lien entre les publics. On mesure alors comment l'événement influence les liens sociaux. C'est un aspect très sociologique, voire anthropologique de la recherche. C'est ce que Benjamin Pradel fait.

Le deuxième type de lien est celui produit lors de sa conception, entre des acteurs (élus, entreprises événementielles, organisateurs, pompiers, etc.). On aurait donc les habitants d'un côté, et de l'autre, la structure événementielle. Mon intérêt, et c'est ce que trouve Benjamin Pradel intéressant, se situe entre ces deux entités. *Comment le public peut participer à ce processus de création événementielle ?* Et en quoi celui-ci peut-il constituer un levier pour un projet urbain et social durable ?

Il y a alors deux entrées possibles. Soit on travaille sur les grands festivals avec des gestionnaires d'événement, qui ont pour mot d'ordre plus de participation habitante, soit on regarde au niveau des petites structures (association des commerçants,

écoquartier, etc.), plus locales, à l'échelle d'une rue, d'un quartier pour voir comment l'habitant peut lui-même générer du lien social.

Il faut donc choisir des objets en fonction de ce qu'on veut trouver. Il semblerait qu'il y ait, pour mon cas, trois objets principaux : 1) La mobilisation habitante, 2) la création d'un événement (action participative), 3) qui s'inscrit dans un projet urbain.

Pradel nous met cependant en garde, si l'événement peut créer du lien, il peut aussi créer des conflits dans l'espace urbain. *Le commerçant n'a en effet pas forcément les mêmes attentes que le riverain, que l'automobiliste ou que le touriste.* On ne peut pas étudier l'un sans étudier l'autre. Il faut aussi se dire que le conflit peut créer du lien.

Ces démarches s'appliquent-elles à tout type de projet urbain ?

Si on s'attarde sur un grand projet de ville, un grand ensemble pour le territoire, pour l'instant, il y a très peu de participation habitante. Mais on peut aussi dire que la requalification d'une rue est aussi un projet urbain. Il faudrait effectivement déterminer quelle est l'échelle urbaine la plus pertinente.

Les actions participatives sont-elles des démarches d'« empowerment » ?

Ce terme d'« empowerment » est très en vogue dans la bouche de politiciens. Benjamin Pradel parle d'un exemple de projet à Nantes de jardins publics planifiés sur 10 ans. La première phase serait laissée aux habitants, auxquels on grefferait des professionnels et des universitaires, pour que des usages générés, naisse le programme du projet. Il explique aussi qu'il y a des limites à cette démarche : *Qui participe ? Quel est le véritable rôle des architectes dans ce projet ?*

Quel est l'intérêt des élus pour de telles démarches ?

Derrière la conviction de cette démarche à faibles coûts, il y a aussi la question de l'acceptabilité sociale des projets. Il y a là une dimension électoraliste. Les projets étant toujours beaucoup plus longs que les mandats, si les habitants s'approprient un projet mené à bien par un élu, c'est toujours plus simple pour l'élu d'être reconduit au prochain mandat.

L'événement a cette capacité de recréer temporairement les polarités urbaines. Il peut recentrer, rééquilibrer la dimension culturelle et urbaine de la ville pendant le temps de son action.

Peut-on penser le court terme de l'événement pour construire durablement la ville ?

Penser l'événement sur le long terme a pour effet plusieurs choses. La première est une re-fonctionnalisation des espaces et des quartiers. À Montréal par exemple, il y a le quartier historique, le quartier des spectacles, le quartier des affaires. Cette lecture fonctionne à une certaine échelle de la ville. Si on y regarde de près, il y a de l'habitat dans le quartier des spectacles même si ce n'est pas la valeur première du lieu.

La deuxième chose, l'espace public événementiel est censé être flexible. Mais finalement, qu'est ce qu'il offre réellement comme accroche au quotidien ? Le « *Red light* » par exemple, ce *joyeux bordel organisé* qu'était le quartier des spectacles, générerait beaucoup plus de vie culturelle au quotidien qu'aujourd'hui. Les artistes qui y habitaient ont fui le centre de Montréal à cause des loyers, de la circulation. Des espaces alternatifs se sont créés sur les périphéries de la ville.

Enfin, la troisième chose que questionne Benjamin Pradel est la standardisation des espaces publics. Plus loin encore, c'est le contre sens du rythme proposé par ces espaces. *Si on part du principe qu'un événement urbain déclenche des réactions parce qu'il fait irruption dans un quotidien, alors créer des espaces hybrides en attente de l'événement rend les réactions bien moins spontanées.* L'événement prend alors une toute autre forme, il est perçu comme un produit, comme une consommation. On pose alors directement la question de la marchandisation des espaces publics. Ces espaces sont parfois plus pensés pour les touristes que pour les habitants. *Quels sont les vrais intérêts et enjeux, qui influencent vraiment l'évolution de ces espaces ?*

On a, pour l'exemple du quartier des spectacles, un regroupement spécifique pour pouvoir défendre les intérêts des labels de musique et des festivals face à la spéculation immobilière. On a une dynamique de projet urbain et d'événement mais, qui pour le compte, ne prennent pas du tout en compte la parole habitante.

Le discours de la ville tient sur la création d'une économie locale (hôtels, restaurants, nettoyage). Pendant les festivals, les commanditaires ont mainmise sur la scénographie. Même les usages sont restreints pendant les événements. Benjamin explique que le gros problème de la places de festivals est qu'ils n'ont laissé aucune

souplesse aux espaces, tout a été optimisé pour une façon de faire, avec des prises à des endroits précis, une scène pensée dans un sens, etc.

Quelle serait la juste intervention auprès des habitants ?

Il faut penser qu'il n'y a pas UN habitant, il y a DES habitants. La participation habitante est donc assez différente déjà selon les habitants. Pradel parle alors de deux aspects : l'acceptabilité sociale et l'appropriation de l'espace. Mais pour ce deuxième aspect, il faut absolument un stimulant, un catalyseur, un médiateur, capable de mettre en condition les habitants pour leur donner les outils et les idées appropriés.

Il faut aussi que les autorités urbaines soient assez souples et à l'écoute pour pouvoir laisser du temps, pour que ce ne soit pas un produit fini, figé. Toute la complexité tient dans l'intégration des usages. *C'est une culture qu'il nous faut mettre en place petit à petit.*

Benjamin Pradel le répète, il y a une vraie importance du pouvoir politique. Les élus ont une part de responsabilité dans les événements urbains. *Sans eux, les choix ne peuvent être pris, le politique a son mot à dire.* Sans ça, même avec toute la liberté proposée dans ces démarches participatives, le projet a besoin d'un fond commun, sinon c'est le chaos. L'échelle du projet joue beaucoup sur l'implication du politique et sur la parole habitante.

Le participatif et les projets à grande échelle ne vont pas de mise ?

Comme le concept d'acuponcture urbaine, stimuler une énergie de façon locale pourrait avoir son lot d'influences sur la globalité de la ville. *Indirectement, ou involontairement d'ailleurs, le Quartier des spectacles a permis de voir émerger de nouvelles salles alternatives en périphérie.* Chassée du centre, la culture refait alors surface en banlieue, ce qui est une bonne chose en soit mais qui malheureusement ne va pas pour lutter contre l'étalement urbain.

On parle souvent de réversibilité sociale et spatiale – le pile ou face urbain. Les espaces sont produits par la volonté des gens, par les usages qu'en fait la société, mais de l'autre côté, les espaces influencent aussi directement ces usages. Il y a alors une double définition de la ville, un aller-retour entre l'espace matériel, ses représentations, et le vécu des gens, leurs liens se déployant dans l'espace. Cette

relation entre l'URBS (l'espace) et la CIVITAS (le social) est dynamique, rythmée, dans un flux qui parfois se cristallise, notamment dans le temps des événements.

ANNEXE A.6

Le 20 septembre 2013

Compte rendu

De l'entrevue semi-dirigée avec Antoine Aubinais,
Architecte diplômé de l'université de Paris-Belleville,
Co-fondateur de l'association BELLASTOCK à Paris, en 2006.

Comment est né Bellastock ?

Bellastock est un festival à l'initiative de jeunes étudiants en deuxième année d'architecture. Investi dans l'association étudiante de leur école, ils ont souhaité, en fin d'année, faire un évènement où on laissait la possibilité aux étudiants de réaliser et non pas seulement de concevoir, parce qu'ils estiment qu'en école d'architecture, il n'y a pas assez de confrontation avec la matière.

Y-a-t-il une méthode Bellastock ?

Aubinais explique que chaque projet Bellastock reste spécifique mais qu'ils s'organisent tous autour de trois grands principes.

Explorer :

La phase recherche dure environ 6 mois, pendant laquelle ils sélectionnent un thème de construction. Ils épluchent toutes les références dans le domaine, ils rencontrent des spécialistes qu'ils font ensuite venir pour des conférences à l'école. Les conférences sont ensuite accessibles sur un site web, pour que chaque futur participant puisse se créer un imaginaire.

Expérimenter :

C'est le moment de réalisation des prototypes. Cette réalisation varie selon les matériaux disponibles et les contraintes. Ils entrent en contact avec des entreprises afin d'obtenir suffisamment de matériaux pour pourvoir à tous les festivaliers. Puis, arrive le temps du festival, qui correspond à toute l'articulation des 6 mois de recherche.

Communiquer :

Comment communiquer l'ensemble de toute la recherche-action au fil de l'année afin de permettre aux participants de se l'approprier et de l'utiliser de manière créative. Les membres de Bellastock font un travail rigoureux de documentation des diverses activités, publient des comptes rendus, des photos et autres publications sous forme de petits magazines accessibles à tous.

Bellastock veut parler d'architecture avec tout le monde. Ce n'est pas chose facile car il faut être très synthétique et simple dans sa façon de communiquer. Il faut donner envie aux gens d'être curieux. Pour le grand détournement par exemple, il y a eu plus de 800 visiteurs.

Quelle place donnez-vous au participatif dans vos interventions ?

Bellastock n'a pas fait le choix du participatif. Ils ne mélangent pas le public qui vient voir avec les festivaliers qui construisent.

Ils se considèrent, en tant que designers/architectes, comme une sorte d'interface entre le haut (les décideurs) et le bas (les habitants). Ils glanent un maximum d'informations auprès des gens pour être le plus juste et concret possible dans leur intervention. Les membres de Bellastock restent honnêtes avec *le bas* et ne cherchent pas à lui faire croire que leur travail aura forcément une influence sur ce qui se décide en haut.

Ce serait leur mentir. C'est ce qui, selon Aubinais, est utilisé encore trop souvent par les politiques pour faire des coups de communications à court terme.

Aubinais explique que le participatif fait illusion, qu'il est un outil politique pour simuler une cohésion sociale. *Faire participer les habitants c'est pas ce qui va vraiment les aider.*

Ce qu'ils ont besoin, m'explique-t-il, c'est d'un phénomène d'activation qui puisse créer des opportunités entre les acteurs du projet (habitants et professionnels). Par exemple, pour le projet Made in Vitrolles, Bellastock a engagé un jeune sur le chantier. Mais sans véritable expertise de constructeur, ils n'ont pas pu lui enseigner

des savoir-faire fondamentalement utiles. L'idéal aurait été de travailler avec des artisans locaux, et de les mettre en relation avec les jeunes.

Leurs activations urbaines auraient tellement plus de sens avec une vraie transmission de savoir-faire. L'évènement comme outil d'activation d'un processus de projet urbain et humain.

Aubinais parle alors d'une véritable gêne quand à l'utilisation de l'image *auto-construction sociale* par les politiques. Les projets ont leur effet de communication mais ne sont pas soutenus à plus long terme.

Comment fonctionne l'équipe Bellastock ?

Chacun dans l'équipe, en plus de prendre en charge l'une des activités de Bellastock (festival, ACTLAB, etc.) joue un rôle précis. Antoine Aubinais par exemple s'occupe de la partie communication. Il travaille sur l'image de Bellastock sur internet, dans les magazines, etc. Grégoire s'occupe de tout ce qui s'apparente aux ressources humaines : embauches, comptabilité, etc. Paul, lui, est le responsable pédagogique, il tisse le lien entre les écoles. Baptiste est défini comme le responsable technique et réalisation, *c'est un gros bricoleur*. Enfin, Simon s'occupe du bien-être dans l'ensemble des workshops, il veille à ce que tout le monde ait de quoi se nourrir et soit à son aise (musique, soirée, etc.).

Chacun d'eux a fait des stages professionnels en s'intéressant particulièrement au domaine qui lui a été assigné. Baptiste, par exemple, traine beaucoup sur les chantiers pour en apprendre un maximum en construction.

Au-delà de cette tâche précise, chacun est responsable d'un projet. Par exemple, Grégoire s'occupe d'ACTLAB alors qu'Antoine s'occupe plus des festivals pour 1000 personnes. C'est Paul qui s'est occupé d'organiser le dernier festival *Made in Vitrolles*.

Ils ont tous une formation d'architecte, et c'est à force d'expériences qu'ils se sont redistribués les tâches plus spécifiques. Au fur et à mesure de leur collaboration, ils ont adopté de nombreuses casquettes : planificateur d'évènement cuisinier, communicateur, constructeur, électricien, etc.

Comment définiriez-vous votre démarche ?

L'idée générale du festival est annoncée à chaque début de Bellastock : *Bellastock est un chantier – prenez soin de vous et des autres*.

L'ambiance de travail est vraiment importante pendant les festivals. Elle permet de mettre tout le monde dans de bonnes conditions. Les bénévoles tournent pour les activités (cuisine- toilettes- nettoyage – etc.) pour profiter de tous les aspects du festival.

Dans le festival, ACTLAB est une sorte d'outil de préfiguration. Il permet de tester, d'expérimenter des processus de création, de construction et de démolition alternatifs pour tenter d'améliorer les processus actuels.

Made in Vitrolles est le premier festival où Bellastock a souhaité ne pas être éphémère, mais laisser une vraie trace dans la ville.

A Vitrolles les associations n'ont pas eu de vrais liens avec les jeunes. Il a fallu un mois de discussion et d'échanges avec eux pour qu'ils gagnent confiance et adhèrent au projet. Sans ce temps plus long, l'incompréhension, le manque de communication, la frustration auraient mis fin au projet. Même pendant le festival, la discussion avec les jeunes s'est poursuivie : avenir, boulot, religion. Il les a surtout écouté, pour être plus pertinent dans l'aménagement de leur espace public.

ANNEXE A.7

Le 14 août 2013

Compte rendu

De l'entrevue semi-dirigée avec Andy Golding,
Urbaniste et chef de projet pour l'ANRU de la Roche-sur-Yon
(Agence National pour la Rénovation Urbaine)

Qu'est ce qu'est l'ANRU ?

L'ANRU est une agence qui a été créée en 2004. Ce programme vient en aide depuis 9 ans aux ZUS (zones urbaines sensibles). Ce sont, la plupart du temps, des quartiers d'habitat HLM, codifiés/étiquetés *en difficulté* par l'État. On a, en effet, délimité, à partir des années 80, dans la politique géographique française, certaines zones urbaines sensibles, dont celle des Forges à La Roche-sur-Yon en Vendée, celle-là précisément dont s'occupe Andy Golding.

Le mot *sensible* est utilisé aussi bien pour décrire des zones en difficultés sociales que des zones soumises à des risques sismiques par exemple. Pour la majorité des cas, les ZUS pointent les problèmes liés aux grands ensembles et leurs grandes tours en périphérie des villes.

Comment s'est créée l'ANRU ?

Après de nombreux échecs, l'ANRU est la toute dernière génération des plans de rénovation mis en place depuis 20 ans par l'État. Il est intéressant de noter que la succession de chacun de ces plans s'est faite, à chaque fois, en réponse à des événements urbains tragiques (manifestations, émeutes). Aujourd'hui, les faits

divers ponctuels, font office de vérité et l'urgence de notre société oblige à établir des solutions à courte visibilité.¹

Quelle différence fait l'ANRU avec les anciens programmes ?

L'ANRU possède un véritable pouvoir d'investissement et donc de changement. Ils interviennent sur toutes les facettes des projets, aussi bien sociales qu'urbaines. Ne plus penser séparément ces deux dimensions est une des grandes différences avec les plans précédents. Ils mènent en parallèle d'autres volets sociaux comme *Les contrats urbains de cohésion sociale*, spécifiques aux actions culturelles et associatives.

On fusionne l'architecture, la cohésion sociale et l'urbanisme au service des habitants. Le problème des programmes d'avant était qu'ils avaient autant de spécialistes que d'outils, multipliant les acteurs d'un projet et créant beaucoup de flou quant aux objectifs poursuivis.

Quelles sont les actions de l'ANRU ?

La plupart des projets de l'ANRU commencent par la démolition d'une barre d'immeuble afin de désenclaver les quartiers dits en ZUS. Si les politiques parlaient auparavant de *renouveau urbain*, aujourd'hui, tous sont d'accord pour parler de *rénovation urbaine*. Il n'est plus question de partir de la table rase, il faut reconstruire la ville sur elle-même, conserver les populations existantes et leur patrimoine. Le choix de la démolition aujourd'hui se fait sur des bâtiments qui ne tiennent plus debout ou qui nuisent vraiment à la cohésion du quartier. Andy Golding nous fait quand même remarquer que c'est un procédé paradoxal avec la logique de densification des villes (Jean Nouvel construit des tours de 30 étages par exemple).

Quelle est l'approche de l'ANRU vis-à-vis du participatif et de l'événementiel ?

Le cœur du métier d'un chef de projet de l'ANRU n'est pas simplement celui de l'urbaniste (même si c'est la formation de base de Andy Golding). Il y a un véritable

¹ Finchelstein. (2011) G. *La dictature de l'urgence*. Éditions Fayard. Paris. 240 pages

temps de pédagogie dans chacun des projets. D'autant plus qu'à la Roche-sur-Yon ou il y a une forte tradition de consultation. L'échange avec les habitants se fait aussi bien en préparation au projet que pendant : *on explique puis on accompagne.*

Le premier travail a consisté à mettre énormément d'outils en place dans le quartier pour pouvoir échanger avec les habitants. Avant même de parler d'évènement ou de participatif dans le quartier, il était primordial pour l'ANRU de créer une proximité et une présence avec les gens : *il faut pouvoir répondre instantanément aux habitants, à leurs craintes, à leurs inquiétudes.*

Quels sont les outils de l'ANRU ?

L'ANRU a créé ce qu'ils appellent des temps de concertation, ainsi qu'un comité de suivi habitant (34 habitants volontaires) qui se réunit tous les trois mois. Ces *leadeurs locaux* sont un vecteur d'échange très important pour le quartier. L'ANRU fournit à chaque réunion un document qui résume le point d'avancement du projet pour qu'ils puissent transmettre l'information et qu'ils fassent des retours du quartier entier aux rencontres subséquentes.

L'ANRU de La Roche-sur-Yon a aussi mis en place des conseillers à disposition deux fois par semaine dans le quartier (mardi et vendredi). Ils se sont installés directement dans les maisons de quartier où les gens avaient déjà leurs habitudes. *On ne vient pas forcément pour discuter des projets urbains en particulier mais des sujets du quotidien dans lequel intervient parfois l'ANRU.* C'est une approche plus naturelle, moins officielle, plus proche des gens, une approche où les conventions ne stérilisent pas tout.

Le projet est d'abord pensé dans ses grandes lignes, sans les habitants. L'engagement politique urbain donne les objectifs de départ mais ne concerne pas l'échelle des individus. *Les habitants se fichent des millions d'euros, de la cohésion sociale, ils veulent savoir quels seront les impacts de l'aménagement de l'espace vert à côté de chez eux.* C'est là pour l'ANRU, dans l'étape opérationnelle, et non plus politique, que la discussion est intéressante, parce qu'elle permet d'intégrer le vécu des habitants dans le projet.

L'ANRU met aussi en place des ateliers de concertation (urbanisme participatif / atelier de proximité) qui réunissent une vingtaine d'habitants autour du projet afin d'imaginer, avec eux, ce que pourrait devenir leur quartier. C'est ce qui s'est passé avec le quartier Jean-Moulin, où tous ont pu faire leurs propres propositions. Toutes ont été entendues et mises en écho avec le plan directeur de l'urbaniste en chef. Il est même arrivé plusieurs fois que ce dernier revienne sur ses idées après une réunion.

C'est un vrai échange où chacune des parties apporte à l'autre, et pas seulement les chargés de projet qui expliquent aux habitants ce qui est le mieux pour eux. Il y a une véritable considération de la parole habitante.

Quels sont les espaces d'interventions de l'ANRU ?

L'ANRU est complet dans ses disciplines d'interventions mais aussi dans les espaces où il intervient. Il contribue vraiment à améliorer le quartier sur plusieurs niveaux : chez le locataire, sur le bâti, sur la voirie, sur les espaces publics et sur l'espace des pieds d'immeuble, véritable espace de vie. C'est d'ailleurs ce dernier point qui fait la véritable différence entre l'ANRU et les anciens plans de rénovation urbaine. L'idée est de redonner une identité à ces seuils collectifs, ces espaces verts en pied d'immeuble, trop souvent délaissés, qui sont pourtant d'authentiques points d'orgue de la vie urbaine et sociale du quartier. La volonté est de faire en sorte que les habitants s'approprient ce lieu, qu'il y ait une *résidentialisation* de ce *sas de décompression*. Les habitants y attachent une grande importance.

Quelle serait la juste intervention auprès des habitants ?

Un enjeu important pour l'ANRU est de conceptualiser les espaces de vie auprès des habitants. Il est essentiel qu'ils comprennent l'importance et les influences que leur cadre de vie peut avoir sur leur quotidien. En discutant avec eux, les employés de l'ANRU leur font prendre conscience petit à petit de l'espace qui les entoure et de l'utilisation (ou non) qu'ils en font. C'est très compliqué au départ, me dit Andy Golding, parce que les gens n'ont pas conscience de ce qui les entoure : *Un espace vert, c'est un espace vert quoi !* Mais c'est en discutant avec eux, avec le temps, qu'ils finissent par se rendre compte qu'ils n'ont, effectivement, pas vraiment de lieu pour se rassembler, se parler, se rencontrer, ni même manger.

Par rapport à ce travail de pieds d'immeuble, il est à noter, explique Andy Golding, qu'au fil du temps, avec l'individualisation de nos sociétés et le développement des habitats collectifs, on a perdu notre rapport au sol. Les architectes des années 60 ont beaucoup travaillé sur le rapport à la tour et à l'horizon, mais ils ont délaissé notre rapport au sol, qui est notre lien à la ville.

Tout ne fonctionne pas comme on le souhaiterait mais selon Andy Golding, l'important c'est d'en avoir eu l'intention. Il faut montrer qu'il y a eu intention de le faire, essayer de le faire. Le résultat final n'est jamais celui escompté, mais

l'important c'est d'avoir été transparent et honnête dans les intentions tout au long du processus.

Quelle pourrait être la place de l'événement dans une démarche de l'ANRU ?

Pour A. Golding un événement c'est tous ces moments où on laisse place à la parole habitante. *Prendre en compte l'habitant, son inquiétude, son idéal.*

Lors des ateliers de concertation, Andy Golding et son équipe vont tenter, par des petits exercices, d'ammener les habitants à parler de leur espace de vie de manière pertinente plutôt qu'anecdotique. Le premier exercice consiste à demander aux résidents ce qui, pour eux, fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans leur immeuble. A priori anodin, ce travail permet à l'équipe de l'ANRU de définir une liste de priorités d'intervention dans le futur projet d'aménagement urbain. Une fois ce premier rapport établi, pour le moins concret, les habitants sont invités à rêver leur quartier, à exprimer leur idéal. Encore une fois, le démarrage de la discussion est long, cela demande plusieurs réunions avant que tout le monde arrive vraiment à s'exprimer, à se lâcher.

Pour Andy Golding c'est la parole habitante qui est vraiment au cœur du projet. L'événement serait plus un outil de consécration. C'est le rassemblement entre les habitants acteurs du projet et ceux qui le découvrent à la fin. Il y a une narration entre eux qu'il est intéressant à mettre en avant. *Pour moi c'est ça l'événement, c'est la rencontre des mondes.*

La culture et la ville font bon ménage. Selon Golding, la ville a un temps continu, ce qui est espace de déambulation la journée, peut devenir l'espace d'expression durant la soirée. Trop souvent, malheureusement, la culture est utilisée comme *la cerise sur le gâteau*, celle qu'on ne met qu'à la fin pour l'*esthétique*. L'événement comme outil de légitimation du projet urbain.

À l'ANRU, ils travaillent sur des quartiers où il n'y a, la plupart du temps, pas UNE mais PLUSIEURS cultures. De plus, la culture n'est pas la même si on se trouve en centre-ville ou en zone périurbaine. Golding raconte que dans des métropoles comme Bordeaux, Paris, Rouen, la culture urbaine dite *européenne* tend à se systématiser (colombages, façades haussmanniennes, etc.). Cette culture appelle en conséquence une population *un peu figée*. À l'inverse, selon lui, les choses bougent davantage en périphérie (street wear, hip-hop, etc.). Ces quartiers multiculturels sont riches de toutes leurs différences. Les gens n'ont plus vocation à tout centraliser, ils développent leur propre culture, pour eux-même. *Ce n'est plus Zidane qui sort des quartiers, ce sont les habitants qui invitent les autres à venir voir ce qui se passe*

dans leurs quartiers. Le but de l'ANRU est de vraiment mettre en valeur cette richesse interne, et ne pas en faire un *merchandising bobo-isant*.

À l'ANRU, on souhaite travailler avec ce socle aux multi expressions. C'est la base de l'idée de rénovation.

Andy Golding se réserve à chaque année une enveloppe de 50 000 euros pour soutenir une initiative culturelle ou une association du quartier, pour créer des activités avec, par, et pour les habitants. Tantôt sous forme d'objets, tantôt de manifestations, de spectacle, de pique-nique, tout est accepté, à condition que ce soit pour aider à mettre en valeur le quartier. Révéler cette culture, c'est permettre d'ouvrir le quartier sur l'extérieur tout en gardant son identité. Le travail de l'ANRU est de faire en sorte que chaque quartier ait son intérêt propre. C'est l'*opportunité* pour les habitants de se sentir fier et mieux chez eux.

Quel est le scénario classique de prise en charge des habitants par l'ANRU ?

Le Deuil

Le premier volet mis en place par l'ANRU pour l'habitant, c'est la **prise de conscience**. (Andy Golding m'avoue être lui même un relogé ANRU et que cette phase-là est vraiment importante). L'équipe explique le projet aux habitants de la façon la plus simple possible pour qu'il soit assimilé par tous. Les projets de l'ANRU démarrant quasiment toujours par la démolition d'une tour, les membres de l'agence sont souvent perçus de façon négative à leur arrivée. En plus de ça, ils sont obligés d'annoncer le bouleversement de façon officielle, par lettre postale, ce qui à tendance à dramatiser encore plus la nouvelle. Ce temps de réflexion, *de digestion*, est comparé par Andy Golding à un temps de *deuil* des habitants.

Le suivi

Il y a donc un temps de suivi, d'accompagnement durant le projet, parfois psychologique. Il est arrivé qu'il y ait des suivis personnalisés. Certains habitants subissent, en effet, plus ou moins bien le relogement. Ce dernier faisant partie des grandes lignes urbanistiques, des habitants le subissent parfois violemment : *c'est comme un viol de leur logement* explique Golding. Il y a donc une véritable pédagogie à mettre en place en pour arriver à gérer cette première approche pour le moins brutale.

La collaboration

Une fois le doute et le scepticisme passés, le projet ANRU passe dans une phase plus participative, plus collaborative. L'idée est de faire réfléchir les habitants, de *construire une fierté* autour du projet pour qu'ils prennent confiance. L'équipe ANRU est omniprésente durant cette période et donne beaucoup de temps pour établir cette confiance. Ils s'implantent directement dans le quartier, dans la maison de quartier des forges. Ils appellent ce lieu le PIC, le Point d'Information Concertation. Tout le monde peut y aller, pour discuter, récupérer des informations. C'est aussi le lieu des consultations publiques et des ateliers de concertation qui ont lieu jusqu'à la veille des chantiers. Ce dernier point est important pour garantir une transparence maximale dans les décisions.

Le chantier

Vient ensuite le temps du chantier où les habitants sont plutôt passifs, mais surtout curieux et fiers de voir l'évolution de LEUR projet.

L'inauguration

Vient enfin le temps de l'inauguration, de *l'évènement* en tant que tel, où l'ambiance est loin des conventions/cravates avec le préfet, mais respire vraiment la convivialité du quartier. Par exemple, pour le dernier vernissage, un méchoui a été organisé par les habitants avec la maison de quartier. Plus que le plaisir de se retrouver pour fêter une étape importante dans leur cadre de vie, dans leur quotidien, ce fut l'occasion pour les curieux de s'intéresser (enfin) au projet.

Quelles sont les limites de l'ANRU ?

On ne pourra jamais mobiliser tous les habitants du quartier pour un projet ANRU. Ceux qui s'impliquent sont souvent les mêmes, c'est-à-dire, ceux qui sont directement concernés par le relogement, les curieux et les passionnés de leur quartier. Mais il est utopique de croire qu'un projet urbain, même le mieux communiqué du monde, intéressera tout le monde.

Par contre, une des limites de l'ANRU, est qu'il ne concerne que les quartiers répertoriés en ZUS. Les autres quartiers HLM des alentours, même si ils le souhaitent, ne peuvent pas profiter de cette démarche de rénovation urbaine.

Quel est le suivi de l'ANRU sur le long terme ?

On a vu que l'ANRU s'était donné pour mission de suivre les habitants dans leur relogement. Mais ils ne le font pas seulement en amont du projet, mais aussi pendant, et surtout après. En cas de difficulté majeure (licenciement, décès, discrimination, etc.) pendant le relogement, l'ANRU a mis en place un bouclier logement. Il y a aussi des aides financières qui peuvent être apportées à la famille jusqu'à 5 ans après le relogement.

Un règlement strict a été mis en place par l'ANRU pour protéger le confort des habitants. Le relogement doit se faire dans un quartier choisi par la famille et à loyer constant, sauf choix contraire de la famille. Cette phase de relogement est la plus conséquente et aussi la plus surveillée des projets de l'ANRU. Chacun des chefs de projet se doit de justifier au moyen de beaucoup de statistiques, de permissions, de formulaires, toutes les étapes d'un relogement. Il y a un suivi, avec bilan, jusqu'à 24 mois après le déménagement. On parle de *veille du relogement*. Tout est à prendre en compte. Si la famille relogée perd un emploi ou pire, un parent, et que ses moyens deviennent différents, il faut pouvoir intervenir pour les aider. À La Roche-sur-Yon, l'ANRU fait ce suivi pour 130 personnes depuis deux ans, *c'est un travail considérable* souligne Golding. Il faut ajouter à cela toute la partie psychologique des familles qui ne se dévoilent pas toujours facilement au premier représentant. *En général, on a peur de montrer ses problèmes intimes, de se confier.*

Comment définiriez-vous le rôle de l'urbaniste ?

Golding explique qu'en tant qu'urbaniste, on doit être capable de comprendre un enjeu politique et savoir le transcrire en enjeu urbanistique opérationnel, mais aussi (voire surtout) être capable de transcrire cet enjeu urbanistique opérationnel à l'habitant. C'est pour mener à bien cette double interprétation que les équipes de l'ANRU s'associent avec des correspondants de quartier. Le rôle de ces derniers est de connaître tout le monde. Ils sont basés dans la maison de quartier. Ils font de la veille technique et sociale, ils font la *gestion du quotidien*. *C'est le premier rapport de confiance qu'il faut établir.* Ils font fonctionner et valider la matrice et les stratégies de l'ANRU dans le quartier.

Quelle la procédure officielle de l'ANRU ?

Golding explique que chaque projet ANRU est abordé selon neuf thèmes :

1. Projet urbain
2. Avancement opérationnel du projet et gestion du quotidien
3. Les clauses d'insertion ANRU (les gens du quartier peuvent travailler eux-mêmes sur le projet)
4. Communication
5. La gestion urbaine de proximité, la quotidienneté (rassurer les habitants, les aider en temps de chantier)
6. La culture
7. La communication et la concertation
8. Le financement
9. Le relogement

Il y a 78 acteurs pour un projet ANRU

Plus on avance dans le projet, plus on fait de terrain et plus on zoom sur l'opération, plus on doit être précis.

BIBLIOGRAPHIE

Références bibliographiques

- Bouchain, P. (2006). *Construire autrement*. Arles : Éditions Actes Sud. 192 pages.
- Bonnemaison, S. et Eisenbach, R. (2009). *Installation by architects. Experiments in Building and Design*. New York : Pinceton Architectural press. 193 pages.
- Boullier, D. (2010). *La ville événement, foules et publics urbains, la ville en débat*. Paris : Éditions Presse Universitaire de France. 160 pages
- Catsaros, C. (2006). *Le Lieu Unique. Le chantier, un acte culturel / Nantes*. Arles : Éditions Actes Sud. 96 pages.
- Chaudoir, P. (2000). *Discours et figures de l'espace public à travers les arts de la rue*. Paris : Éditions Harmattan. 318 pages.
- Coloco. (2012). *Fertiles Mobiles, cultiver ensemble l'espace public*. Paris : Tous contre éditions. 144 pages
- Comité invisible. (2007). *L'insurrection qui vient*. Paris : La Fabrique éditions. Floch. 253 pages
- Darrieus, M. (avril 2014). Jeunes et engagés, ils sont les nouveaux architectes de la proximité collectifs d'architectes. [Article]. *AMC*. (232). p.64-73.
- David, C. (2011). *Royale Deluxe 2001-2011*. Arles : Édition Actes Sud. 269 pages
- Devilliers, C. (1994). *Le projet urbain*. Paris : Editions du Pavillon de l'Arsenal.
- Dorra, I. (2009). *La pensée en architecture au "risque" de l'événementialité*. Paris : Édition l'Harmattan. 240 pages.
- Egg, A-L. (2010). *Kinya Maruyama*. Arles : Éditions Actes Sud. 121 pages.

- Fèvre, A-M. (2007). *Le Channel. Histoire de construire une scène nationale / Calais*. Arles : Éditions Actes Sud. 105 pages.
- Finchelstein. (2011) G. *La dictature de l'urgence*. Paris : Éditions Fayard. 240 pages
- Girard, A. (2014). *RESHOP, catalyseur du métabolisme urbain*. (Mémoire de maîtrise non-publié). Université du Québec à Montréal.
- Hauptmann, E et Wates. N. (2010) *Concertation citoyenne en urbanisme, la méthode du community planning*. Paris. Éditions Adels/Yves Michel. 150 pages.
- Jacob, J. (1961). *Déclin et survie des grandes villes américaines*. (Parin-Senemaud, C. trad.) Marseille : Éditions Parenthèses. (2012). 432 pages.
- Lévesque, C. (2011). *À propos de l'inutile en architecture*. Paris : Éditions l'Harmattan. 253 pages
- Masbouni, A. (2004). *Gênes, penser la ville par les grands événements*. Marseille : Éditions Parenthèses. 113 pages.
- Paquot, T. (2010). *L'urbanisme c'est notre affaire : Pour un urbanisme participatif*. Nantes : Édition Comme un accordéon et l'Atalante. 176 pages.
- Paquot, T. (2009). *L'espace public*. Paris : Édition La Découverte. 125 pages.
- Pinson, G. (2009). *Gouverner la ville par projet : Urbanisme et gouvernance des villes européennes*. Paris : Presses de Science Po. 418 pages.
- Pradel, B. (2012). L'urbanisme temporaire : signifier les « espaces-enjeux » pour réédifier la ville. *Espaces de vie, espaces-enjeux : entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*. Rennes : Presses Universitaire de Rennes. Ch.15. p.245-256.
- Pradel, B. (mars 2012). L'urbanisme événementiel : vers des espaces publics hybrides ? *Les territoires et les organisations à l'épreuve de l'hybridation*, 3èmes Rencontres scientifiques internationales Territoire, Territorialisation, Territorialité, UMR PACTE. Grenoble
- Souyri, C. (2013). *Un (en)jeu d'échelle*. Mémoire de Master 2 (non publié). ENSA Paris La Villette.
- Verdier, P. (2009). *Le projet urbain participatif, apprendre à faire la ville avec ses habitants*. Paris : Éditions Yves Michel et Adels. 264 pages.

Younès, C. et Paquot, T. (2000). *Ethique, architecture, urbain*. Paris : Édition La Découverte. 228 pages.

Références électroniques

À La Roche, le coût de la Place Napoléon fait polémique. (19 décembre 2011). *Ouest-France*. [Article]. Récupéré le 5 décembre 2014 de <http://www.ouest-france.fr/la-roche-le-cout-de-la-place-napoleon-fait-polemique-2304>

Arnstein, S. (juillet 1969). *Une échelle de participation citoyenne*. [Document électronique]. (Comité d'Évaluation et de Suivi. Trad.). ANRU (2006). Récupéré le 12 décembre 2014 de <http://www.anru.fr/index.php/ces/Etudes/La-participation-des-habitants>

Association Québécoise de l'Industrie Touristique. (2015). *Le tourisme au Québec en chiffres*. [Tableau de données]. Récupéré le 24 mars 2015 de <http://www.aqit.ca/aqit-5-le-tourisme-au-quebec-en-chiffre.php>

Bacqué, M.H. et Gauthier, M. (2011). *Participation, urbanisme et études urbaines : Quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein »*. [Article]. Récupéré le 20 avril 2015 de <https://www.cairn.info/revue-participations-2011-1-page-36.htm>

Barthon, C. Garat, I. Gravari-Barbas, M. et Veschambre, V. (2007). L'inscription territoriale et le jeu des acteurs dans les événements culturels et festifs : des villes, des festivals, des pouvoirs. [Document électronique]. *Géocarrefour*. 82(3). Récupéré le 23 janvier 2013 de <http://geocarrefour.revues.org/2155>

CAUE 78 (avril 2015). *La Confluence, un territoire en construction*. [Page web]. Récupéré le 15 avril 2015 de <http://caue78.archi.fr/spip.php?article532>

Collectif ETC. (2014). *Osthang project*. [Page web]. Récupéré le 5 novembre 2014 de <http://www.collectifETC.com/realisation/osthang-project/>

Centre Canadien d'Architecture. (s. d.). *Cedric Price : Fun Palace*. [Page Web]. Récupéré le 11 septembre 2014 de <http://www.cca.qc.ca/fr/collection/283-cedric-price-fun-palace>

Chaudoir, P. (2007), La ville événementielle : temps de l'éphémère et espace festif. [Document électronique]. *Géocarrefour* 82(3). Récupéré le 24 janvier 2013 de <http://geocarrefour.revues.org/2301>

Gwiazdzinski L. (2009). Chronotopies – l'événementiel et l'éphémère dans la ville des 24h. [Document électronique]. *BAGF – GÉOGRAPHIES*. Récupéré le 03 février 2013 de http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/55/11/20/PDF/Chronotopie_BAGF.pdf

Gravari-Barbas, M. et Jacquot, S. (2007). L'événement, outil de légitimation de projets urbains : l'instrumentalisation des espaces et des temporalités événementiels à Lille et Gênes. [Document électronique]. *Géocarrefour*. 82(3). Récupéré le 23 janvier 2013 de <http://geocarrefour.revues.org/2217>

La maîtrise d'usage : comment contribuer à la transformation de la cite ? Rencontre avec le collectif ETC. (15 février 2015). *Pensons le matin*. [Article]. Récupéré le 3 décembre 2014 de <http://www.pensonslematin.fr/maitrise-dusage-comment-contribuer-a-la-transformation-de-la-cite/>

Pimp My Descartes : 150 constructeurs pour relooker le campus de Marne-la-Vallée. (17 juillet 2014). *Le courrier de l'architecte*. [Article] Récupéré le 15 avril 2015 de http://www.lecourrierdelarchitecte.com/article_5987

Pradel, B. (2007) Mettre en scène et mettre en intrigue : un urbanisme festif des espaces publics. [Document électronique]. *Géocarrefour* 82(3). Récupéré le 28 janvier 2013 de <http://geocarrefour.revues.org/2177>

Larousse. [s.d.]. *Dictionnaire français*. Récupéré le 30 novembre 2015 de <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/constructif/18503?q=constructive#18398>

Le Voyage à Nantes. [s. d.]. *Le jardin étoilé*. [Page web]. Récupéré de 2015 <http://www.estuaire.info/fr/oeuvre/le-jardin-etoile-kinya-maruyama/>

Les écoles d'architecture sont trop éloignées de la réalité. (9 mai 2014) Propos de Corvi, F. *Etudinfo*. [Article]. Récupéré le 5 novembre 2014 de <http://etudinfo-mag.com/interview-ecoles-architecture-4175.html>

Made in Vitrolles. [Page tumblr]. Récupéré le 24 septembre 2014 de <http://made-in-vitrolles.tumblr.com/>

Ménard, N. (2010, 16 mai). *La ministre du Tourisme soutient les festivals et événements du Québec*. Propos tiré d'un communiqué de la ministre du Tourisme du

Québec, Nicole Ménard, sur le site officiel de Tourisme Québec. Récupéré le 26 juillet 2014 de <http://www.tourisme.gouv.qc.ca/medias/communiques/ministre-tourisme-soutient-festivals-evenements-quebec-992.html?page=45>

Pradel, B. (2010). *Rendez-vous en ville ! Urbanisme temporaire et urbanité événementielle : les nouveaux rythmes collectifs*. (Thèse de doctorat). [Document électronique]. Université Paris-Est. École doctorale ville, transport et territoires. Récupéré le 28 janvier 2013 de [http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/54/65/13/PDF/ThA se Rythmes collectifs.pdf](http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/54/65/13/PDF/ThA_se_Rythmes_collectifs.pdf).

Tourisme Québec. (2014). *Les plus récentes données sur le tourisme au Québec* [Document PDF]. Données mises à jours le 16 avril 2014. Ministère des finances et de l'Économie. Récupéré de <http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/media/document/etudes-statistiques/recentes-donnees-avril%202014.pdf>

Vidalle, A. (2 novembre 2009). Le blues des architectes. *L'Express*. [Article]. Récupéré le 5 novembre 2014 de http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/le-blues-des-architectes_825711.html

Vivant, E. (2007). Les événements off : de la résistance à la mise en scène de la ville créative. [Document électronique]. *Géocarrefour*, 82(3). Récupéré le 03 février 2013 de <http://geocarrefour.revues.org/2188>